

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le Mouvement syndical dans la Typographie française

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 1^{er} décembre 1932, à 2 heures

PAR

Hippolyte-Gaston CAVAINAC

Président : M. OUALID, professeur

*Suffragants : { M. ROUAST, professeur
M. PIROU, professeur*

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1932

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le Mouvement syndical dans la Typographie française

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 1^{er} décembre 1932, à 2 heures

PAR

Hippolyte-Gaston CAVAINAC

Président : M. OUALID, professeur

*Suffragants : { M. ROUAST, professeur
M. PIROU, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1932

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

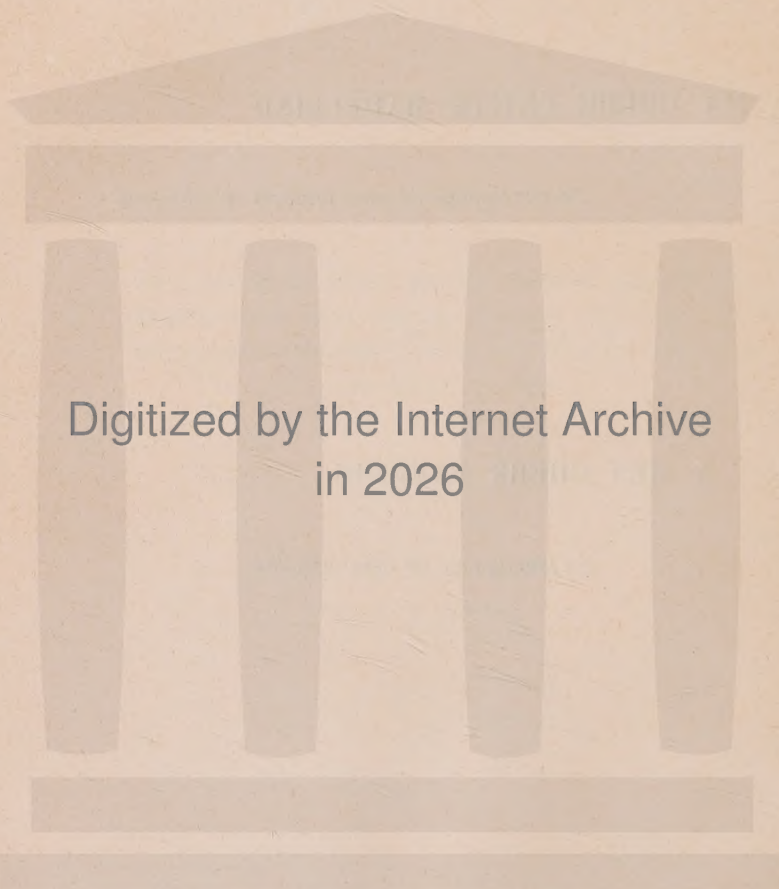


A MA CHÈRE PETITE MADELEINE

En témoignage de mon profond attachement.

A MES CHERS PARENTS

En témoignage de mon affection.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552604_0015

Le Mouvement syndical dans la Typographie française

INTRODUCTION

Lamartine disait « la typographie est la plus intellectuelle des professions manuelles ».

En effet s'il est vrai que le compositeur doit posséder une technique professionnelle approfondie pour effectuer vite et bien son travail ; il doit en outre faire preuve d'intelligence, de connaissances grammaticales, linguistiques et autres. Il ne lui suffit pas seulement de déchiffrer un manuscrit écrit le plus souvent à la hâte. Il doit rectifier les erreurs matérielles involontaires de l'auteur. Il est nécessaire même qu'il se familiarise avec la pensée de l'écrivain ; qu'il ait de l'acuité, de la compréhension.

On rencontre parmi les ouvriers de la composition des gens possédant une certaine culture, beaucoup de perspicacité et de l'intuition.

D'ailleurs des hommes célèbres ont illustré la profession. Pour ne citer que les plus remarquables nommons : Michelet Proudhon, Hégésippe Moreau qui dans leur jeunesse furent ouvriers typographes.

Nous trouvons chez le typographe, en ce qui touche son organisation syndicale, le souci de rester digne, d'éviter la basse démagogie, d'être raisonnable dans ses revendications, en un mot de justifier la parole de Lamartine « d'être et de rester un ouvrier d'élite ».

Pour nous familiariser aux termes de métier d'un usage courant dans le monde de l'imprimerie nous étudierons les

différentes phases de la fabrication d'un journal. Nous pourrions ainsi mieux apprécier les qualités que doit posséder un bon ouvrier.

La rédaction étant terminée, la copie transcrite à la main ou tapée à la machine, est remise par l'auteur au metteur en pages. Celui-ci la cote et la distribue aux compositeurs.

La composition peut se faire soit à la main, soit à la machine.

Le typographe ou compositeur à la main emploie des caractères mobiles disposés suivant un ordre déterminé dans une boîte appelée « casse ». Composer ou « lever la lettre » c'est former des mots, des phrases, des lignes. Pour séparer les mots les uns des autres il dispose des blancs appelés « espaces » et pour terminer les alinéas de blancs appelés « quadrats ». L'intervalle entre chaque ligne se nomme « interligne ».

Cette opération demande beaucoup d'attention, bonne vue, dextérité. Longtemps exécutée elle conduit à un véritable surmenage.

Mais de nos jours où l'on vit au chronomètre il faut aller vite. C'est pourquoi on a recours à la composition mécanique.

La « linotypie », invention américaine datant de la fin du siècle dernier, offre sans contestation possible des avantages considérables et constitue un véritable progrès. L'opérateur à l'aide d'un clavier où chaque touche représente un signe, une lettre, un chiffre déclanche automatiquement en appuyant sur chacune d'elles le caractère correspondant gravé sur une matrice. Celle-ci vient se placer dans le « compositeur » justifié sur la longueur de la ligne. Quand la ligne est pleine, au moyen de manettes et de leviers elle est mise en présence d'un jet de matière en fusion, composée de plomb et d'antimoine qui la pénètre complètement et forme en se refroidissant presque instantanément la ligne d'un seul bloc. Il ne reste plus qu'à la recueillir.

La production horaire est très importante et atteint un minimum de 4.500 lettres. C'est dire le rendement important qui peut être obtenu grâce à la machine comparativement

au travail à la main, puisqu'un compositeur habile livre au maximum 1.500 lettres à l'heure.

On peut adresser, au point de vue « impression » un reproche à la linotypie : assez souvent, l'œil de la lettre n'est pas d'une netteté parfaite. En outre la coulée de la ligne en un seul bloc présente un inconvénient sérieux pour la correction. Il suffit, en effet, de l'oubli d'une seule lettre, de l'omission d'une virgule, pour que toute une ligne soit à refaire, ce qui ne se produit pas dans une composition faite à la main avec des caractères mobiles. Une machine à composer d'invention plus récente « la monotype » permet de parer à cet inconvénient, puisqu'elle rend possible la correction d'une erreur de frappe sans qu'il soit nécessaire de recommencer la composition d'une ligne entière.

Lorsque la composition d'un ouvrage est terminée le « metteur en pages » ou son « homme de bois » en fait la mise en pages. Il est procédé ensuite au tirage d'une épreuve sur laquelle l'auteur est appelé à donner son bon à tirer. Quand les corrections d'auteur sont terminées, les pages sont disposées et serrées dans un châssis pour être mises sous presse.

Là se trouve terminée, en quelque sorte, la partie intellectuelle du travail.

Ce n'est pas à dire que les autres artisans de l'imprimerie soient de simples manœuvres. Mais entre les différentes catégories d'ouvriers et les typographes il y a une marge. Ces derniers sont considérés plutôt comme les « intellectuels » de la profession,

Le travail exclusivement manuel va donc commencer.

La « forme » est portée à la machine. Le « conducteur » la met sous presse et, aidé de son « margeur », prépare sa « mise en train ». Celle-ci terminée le tirage commence.

Quand il s'agit de l'impression d'un journal à fort tirage il est procédé, auparavant, au clichage de la composition.

Dans ce cas la « forme » est portée au « clicheur » qui, à l'avance, a préparé « un flan » sorte de carton mou enduit de colle et de talc qui doit servir à prendre une empreinte.

Sur cette empreinte il est coulé un alliage de plomb et d'antimoine. Ainsi est obtenu le cliché qui doit être fixé sur la machine rotative. Mais auparavant il est passé sous une machine qui lui donne un certain ceintrage pour lui faire prendre la forme du cylindre sur lequel il doit être fixé.

La machine rotative sur laquelle s'impriment les journaux est maintenant merveilleusement perfectionnée et mise au point. Sa rapidité permet d'atteindre un chiffre de tirage très élevé.

Pour imprimer un livre on se sert en général de machines qui présentent les caractéristiques suivantes : La forme est fixée sur un chariot mobile qui vient se frotter contre un rouleau encreur. Le papier se déroule devant le chariot et l'impression se fait directement.

Cependant depuis le début du siècle on a trouvé un nouveau type de machines l'offset qui imprime « indirectement ».

Supposons par exemple que l'on ait à imprimer une affiche. Le dessinateur trace son dessin soit à la lithographie, soit sur papier, sur bois, etc. Ce travail est reproduit par décalque ou même par photographie sur zinc. Cette plaque de zinc ainsi impressionnée est placée sur la machine offset dont le fonctionnement est le suivant.

Un rouleau portant « le zinc » entre en contact avec un rouleau de caoutchouc sur lequel s'impriment directement les motifs fixés sur le zinc. Le papier se déroule alors sur le rouleau en caoutchouc et l'impression se produit ainsi indirectement, d'où le nom de « offset ».

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Histoire de l'organisation ouvrière typographique.

I. — Du XVI^e siècle à 1881.

Depuis l'invention de l'Imprimerie les typographes se sont organisés en sociétés de résistance pour défendre énergiquement leurs intérêts ; ils ont lutté jusqu'à subir la prison, donnant par là une preuve de leur solidarité.

En effet, dès le xvi^e siècle les compagnons imprimeurs de Lyon soutinrent une grève suivie de procès demandant que, dans leur corporation, leur salaire fut augmenté, leur nourriture améliorée (à ce moment-là suivant le droit commun le maître nourrissait ses ouvriers), l'apprentissage réglementé.

Ils « mirent bas » (firent grève) ; plusieurs imprimeries fermèrent par suite du manque d'ouvriers. Alarmés les maîtres intervinrent auprès du roi qui rendit une ordonnance pour rétablir la paix. Des troubles sérieux s'étaient, en effet, produits. Il fallait à tout prix que le calme revint dans les esprits.

L'ordonnance de 1541, en quatre points, réglait la question comme suit :

- 1) Interdiction pour les compagnons et apprentis de nommer un chef de bande et de constituer assemblée ;

- 2) Défense aux compagnons de porter des épées ou autres armes ;
- 3) Interdiction de se réunir en banquet ;
- 4) Défense de faire une confrérie.

Sinon ils étaient punis d'amende, de prison, de bannissement. Il est inutile de faire constater que cette loi était au profit des seuls maîtres contre les compagnons. Cependant, ils n'étaient pas exempts de torts. Des procédés tels que ces confréries, cotisations, banquets, serments d'obéir à un chef, étaient à n'en pas douter des causes de désordre.

Malheureusement l'ordonnance ne fut pas exécutée, une seconde la confirmant en 1544 n'eut pas un résultat plus heureux, pas plus d'ailleurs qu'une troisième en 1571.

A partir de cette époque, suivant la loi générale, la corporation des ouvriers imprimeurs ne se distingua pas autrement des autres. Les troubles devinrent plutôt rares. Le maître, vivant au milieu de ses compagnons, travaillait comme eux. Dans l'atelier l'entente régnait. Peu nombreux les ouvriers faisaient pour ainsi dire partie de la famille du Patron. Ils avaient pris l'habitude de prélever « sur leur banque » (ou salaire) une retenue constituant ce qu'ils appelaient la « chapelle » (ou caisse de secours). Ils pouvaient de cette façon venir en aide à leurs camarades malades. Nombreux étaient ceux qui étaient affligés de maux de toute sorte. L'atelier était le plus souvent dans un état de malpropreté révoltante.

Le principal grief adressé jusqu'à la Révolution aux Maîtres c'est l'exclusivité de leur monopole et l'apprentissage long et coûteux qu'ils exigeaient de leurs futurs compagnons.

Faire un historique de la corporation d'une manière plus détaillée présenterait peu d'intérêt. Détruite comme les autres en 1791 par le décret du mois de mars et la loi Le Chapelier elle se reforme dès le début du XIX^e siècle. En effet, à ce moment-là, de nombreuses sociétés de secours mutuels se sont constituées surtout dans le personnel de l'Imprimerie parisienne.

Le système dit de « chapelle » se poursuivait toujours ; pour alimenter cette caisse les ouvriers prélevaient un certain nombre d'exemplaires sur tous les ouvrages imprimés dans l'atelier et pouvaient par leur vente constituer des fonds destinés à secourir les infirmes et les malades.

Pour satisfaire aux règlements interdisant les associations professionnelles les typographes s'adjoignaient des membres d'autres professions tels que relieurs, imprimeurs.

En 1825 il y avait à Paris plus de 20 sociétés groupant environ 3.000 adhérents ; aucun lien n'existait entre elles, elles s'ignoraient.

Ce n'est qu'en 1833 qu'un essai de Constitution de Société pour la défense du salaire se produisit. Elle adopta un projet de tarif qui fut présenté aux Maîtres Imprimeurs, les membres du bureau furent arrêtés et condamnés pour délit de coalition.

En 1839 on avait organisé à Paris une exposition industrielle, à la suite de laquelle la Chambre des Maîtres Imprimeurs fut créée. Les ouvriers typographes crurent pouvoir user du même droit et fondèrent la Société typographique de Paris. Dirigée par les 13 fondateurs elle réunit presque aussitôt 150 membres. Restée secrète elle eut une influence considérable. Elle réussit à faire reviser les tarifs qui auparavant étaient laissés pour leur établissement à l'arbitraire des patrons. Sans intervenir ouvertement elle put faire nommer une commission de 7 ouvriers chargés de présenter les revendications ouvrières. Les Maîtres Imprimeurs de leur côté déléguèrent 7 de leurs membres. Ce fut la première commission mixte. Les travaux furent longs et laborieux et se terminèrent par un accord complet. L'uniformité du prix fut établie ; de ce fait de nombreux conflits purent être évités. Il fut stipulé qu'une revision par le même moyen aurait lieu tous les cinq ans.

En 1845 la société, malgré le vol dont elle fut victime de la part de son caissier, réunissait 1.200 membres, soit la moitié des typographes parisiens.

Non reconnue, sauf par les patrons, elle n'avait pas d'existence légale.

En 1848 la Commission mixte se réunit et prorogea l'application des tarifs jusqu'en 1850 et ne procéda qu'à des changements insignifiants.

Dix ans après sa fondation en 1849 la société typographique revisa ses statuts.

De 1852 à 1860 la société typographique s'occupa surtout de la « résistance » tout en continuant à accorder des secours, comme par le passé, aux malades et invalides de la profession.

En 1861 un essai d'agrégation fut tenté sans résultat entre la société parisienne et celles de province.

En 1862 se tint à Londres une exposition universelle. Quatre typographes y furent envoyés en délégation et en revinrent enthousiasmés. Ils avaient pu constater la grande liberté dont jouissaient leurs confrères anglais et enviaient leur sort heureux. Leur rapport se basant sur la tolérance dont bénéficiaient les typographes dans ce pays se terminait par les demandes suivantes :

Abolition de la loi sur les coalitions — droit de réunion et de discussion en ce qui concerne les salaires et les autres conditions de travail — association encouragée, aidée et subventionnée par l'Etat.

Allant toujours se développant la société typographique qui en 1862 comptait 1.600 membres groupait 2.131 adhérents au 17 juillet 1867.

Ayant à sa tête M. Baraguet, homme d'une prodigieuse activité, elle sut tirer profit de la tolérance du Gouvernement Impérial et abandonnant sa forme précédente par un appendice au règlement elle prit le nom de Chambre syndicale. Elle n'eut plus ainsi à déguiser son action de défense professionnelle. Elle obtint du ministre des travaux publics en 1868 la suppression du Livret ouvrier et l'abrogation de l'article 1781 du Code civil. A la suite de ce succès fut créée la Caisse fédérative des 5 centimes. Les adhérents s'enga-

geaient à verser cette somme par semaine dans le but de pratiquer le prêt mutuel en cas de grève.

La guerre de 1870 et la répression de la Commune causaient la ruine de la Chambre syndicale. En 1871 la Caisse était à peu près vide mais grâce à l'énergique impulsion du Président la reconstitution fut rapide. Une assez longue période de calme et d'organisation suivit jusqu'en 1878 date d'une malencontreuse grève entreprise pour la revision des tarifs.

En effet, en 1878, les typographes parisiens eurent recours à la grève pour demander une augmentation de 0,05 par heure ; elle leur coûta près de 250.000 francs et les obligea à solliciter des secours de leurs confrères après que leur Caisse fut vide. La bataille se termina par une défaite qui eut un grand retentissement dans le monde syndical.

La fraternité naît du malheur. Ce fut là une occasion favorable pour la constitution d'un organisme sérieux en vue des luttes futures.

Il existait bien auparavant des associations de typographes mais elles n'avaient aucun lien entre elles. Eparses, elles ne pouvaient s'imposer. De toute nécessité il fallait créer de l'entente, de la cohésion.

II. — De 1881 à nos jours.

Ce furent les typographes du Mans qui eurent les premiers l'idée de fonder une fédération professionnelle. Les parisiens naturellement furent particulièrement favorables à ce projet. Des bases furent jetées ; une commission d'études nommée par la société typographique de la capitale rédigea des statuts qui furent envoyés à toutes les sociétés typographiques de France. Trente adhérèrent immédiatement en proposant néanmoins quelques modifications. Ces amendements furent annexés au projet et leur discussion renvoyée à un Congrès.

Le premier Congrès se tint à Paris en 1881. Il comptait

20 délégués représentant 3979 membres. Les séances n'eurent qu'un seul objet : la mise au point des statuts.

Le titre adopté pour l'institution nouvelle fut celui de « Fédération typographique française et des industries similaires ».

Il est intéressant de connaître le premier article exposant le but poursuivi. Depuis cette époque il a subi quelques modifications, mais l'idée première reste sensiblement la même.

Art. 1. — La Fédération de la typographie française et des industries similaires, dont le siège est fixé jusqu'au 31 juillet 1883 à Paris, a pour but :

1) de resserrer les liens de fraternité et de solidarité qui existent déjà dans la grande famille typographique française ;

2) de maintenir ou améliorer les prix de main-d'œuvre en se prêtant un mutuel appui tant moral que financier ;

3) d'établir un tarif aussi uniforme que possible pour toute la France, afin d'éviter l'émigration du travail d'une ville à une autre, émigration produite par les énormes différences des tarifs existants ;

4) de relever le niveau de l'art par une limitation raisonnable du nombre des apprentis, c'est-à-dire un apprenti au maximum pour dix ouvriers ; d'exiger qu'ils aient au moins douze ans et qu'ils aient obtenu leur certificat d'études ; de veiller à ce que leur éducation typographique soit sérieusement dirigée pour les mettre à même de vivre de leur salaire après leur apprentissage ;

5) de constituer une solidarité entre toutes les sociétés typographiques françaises et étrangères, afin que le sociétaire trouve aide et protection dans toutes les sections de la Fédération. (Paris étant essentiellement une ville de séjour où les typographes se rendent de toutes parts, le viaticum (1) ne saurait y être établi). Par contre, le viaticum ne sera accordé dans les sections provinciales qu'au fédéré parfaitement

1. Le viaticum est un secours en argent alloué au fédéré qui voyage pour chercher du travail. Le montant de l'indemnité est basé sur la distance parcourue par le voyageur.

en règle avec sa dernière section. Toutefois ce droit ne pourra lui être accordé deux fois dans la même année ;

6) de rechercher les moyens d'augmenter les sociétés de production, en créant des associations coopératives typographiques ;

7) d'arriver à créer une caisse centrale de secours mutuels pour toute la Fédération, et, subsidiairement, des caisses de retraite et d'invalides ;

8) de s'opposer, par les moyens légaux, au travail de la femme dans la composition.

C'était là un beau programme. L'étude de son application et les transformations qu'il a subies forment l'objet essentiel de notre travail. Retraçons cependant auparavant à grands traits l'histoire de la vie de la Fédération.

Un an après leur premier Congrès clôturé aux cris de : « Vive la Fédération typographique européenne » les typographes fédérés étaient au nombre de 5.946.

En 1883 se tint le second Congrès à Paris. En 1884 à la suite d'une grève à Marseille on s'aperçut que le secrétaire général de la Fédération avait commis des négligences. Les comptes financiers étaient dans le plus grand désordre. On trouva quantité de lettres non décachetées, dont quelques-unes contenant des mandats d'argent. On reconnut alors que le bilan présenté précédemment avait été faussé et qu'on se trouvait en déficit.

À la suite de ce scandale les membres du comité central votèrent l'ordre du jour suivant « le comité central, reconnaissant que la conduite de l'ex-secrétaire aurait compromis jusqu'à l'existence même de la Fédération, si le comité central n'avait avisé à temps, déclare X... indigne de siéger dans son sein » et l'exclusion de ce confrère indélicat s'ensuivit.

Keufer qui avait été chargé de faire l'enquête s'en acquitta avec un soin auquel fut rendu un hommage public inséré dans le journal syndical appelé alors *La Typographie*. Sentant peser sur lui une part de la responsabilité de son ex-secrétaire le comité central décida de procéder à de nouvelles

élections pour regagner la confiance. Alary, conseiller prud'homme, obtient 1.064 voix, Keufer 1.006 voix. Le premier fut nommé secrétaire général ; quelques mois après, son adjoint Keufer lui succéda. Depuis cette époque jusqu'en 1920, date de sa retraite, Keufer fut constamment réélu à cette fonction. Il devait être l'âme de la Fédération du Livre.

Cette crise se termina par un double procès. D'une part la Fédération poursuivit son ancien représentant devant les tribunaux pour abus de confiance. D'autre part l'ex-secrétaire attaqua le comité central pour diffamation. Dans les deux instances les demandeurs furent déboutés.

En 1885, 6.339 membres et 69 sections étaient fédérés : l'ordre était rétabli, les finances en meilleur état puisque l'avoir s'élevait à près de 10.000 francs.

En 1884 avait été votée la loi sur les syndicats. Certaines formalités étaient requises pour la constitution et la reconnaissance légale des associations professionnelles ouvrières. Consultées pour savoir s'il fallait se conformer à cette législation nouvelle et accomplir les inscriptions réglementaires, les sections déclarèrent qu'il n'en fallait rien faire. A Paris notamment on prétexta que seuls les syndicats se soumettant aux prescriptions légales étaient sous le contrôle vigilant de la Préfecture de police, cependant que les réfractaires jouissaient d'une entière liberté.

A ce moment là prit naissance un conflit qui devait aller s'aggravant de plus en plus entre la section parisienne des typographes et la Fédération. Conflit dont voici la cause : Partisans de la suppression du patronat, par la coopération, la Chambre syndicale des typographes parisiens avait déjà essayé en 1865 de fonder « l'Imprimerie Nouvelle ». Montée par actions son avoir s'éleva très vite et atteignit même 100.000 francs en 1873. Elle obtint le brevet d'imprimeur. Pour souscrire il fallait être de la « spécialité », c'est-à-dire appartenir par sa profession à l'un des emplois concourant à la confection du livre. L'ordre d'admission et d'entrée dans l'atelier était tiré au sort. Les difficultés sur les prix de main-d'œuvre étaient soumises à la société de secours mutuels

typographique parisienne (qui devint plus tard la Chambre syndicale). Une part des bénéfices, 30 %, était affectée à la constitution d'un fonds de réserve ; le restant, après paiement de l'intérêt aux actionnaires, devait être consacré à l'agrandissement de l'atelier social ou à l'achat d'autres imprimeries. Il était aussi entendu que lorsque tous les associés seraient occupés dans les ateliers, l'assemblée générale pourrait autoriser la distribution de dividendes. Pendant une douzaine d'années l'entreprise prospéra. En 1884 elle fit faillite par suite d'une dépression générale du commerce et de l'industrie, mais bénéficia du concordat.

Cette déconfiture servit énormément la propagande des collectivistes révolutionnaires. Ces derniers prétendaient, en effet, que la suppression du patronat par l'appel à l'épargne ouvrière était une utopie, et d'autre part ils étaient partisans de fédérations ouvrières nationales.

Des discussions éclataient journellement entre les adeptes de ces deux tendances et le résultat fut que les représentants de la Coopération se détachèrent plus ou moins ouvertement de la Fédération.

Un troisième groupe se forma au sein du syndicat, celui qui s'en tenait à l'idée syndicale pure et simple. Il avait à sa tête Keufer, représentant de la Fédération. Servant de tampon entre les deux autres il fut en butte à toutes les critiques car il déclarait, contrairement aux collectivistes et aux coopérateurs, que pour maintenir des relations régulières entre patrons et ouvriers il était maladroit de poser en principe l'abolition du patronat.

Lors du renouvellement du Comité central les représentants des trois groupes arrivèrent en tête : Alamp, Allemane, Keufer. Les sections de départements donnèrent la majorité aux collectivistes.

Un premier conflit d'attributions s'éleva en janvier 1886. Le syndicat parisien avait modifié ses statuts sans tenir compte d'une convention passée avec le syndicat des correcteurs, d'après laquelle tout typographe devenant correcteur devait adhérer à ce syndicat. Dans ce conflit, l'intéressant,

puisqu'il s'agissait de deux syndicats affiliés, la Fédération voulut intervenir, le syndicat des compositeurs s'y opposa. Les sections consultées donnèrent tort au syndicat parisien.

Au mois de mai de la même année l'imprimerie Mouillot à Issy réduisait les salaires de 10 %. Sans consulter le patron ni la Fédération les ouvriers se mirent en grève. C'était une indiscipline voulue. Par solidarité la grève avait été aussi déclarée dans la maison principale à Paris.

Seule la grève d'Issy fut considérée par le Comité Central comme statutaire.

A la suite de cette grève qui se termina d'ailleurs par un échec le syndicat parisien soumit à ses membres cette proposition « l'adhésion des membres de la société typographique parisienne à la Fédération des travailleurs du Livre est et demeure facultative ».

Pour servir de base à cette prétention elle disait que la Fédération avait reçu d'elle plus de 70.000 francs ; que le vote des sections de province sur des incidents se produisant dans la capitale était la négation de toute autonomie ; que la chambre syndicale par l'attitude du Comité Central à son égard était déconsidérée.

Le vote devait avoir lieu dans un délai de 4 jours.

Avisé de cette propagande et voyant le danger d'un pareil vote le Comité central adressa aussitôt une circulaire aux fédérés parisiens. La proposition de désaffiliation fut repoussée.

Battus les adversaires de la Fédération songèrent à abandonner le syndicat lui-même. Certains s'engagèrent dans cette voie et fondèrent l'association coopérative du *Journal Officiel*, ils créèrent un nouveau syndicat « l'Alliance typographique ». A la fin de l'année le nombre des démissions de la chambre syndicale s'éleva à 408.

Les dissidents formèrent alors un syndicat sous le titre de Société typographique parisienne.

En 1887 de nouveaux incidents se produisirent à la Fédération. A Lyon pour tenter une conciliation à la suite d'une grève la section demanda l'envoi de Keufer. Des membres

collectivistes du Comité central déclarèrent que s'était porter atteinte à leurs attributions de désigner ainsi nommément un délégué et firent décider qu'à l'avenir on n'agirait plus de cette façon.

Les dissidents essayèrent de leur côté de recruter de nouveaux adhérents dans les sections de province où ils comp- taient de nombreux amis.

Néanmoins au renouvellement du Comité, Keufer fut réélu en tête. Cette fois encore les protestations des collectivistes furent vives. Ils déclarèrent qu'« au nom du principe démocratique » il n'était pas équitable de maintenir indéfiniment le même homme dans la même fonction. Malgré cette manœuvre Keufer fut élu par les membres du Comité.

Un essai de décentralisation fut tenté, avec succès d'ail- leurs. La France, après avis des sections, fut divisée en 12 grandes régions, à la tête de chacune était institué un bureau spécial dont le but était d'alléger les attributions du Comité central.

En 1892 au cours du sixième Congrès vint en discussion un nouveau projet de coopération pour rétablir « l'Imprimerie Nouvelle ». Instruits par la faillite de cette institution, les fédérés déclarèrent ne pas être partisans du système de coo- pératives de production ; car, disaient-ils, les difficultés sont énormes tant au point de vue du capital qu'il faut grouper que des gérants capables qu'il est difficile de trouver.

En 1894 les Maîtres Imprimeurs tinrent un Congrès à Lyon. Tous les journaux professionnels avaient été invités. Keufer, représentant la *Typographie française* accepta l'in- vitation. Quelques patrons mécontents de sa présence firent voter un ordre du jour l'excluant de la salle du Congrès. C'était un affront violent.

Les fédérés ouvriers furent révoltés d'un tel sans-gêne et manifestèrent vivement leur indignation. Comprenant leur faute les Maîtres Imprimeurs ne songèrent plus alors qu'à faire oublier leur indécatesse et voulant montrer leur esprit de conciliation votèrent à Marseille en 1895 (lors de leur Congrès qui coïncidait dans la même ville avec celui de la

Fédération) le principe d'une Commission mixte *permanente*. Elle fut composée de 9 patrons et de 9 ouvriers.

Par la suite la Fédération connut une tranquillité INTÉRIEURE pendant une période d'une dizaine d'années. Il ne se produisit de difficultés que pour le mouvement en faveur de la journée de 9 heures.

Conformément à la décision prise au Congrès de Lyon le Comité central avisait par une lettre du 24 octobre 1905 les sections faisant partie de la Fédération d'entreprendre une campagne en faveur de l'obtention de la journée de 9 heures, sans diminution de salaire. La journée de travail était alors de 10 heures.

Moins d'un mois après, le secrétaire de la 21^e section, Paris (dont nous avons déjà vu précédemment les agissements) écrivait au Comité central pour exposer son programme :

7 francs minimum pour 9 heures.

Remaniement du tarif avec augmentation d'un 1 9.

Unification du tarif pour le département de la Seine.

Le Comité Central approuva ces projets et en outre entra en relation en commission mixte avec les Maîtres Imprimeurs à qui il présenta les revendications ouvrières. Les patrons déclarèrent qu'ils s'en remettraient à la décision des membres de l'Union patronale et le 6 février 1906 ils faisaient savoir à Keufer que la condition mise à la réunion d'une commission mixte à savoir la réduction de la journée de 10 heures avait été repoussée à la majorité des voix.

La lutte devenait inévitable.

Des journaux anarchistes profitèrent de l'occasion pour déclarer dans un article d'ailleurs anonyme de l'*Avant-Garde* que le Comité central était disposé à faire des concessions aux patrons.

Ces insinuations furent démenties énergiquement par les représentants de la Fédération qui fixèrent la date du 18 avril 1906 comme dernier délai donné aux patrons pour satisfaire aux revendications ouvrières.

En province l'action marchait à l'unisson avec le Comité ; à Paris, il n'en était pas de même. Par une lettre du

19 février la 21^e section demandait que deux membres du Comité central vinssent se joindre à eux pour étudier avec leur commission des tarifs la directive à prendre. Il leur fut accordé satisfaction.

Malgré cela, aussitôt les travaux terminés, sans en aviser le Comité central, les délégués de la 21^e section se rendirent auprès des patrons et discutèrent. Il en résulta, cela va sans dire, des difficultés à tel point, qu'après constitution d'une commission mixte (entre le Comité central et les Maîtres Imprimeurs) on fut néanmoins réduit à s'en remettre au referendum pour trancher le différend et cela par suite de l'indépendance hostile de la 21^e section.

Le bulletin adressé aux fédérés était ainsi conçu :

PROPOSITIONS :

<i>Patronales.</i>		<i>Ouvrières.</i>	
Journée.....	9 h.	Journée.....	9 h.
Salaire.....	7 fr.	Salaire.....	7 fr. 20
Prix du mille.....	0 fr. 75	Prix du mille.....	0 fr. 76
Gratification jusqu'à minuit.....	0 fr. 25	Gratification jusqu'à minuit.....	0 fr. 30
Gratification après mi- nuit.....	0 fr. 50	Gratification après mi- nuit.....	0 fr. 50
Heures des équipes de nuit.....	1 fr. 00	Heures des équipes de nuit.....	1 fr. 10
Heures gratifiées....	1 fr. 25	Heures gratifiées....	1 fr. 60
<i>J'accepte les propositions qui précèdent.</i>		<i>J'accepte les propositions qui précèdent avec grève.</i>	

Le résultat fut :

Inscrits: 3.740

Pour les proposi- tions patronales.	4.199 voix	Pour la grève....	1.709 voix
		Abstentions.....	832 —

C'était donc la grève générale à Paris ; conséquence de l'emballement où se trouvait la typographie parisienne.

Le Comité central, quoique telle ne fut pas sa manière de voir, se rangea du côté de la majorité.

La 21^e section organisa un Comité de grève dont firent partie pour la forme des membres du Comité central. Les décisions étaient prises, en effet, sans tenir compte de leurs avis. Un tel parti pris fut la cause de nombreux incidents.

Enfin une entrevue eut lieu avec le ministre du Commerce, M. Doumergue, le directeur du travail, le délégué de la section et le délégué du Comité central. Cette tentative de conciliation fut vaine.

Déjà cependant les grévistes donnaient des signes de faiblesse ; quelques patrons acceptèrent les propositions ouvrières (9 heures et 7 frs 20) l'imprimerie Chaix entre autres ; mais la plupart des typographes ne purent obtenir aucune amélioration.

Cet échec était la conséquence de l'état d'esprit de la 21^e section qui n'escomptant pas de succès du Comité central, enclin à obtenir la journée de 9 heures par des moyens de persuasion et de discussions courtoises, préférait suivre la méthode des syndicalistes révolutionnaires partisans de la lutte à outrance contre les patrons.

La grève coûta 657.603 fr. 75 tant pour Paris que la province où plusieurs sections furent conduites à employer ce moyen extrême.

En définitive :

180 localités obtinrent la journée de 9 h.

12 sections obtinrent la journée de 9 h. 1/2.

9 sections échouèrent.

17 sections s'abstinrent.

En 1908 à la suite des tristes événements de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges de nouveaux conflits éclatèrent encore entre la 21^e section et le Comité central.

Des terrassiers s'étaient mis en grève à Draveil. Au cours d'une échaffourée deux ouvriers furent tués par des gendarmes. La C. G. T. parlait de faire une grève générale de protestation.

Le Comité central prévoyant le cas où la 21^e section voudrait prendre part au mouvement décida dans sa séance du 4 juillet, qu'une proposition de referendum fédéral pourrait être faite pour déclarer si oui ou non une telle grève serait statutaire.

Sur ces entrefaites au cours de l'enterrement des deux victimes de Draveil une rencontre violente se produisit entre les manifestants et la troupe. Un malheureux typographe Marchand y trouva la mort.

Le Comité central avisé de cet événement atteignant un fédéré vota un ordre du jour « invitant pour ces tristes circonstances, tous les travailleurs du Livre en signe de sympathie à suspendre le travail le jour des funérailles du malheureux camarade victime de cet horrible drame » ; mais avec la réserve formelle qu'il entendait ne pas s'associer à un mouvement de grève générale.

Malgré cela, prétendant être d'ailleurs d'accord avec lui, le Comité de la 21^e section décida de cesser le travail du 2 août au matin au 3 août au soir.

Le Comité central s'empressa d'aviser que la grève demeurerait facultative et qu'il était hostile à une mise bas de 48 heures.

Il fut passé outre. Bien plus, dédaignant, disait la 21^e section, de prendre part au referendum que nécessitait une grève ainsi engagée ; elle vota un ordre du jour de blâme contre le Comité central qu'elle accusait d'insigne trahison.

Cette fois encore l'emballement des dirigeants de la 21^e section guidés par les libertaires poussait à la violation des statuts.

Le Comité central se conformant au règlement envoya aux sections une longue lettre d'explications, leur demandant en outre de consulter sérieusement leurs membres et de donner leurs avis.

Le questionnaire suivant leur fut adressé :

- 1^o Etes-vous partisan de la grève générale préconisée par la C. G. T. ?

2^o Etes-vous partisan de la grève générale au cas où des mesures seraient prises pour supprimer la liberté syndicale accordée par la loi de 1884 ?

3^o Approuvez-vous la conduite du Comité central au cours des récents événements ?

Il est intéressant de signaler que la 21^e section exposa, elle aussi, sous forme de circulaire, les faits tels qu'elle considérait qu'ils s'étaient déroulés, à tous les fédérés.

Le referendum donna les résultats suivants :

Votants : 8.312.

1 ^{re} question : Oui....	1.214	Non....	6.387
2 ^e — —.....	6.697	—.....	823
3 ^e — —.....	6.473	—.....	1.111

Il est à noter que malgré la défense de voter de la 21^e section 711 confrères parisiens approuvèrent par vote la conduite du Comité central.

En 1909 de nouvelles rivalités éclatèrent encore au sujet de l'augmentation des salaires des linotypistes parisiens. Elles eurent toutefois moins de répercussion que les précédentes et se cantonnèrent uniquement dans la capitale.

Malgré ces divergences la Fédération comptait en 1910, 172 sections et un effectif de près de 12.000 membres.

En 1911, lors du renouvellement du Comité central, les sections parisiennes contestèrent la validité des élections. Le conflit fut si grave qu'il fut soumis à l'arbitrage du Comité confédéral. Une commission fut nommée, ses conclusions constatèrent la validité des élections et leur régularité.

Pendant la période 1911-1912 les délégués du Comité central firent de nombreuses démarches pour obtenir la journée de 9 heures dans les villes qui ne l'appliquaient pas encore. A Paris même ils soutinrent de toute leur énergie, malgré les calomnieuses attaques dont ils avaient été l'objet, une grève des compositeurs demandant une revision des tarifs. Grâce à l'accord qui régnait enfin entre le Comité et la 21^e section des résultats très appréciables furent acquis.

En 1914 la guerre arrêta toute activité de la Fédération qui décida dès le premier jour de suspendre les versements des cotisations et le paiement de tous les secours fédératifs statutaires.

Le travail se raréfia, le chômage devint inquiétant pour ceux de l'arrière. Plusieurs sections critiquèrent le Comité central, ne comprenant pas la sage conduite qui l'avait guidé dès le début de la mobilisation. Cependant il fit tout son devoir, envoya aux sections des secours dont le total s'éleva à plus de 100.000 francs. Il distribua de l'argent aux mobilisés, surtout à ceux des régions envahies, aux évacués, aux prisonniers ; il entretenait avec eux une volumineuse correspondance.

De ce fait les frais de la Fédération s'accrurent rapidement. En 1915 il fut envoyé aux familles des mobilisés à titre de secours la somme de 52.662 francs. Pour venir en aide aux réfugiés des régions envahies il fut alloué cette année là environ 2.000 francs.

Aussi dans l'espoir d'être plus généreuse et de contribuer avec plus d'efficacité à toutes les œuvres de guerre la Fédération décida en 1916 de rétablir le versement de la cotisation pour ses ouvriers non mobilisés.

Elle put, de la sorte, sans trop grever le budget, participer à l'allègement des infortunes typographiques.

Au total, malgré l'effroyable cataclysme, l'avoir de la Fédération qui en 1909 était de 229.751 fr. 32, s'éleva en 1918 à 241.133 fr. 75.

Au point de vue du nombre des fédérés la guerre fut un rude coup.

Le 1 ^{er} avril 1914	12.881 membres
— 31 décembre 1916	3.654 —
— 1 ^{er} janvier 1919.....	4.554 —

Les victimes furent nombreuses : près de 1.000 morts ou disparus, 750 blessés ou mutilés environ.

En 1919 la C. G. T. demandait avec insistance l'obtention de la journée de 8 h. Une certaine agitation se manifestait

dans la plupart des syndicats ouvriers. On parlait même de faire grève générale le 1^{er} mai quand le Parlement vota la loi du 23 avril 1919.

Se conformant aux directives confédérales le Comité central avait pris position et s'était prononcé pour la suspension de tout travail ce jour-là au cas où la Chambre des députés s'opposerait à l'application de cette loi.

Prenant ainsi les devants il se montra beaucoup plus décisif que les sections parisiennes qui, elles, ne furent pas unanimes à prendre une décision. Il y eut du flottement. Malgré cela la grève fut générale, les directeurs de journaux décidèrent en effet de ne pas paraître le 1^{er} mai et de payer le salaire à leur personnel.

Ce fut un excellent moyen de mettre tout le monde d'accord et de faire cesser les hésitations.

Au Congrès national de Nancy 1919, deux décisions graves furent prises. Il fut d'abord voté un projet de décentralisation de la Fédération, présenté par les sections parisiennes, qui ne fut d'ailleurs pas mis en pratique : puis il fut décidé que la cotisation hebdomadaire des fédérés serait portée de 0 fr. 50 à 1 franc. Ce vote fut enlevé de justesse (79 pour, 73 contre).

Les années qui suivirent la guerre furent employées par la Fédération à mener une campagne active et méthodique en vue de l'augmentation des salaires. C'est là une question qu'il sera intéressant d'étudier en suivant l'action ouvrière au sujet de ses revendications pour l'amélioration du tarif.

Pour faire aboutir leurs projets les typos décidèrent de diviser la France en cinq régions et de lutter au moment fixé par la Fédération. De cette façon l'appui général était assuré au groupe intéressé, tandis qu'une campagne éparse menée et entreprise partout à la fois avait peu de chances de réussir.

Les ouvriers du Livre appliquaient en somme la stratégie de nos généraux de la guerre : « offensive partielle extrêmement violente », plutôt qu'offensive générale conforme aux vieux principes de 1914.

Les résultats obtenus furent extrêmement satisfaisants.

Déjà tous se félicitaient de l'entente qui régnait entre fédérés. Pliés à une discipline avisée, ils avaient bénéficié de précieux avantages. Malheureusement, bernés par leurs dirigeants, les syndicalistes révolutionnaires se détachèrent avec ostentation de la Fédération. La minorité de la C. G. T. composée d'éléments communistes était cause de cette pitoyable scission que nous exposerons en étudiant les relations de la Fédération avec les Bourses du Travail.

En 1924 un deuil cruel vint frapper la Fédération, le secrétaire général Auguste Keufer fut enlevé à l'affection des siens après une courte maladie.

Cet homme, véritable fondateur de l'organisation syndicale actuelle en 1881, fut durant 35 ans à sa tête. Il donna aux militants le plus magnifique exemple. Marié, père d'une nombreuse famille, il se consacra à la Fédération avec un dévouement inlassable. Dans tous les conflits entre patrons et ouvriers il était presque inévitablement chargé de la délégation. Combattu pour sa modération et ses tendances positivistes dont il était fier, il montra par ses actions que sa véritable religion c'était l'Humanité. Sa grande doctrine c'était la Charité, sa maxime « vivre pour autrui ».

Aussi son nom fut étroitement lié à celui de sa corporation. Il s'était fait pour ainsi dire lui-même. Compositeur pendant sa jeunesse (20 ans), il connaissait la vie d'atelier. Choisi par ses confrères pour faire partie du Comité central en 1881, il resta toujours fidèle à ses principes. Ce qu'il a cherché par dessus tout c'est « l'union de tous les travailleurs ».

On a pu lui reprocher, sans les comprendre le plus souvent, ses doctrines philosophiques et politiques ; mais on n'a pu mettre en doute sa sincérité et son dévouement.

Au lendemain de sa mort, un de ses grands adversaires disait :

« Je l'ai souvent combattu. Or se combattre n'est pas se haïr. Il est beau, quand un homme a combattu, comme lui, avec sincérité, avec ardeur, avec courage, pour défendre les idées syndicalistes, de ne jamais l'oublier. »

C'est le plus beau panégyrique qu'on pouvait prononcer de Keufer.

Nous verrons, par la suite, en étudiant l'action syndicale, l'influence qu'a exercée ce secrétaire général modèle.

Il a porté son activité dans tous les domaines intéressant les ouvriers du Livre ; ce n'est qu'en examinant directement chaque revendication qu'on peut se rendre compte de l'éminent prestige de celui qui fut le modèle des militants.

Son camarade Liochon qui fut de longues années son dévoué collaborateur assume depuis 1919 les lourdes charges de secrétaire général : son vieil ami Keufer qui s'était retiré de la vie active cette année-là même lui donnait les conseils de sa longue expérience dans les cas difficiles.

En 1924, au Congrès de Lille vint en discussion un projet de relèvement de la cotisation hebdomadaire.

Il s'agissait de savoir s'il était avantageux d'augmenter le versement des fédérés eu égard aux bénéfices qui en résulteraient.

A cet effet, prenant pour base les années de l'après-guerre qui, il faut bien le reconnaître, furent extrêmement mouvementées et par conséquent peu probantes pour l'avenir, le Comité fédéral dressa un tableau saisissant de l'emploi des cotisations.

1) Les dépenses de grève pendant les années 1920 à 1923 furent :

Années	Cotisations à 1 franc	Montant des secours	Moyenne par fédéré	Moyenne pour 1 année	Moyenne par cotisation hebdm.
1920	21.495	787.527,75	36,637	20,173	0,388
1921	20.878	432.830,05	20,731		
1922	16.399	56.648,50	3,454		
1923	16.674	331.331,35	19,871		

2) Les dépenses de chômage, maladie, décès :

Années	Cotisations à 1 franc	Montant des secours	Moyenne par fédéré	Moyenne pour 1 année	Moyenne par cotisation hebdom.
1920	21.495	262.654	12,219	16,695	0,32
1921	20.878	379.725,50	18,187		
1922	16.399	306.876,	18,713		
1923	16.674	294.491,50	17,661		

3) pour les frais d'administration qui comprennent le salaire des permanents, la publication du journal, les imprimés divers, les frais de bureau et de correspondance, le loyer, l'entretien, les assurances, les cotisations à la C. G. T. et aux secrétariats internationaux, les délégations, la tenue des Conseils nationaux, des Congrès, les subventions, etc., etc... il a été dépensé pour la même période environ 255.000 francs, somme qui représente un pourcentage de 0 fr. 294.

En additionnant ces trois chapitres il était facile de constater que la totalité de la cotisation était absorbée :

$$0,388 + 0,32 + 0,294 = 1 \text{ fr. } 002$$

Le comité fédéral proposa donc par l'intermédiaire de son secrétaire adjoint, d'augmenter les secours en cas de grève, maladie et autres cas visés par les statuts, mais d'augmenter aussi les cotisations.

Après un vote par mandat sur le principe de l'augmentation il fut admis par appel nominal qu'il fallait porter la cotisation à 1 fr. 25 par semaine. De cette façon il était possible au Comité fédéral d'être plus large pour les indemnités à allouer.

En octobre 1925 le Conseil national ayant suggéré l'idée d'une augmentation de la cotisation syndicale un referendum fut lancé.

Sur 198 sections consultées 167 prirent part au vote. 8.364 fédérés se prononcèrent pour ; 2.139 se prononcèrent

contre, c'est-à-dire que 80 % des votants approuvèrent l'augmentation de la cotisation de 0,30 par semaine en vue de l'institution de l'invalidité suggérée par l'Alsace-Lorraine au Congrès de Lille en 1924.

La cotisation s'élevait ainsi à 1,55 par semaine. Elle a été portée à 2 francs en 1928 et maintenue à ce taux par le Congrès national de Toulouse en 1929.

Ce dernier Congrès s'est surtout préoccupé en dehors des questions habituelles concernant le tarif fédéral, l'apprentissage, la durée du travail, de l'organisation toute nouvelle de l'invalidité-vieillesse.

Là s'arrête la vie active de la Fédération dans les Congrès nationaux.

Nous avons pu nous rendre compte par ce rapide aperçu des difficultés sans nombre qu'elle a dû surmonter. A dessein nous avons passé sous silence le travail accompli, nous réservant de le montrer au grand jour en voyant les progrès réalisés.

Certes, l'accord n'a pas toujours été parfait entre fédérés. Il est permis de se demander quelles pouvaient être les origines de ces néfastes influences révolutionnaires surtout sur la 21^e section.

Pour l'expliquer point n'est besoin de faire de longues recherches, le mal a été causé par les éléments extrémistes de la C. G. T.

CHAPITRE II

La Confédération Générale du Travail.

I. — Son influence jusqu'en 1920.

Fondée en 1895 à la suite d'un Congrès national ouvrier qui se tint à Limoges, la Confédération Générale du Travail avait pour but, ainsi qu'il est dit dans l'article 1^{er} de ses statuts, de constituer une organisation unitaire et collective entre les divers syndicats et groupements professionnels de syndicats d'ouvriers et d'employés des deux sexes existant en France et aux Colonies.

Les éléments constituant la C. G. T., était-il ajouté, se tiendront en dehors de toute école politique.

En théorie elle devait réunir la fédération des bourses et la fédération des syndicats : la première groupant les syndicats d'une même ville et d'une même région, la seconde groupant les syndicats d'un même métier.

Malheureusement le grand défaut de cette fédération des syndicats était en somme de ne pas exister, étouffée qu'elle était par les guesdistes. Seule la fédération des bourses restait et si elle acceptait la C. G. T. c'était à condition de pouvoir la conduire. La C. G. T. n'ajoutait pour ainsi rien aux forces syndicales déjà existantes.

Dès le début les syndicats étaient groupés pour la plupart en fédérations : les unes locales, c'étaient les bourses du travail ; les autres régionales, d'autres nationales. 26 organisations ouvrières parmi lesquelles 8 bourses du travail et 10 fédérations nationales dont la plus importante était celle des travailleurs du Livre, donnèrent leur adhésion. Ainsi.

croyait-on allait être fondé « le véritable parti du travail ».

Mais la Confédération ne répondit pas aux espérances ; on s'imagina que son insuccès provenait de la défectuosité des statuts qu'on revisa à plusieurs reprises. On lui confia des attributions multiples : propagande syndicale, contentieux, arbitrage entre syndicats et entre patrons et ouvriers, grèves partielles, grève générale, création d'un journal, élaboration de lois, statistique du travail, secrétariat, relations extérieures. Mais en même temps que l'on étendait ses attributions, on amoindissait son importance. En effet au Congrès Confédéral de Tours en 1898 on décida d'éloigner de la C. G. T les syndicats isolés et les bourses du travail : celui de Rennes lui retira la fédération des bourses, de sorte qu'il ne resta plus que la fédération nationale des métiers similaires, dont tous les syndicats devaient faire partie. Les Congrès suivants comprenant que cet organisme central ne pouvait contenir à la fois les bourses isolées et la fédération de ces mêmes bourses, décidèrent de ne plus recevoir les bourses isolées et laissèrent à la fédération des bourses son autonomie et sa force.

La C. G. T. était représentée par un Comité composé de trois délégués de chacune des fédérations nationales, de deux délégués de chacune des fédérations régionales, d'un délégué de chacun des syndicats admis isolément (jusqu'à ce qu'ils soient constitués en section d'industrie).

Ce Comité était subdivisé en trois grandes Commissions ;

- 1) d'administration et d'initiative ;
- 2) des grèves et de la grève générale ;
- 3) du journal et de la propagande.

La cotisation mensuelle fut fixée à un centime par membre. Les travailleurs du Livre payaient 150 francs. Telle était l'organisation de la C. G. T en 1900. Elle ne tarda guère à se laisser entraîner par les éléments extrémistes à tel point qu'en 1903 elle engagea une violente polémique contre la Fédération du Livre qu'elle accusait de griefs nombreux et men songers.

Son secrétaire général Griffuelhes dans une conférence contradictoire exposa les théories du syndicalisme révolu-

tionnaire dont il était le défenseur et montra que sa méthode était la plus avantageuse pour la défense des intérêts ouvriers.

Keufer réfuta victorieusement ses arguments et exposa que la méthode réformiste qui l'avait toujours guidé pour la direction de la Fédération était autrement féconde en ce qui touchait le mode d'action et les résultats obtenus.

Une campagne systématique fut entreprise alors contre le Livre, elle donna suite à un long débat au Congrès Confédéral de Bourges en 1904.

Les révolutionnaires ayant la majorité dans le Comité la victoire fut aisée pour eux au Congrès ; le rapport déposé par eux obtint en effet 820 voix contre 375. Ce vote était dirigé contre le réformisme, pour le battre plus sûrement on l'avait discrédité. Il n'y a pas de reproches qu'on n'ait adressés à la Fédération du Livre.

Les critiques furent extrêmement acerbes ; on en vint même à reprocher au Comité central d'aider à la constitution de syndicats jaunes.

Toutes ces calomnies influencèrent certains typographes. C'est ce qui explique leur attitude dans les circonstances graves que traversa leur Fédération.

La 21^e section à Paris dans le mouvement pour la journée de 9 heures en 1906 puis pour la grève générale (affaire de Draveil) était certainement inspirée par les théories extrémistes de la C. G. T.

C'est donc cet organisme qui a causé de nombreuses dissensions entre typographes révolutionnaires et modérés. Cependant jusqu'en 1914 malgré l'acuité des conflits le calme régnait en période normale. Pendant la guerre encore lors des Congrès confédéraux (qui se réunissaient tous les deux ans statutairement) des discussions violentes se sont engagées.

Lors de la tenue de celui de 1915 les révolutionnaires, étant cependant en minorité parmi les délégués, reprochèrent à leurs collègues de collaborer aux œuvres de guerre.

Ennemis de tout Gouvernement, de la bourgeoisie, du patronat et du clergé ils attaquèrent avec une violence inouïe

ceux qui s'alliaient à ces divers groupements pour porter soi-disant secours, disaient-ils, aux victimes de la guerre.

Les délégués du Comité central de la Fédération du Livre appuyèrent le Comité confédéral et déclarèrent énergiquement que cette collaboration était œuvre utile dans les effroyables circonstances où se débattait la France.

Au Congrès de Clermond-Ferrand 1917 : il fut question de provoquer la réunion d'un Congrès international pour mettre fin aux horribles hécatombes et fixer les conditions de la paix. Là encore les révolutionnaires accusèrent les dirigeants de la C. G. T. de trahir leur mandat en collaborant toujours aux œuvres de guerre avec le Gouvernement et la bourgeoisie et leur reprochèrent de violer le principe sacré de la lutte des classes.

La lutte fut très vive (elle dura trois jours) entre majoritaires et minoritaires, de gros efforts furent faits de part et d'autre. On aboutit enfin au vote d'une motion qui finit par réunir l'unanimité des suffrages.

Le Congrès de Paris 1918 réunit quatre cents délégués. Les mêmes discussions suivies des mêmes récriminations furent engagées ; les séances furent consacrées à faire prévaloir la méthode de chaque conception sur l'action de la C.G. T. L'accord se fit péniblement. Là encore le Livre fut pris à partie pour sa théorie modérée qui choquait les minoritaires révolutionnaires.

Lors du mouvement de grève générale le 1^{er} mai 1919 la C. G. T. ne put obtenir des typographes l'élan de bel enthousiasme qu'elle espérait. D'ailleurs les directeurs de journaux, prenant les devants, décidèrent de ne pas paraître ce jour-là. Mais les cheminots, les dockers, les mineurs, les inscrits maritimes, les métallurgistes, le bâtiment firent grève et la C. G. T. les soutint poussée qu'elle était par les influences politiques des socialistes,

En 1920, au lendemain du Congrès confédéral d'Orléans une campagne très vive reprit en prévision du Congrès de Lille. Les minoritaires formant le « noyau » adhérèrent

directement à l'internationale de Moscou sous l'impulsion du parti communiste.

Le Comité national confédéral prit alors la décision par laquelle il déclarait que les organisations qui feraient acte d'adhésion à cette internationale se mettraient en dehors de la C. G. T. Cela n'eut pas d'effet, puisque, officiellement, aucune organisation n'adhéra, malgré que le « cœur des militants minoritaires fut à Moscou ». La campagne de dénigrement et d'hostilité continua contre la majorité confédérale, qu'on accusa même de trahison et de persécution lui reprochant de vouloir exclure des syndiqués et des organisations « pour délit d'opinion ». A Lille, lors du Congrès, on s'aperçut des résultats incontestables de cette campagne puisque les minoritaires obtinrent l'approbation de 1549 syndicats contre 1310. Ce résultat les encouragea et ils n'eurent plus qu'un but : devenir maîtres de la C. G. T.

On leur fit comprendre que de telles attaques portaient non seulement un préjudice aux hommes qui passent mais aussi et surtout à l'institution elle-même.

Finalement après une discussion violente le Comité confédéral faisant appel à la discipline nécessaire tomba d'accord pour le vote de l'ordre du jour suivant qui obtint 63 voix contre 56.

1) « Les organisateurs qui refusent de s'incliner devant les décisions des Congrès et de coopérer à leur application se mettent en « dehors des statuts ; leur minorité pourra être admise dans la C. G. T.

2) « Les organisations confédérées ne peuvent appartenir à des « groupements politiques, philosophiques et en particulier aux Comités syndicalistes révolutionnaires ».

C'était là un louable effort pour essayer de remettre un peu d'ordre dans cette organisation nationale en état de véritable scission morale.

II. — La scission entre « Fédérés » et « Unitaires ».

Après le Congrès confédéral d'Orléans 1920, la minorité de la C. G. T. décida de s'organiser et de fonder des comités syndicalistes révolutionnaires.

Le Comité national informé s'y opposa catégoriquement. La Fédération du Livre également hostile à de tels groupements informa, par la voie de son journal *l'Imprimerie française*, (c'est le nom de l'ancienne *Typographie* depuis 1920) toutes les sections pour les inviter à retirer leur adhésion aux Comités révolutionnaires si quelqu'une d'entre elles s'y était affiliée.

A la suite de cet article, sans motif plausible, le secrétaire adjoint de la Fédération, Villeval donna sa démission. Il déclara par la suite que c'était à cause de cette décision prise sans consultation des syndiqués et des syndicats.

Quelques temps après, les minoritaires poussèrent l'outrecuidance, après leur départ de la C. G. T. jusqu'à solliciter l'organisation d'un Congrès extraordinaire. En 1921, la rupture était définitive. Les révolutionnaires tinrent en effet leur congrès à Paris. Malgré la recommandation du Comité fédéral une quarantaine de sections du Livre répondirent à cette convocation et envoyèrent leur mandat.

La Fédération pour être renseignée exactement adressa une circulaire à toutes les sections et par un questionnaire ainsi conçu leur demanda une réponse rapide :

- 1) Votre section a-t-elle participé au Congrès minoritaire ?
- 2) Fait-elle sienne la décision d'adhérer à la nouvelle organisation Confédérale ?

Malgré une invitation insidieuse à ne pas répondre, la grosse majorité fit connaître son avis et condamna la besogne de démolition entreprise.

En réalité dès le début il y eut 22 sections adhérentes au groupement révolutionnaire de la nouvelle C. G. T. établie rue de la Grange aux Belles.

Fidèle à ses vieux principes de discipline syndicale et d'ordre la Fédération du Livre resta unie, en grande partie, à l'organisation ancienne de la C. G. T.

Les statistiques montrent bien que le mouvement de scission n'obtint pas l'envergure espérée. Nous voyons en effet que le nombre des cotisants fédérés qui était :

<i>avant la scission</i>		<i>passé après la scission</i>	
de :		à :	
3 ^e trimestre 1921		1 ^{er} trimestre 1922	
Adultes.....	20.797	Adultes.....	15.768
Femmes et pupilles...	1.776	Femmes et pupilles..	1.186
4 ^e trimestre 1921		2 ^e trimestre 1922	
Adultes.....	17.365	Adultes.....	15.765
Femmes et pupilles ..	1.305	Femmes et pupilles..	1.227

Ce qui représente exactement 5.531 cotisants en moins ; soit environ 1/4 de l'ancien effectif.

C'est avec ces éléments que s'est formé le groupement soi-disant *unitaire*.

L'attitude de la Fédération dans cette douloureuse épreuve est digne de louanges. Elle n'a pas voulu s'incliner devant les entraves et les embûches qui lui étaient dressées. Fièrre de sa liberté, elle a manifesté hautement son désir et sa volonté de n'être jamais guidée soit par un parti politique, soit par une secte si forte soit-elle.

Appartenant par son long passé à une élite ouvrière elle a eu la vision très nette de son devoir.

Si elle a pris franchement position dès le début de cette pénible discorde c'est que du côté où elle se rangeait régnaient le calme et l'ordre.

Elle a déclaré ouvertement que si elle était ennemie des communistes ce n'était pas tant en raison de leurs opinions politiques et sociales — on a toute liberté de conscience dans la Fédération — qu'à cause de la responsabilité énorme qu'ils

assumaient en plongeant l'organisation syndicale dans le trouble et l'anarchie.

Il est heureux qu'il y ait en France de telles idées dans la classe ouvrière. Le communisme en théorie est une doctrine extrêmement séduisante, mais en pratique il conduit aux pires désastres.

Souhaitons que dans notre patrie le bon sens français triomphe de ces dangereux utopistes, ennemis de la société et de ses sages institutions.

Quoi qu'il en soit le trouble jeté par les dissidents fut grand pour la C. G. T. que j'appellerai « orthodoxe ». Pour comble de malheur cette administration se montra par la suite déplorablement imprévoyante et désordonnée.

III. — Essais de retour à l'Unité.

A la Fédération du Livre la situation resta la même jusqu'en 1924. Cependant quelques semaines avant l'ouverture du Congrès de Lille, le secrétaire général Liochon et Vial-Collet de la Fédération *unitaire* échangèrent plusieurs lettres. Cette correspondance obtint un résultat puisque les dissidents demandèrent par lettre à la date du 26 juillet à être entendus à une séance du Congrès. Un passage de cette lettre mérite d'être cité.

« ..vous semblez feindre d'ignorer que la Fédération que nous représentons groupe une cinquantaine de syndicats et non des moindres, « et que *leur* fusion avec les vôtres implique un *processus* régulier, « faute de quoi l'unité que nous désirons tous nous paraîtrait difficilement réalisable. »

Il leur fut donné satisfaction par le Congrès dans sa séance du 5 août et la lettre suivante leur fut adressée par le Président de séance.

Lille, le 5 août 1924.

« AU CAMARADE VIAL-COLLET,
« Secrétaire de la Fédération unitaire du Livre,

« J'ai l'avantage de vous informer que le Congrès de la Fédération
« du Livre, dans sa séance du 5 août 1924, a décidé de prendre en
« considération votre demande d'audition, et a fixé au samedi matin
« 9 courant le jour de votre intervention, étant entendu que le
« nombre de vos orateurs sera limité à deux, et que votre exposé
« devra se borner à indiquer votre conception sur l'unité possible
« dans l'avenir, sans évoquer le passé.

« La séance s'ouvrira à 9 heures.

« Cordiales salutations ».

Aujourd'hui fixé et à l'heure dite deux délégués furent envoyés. Les Congressistes en leur présence prirent l'engagement de les écouter sans les interrompre, leur demandant seulement de ne faire aucune allusion au passé et de quitter la salle après leur discours.

Le premier qui prit la parole fut Godonnèche.

Il commença d'abord par souligner le point sur lequel tous étaient d'accord : désir réciproque d'unité », puis, après avoir sommairement affirmé que la cause de la scission ne leur était pas imputable à eux « moscouitaires » il ajouta qu'il fallait rechercher l'unité car l'ennemi commun, le patronat, était remarquablement organisé pour la défense. La méthode à employer n'est pas celle, disait-il, qui se contente de proclamer la loi des majorités, mais celle qui détermine également le droit des minorités. Il fallait donc créer une unité qui proscrivit toute mesure d'exclusion pour délits d'opinion ou de tendance. Le moyen à employer pour arriver à cette unité c'était la tenue d'un Congrès mixte où un programme d'action commune serait discuté.

Dans un tableau saisissant il montra le déséquilibre économique de la France, le capitalisme impuissant à arrêter la hausse de la vie et au même moment le patronat refusant de constater la vie chère et niant les chiffres officiels établis par des commissions ouvrières.

Puis interprétant la parole de Liochon qui avait affirmé dans une séance précédente que « l'action commune c'était la consécration de la scission » il essaya de démontrer qu'une telle assertion était éronnée et déclara enfin : « Nous refuserons toujours, quelle que soit la décision qui sortira de votre Congrès, de consacrer la scission. »

Il se retira non sans avoir engagé les Congressistes à discuter ses propositions sérieusement, leur démontrant combien leur décision allait être grave et leur responsabilité engagée.

Son camarade Vial-Collet lui succéda à la tribune. Il se plaignit amèrement de la dualité qui existait dans la Fédération qu'il accusa d'être cause du défaut d'entente entre les sections. Prenant exemple sur des grèves entreprises dans plusieurs grandes villes de France il affirma qu'elles avaient échoué à cause des « réformistes » refusant de s'associer au mouvement de lutte contre le patronat conformément aux ordres reçus du Comité fédéral. Il adjura le secrétaire général de cesser d'agir de la sorte, puis pour terminer son discours, il donna lecture, en manière de conclusion, d'une lettre exposant les propositions concrètes d'union.

Cette lettre signée d'ailleurs par les deux délégués de la Fédération unitaire déclarait en substance que tôt ou tard un débat contradictoire sur les responsabilités de la scission aurait lieu. Toutefois l'heure n'était pas venue encore d'engager cette discussion. Il fallait auparavant que l'unité fut établie et cela par la constitution d'une commission mixte, composée d'un nombre égal de membres des deux fédérations et chargée de chercher les bases d'accord qui seraient soumises à un Congrès également mixte.

Il était entendu que la majorité imposerait sa manière de voir, mais que conformément aux principes communistes, la minorité restait libre, même après le vote d'une décision, de conserver ses droits d'opinion, d'opposition et de critique.

Les deux orateurs en ayant terminé la séance fut suspendue.

Puis vint en discussion l'attitude à adopter à l'égard des dissidents.

Il est intéressant de rappeler que le Comité fédéral avant la tenue du Congrès avait proposé la radiation pure et simple pour faute de paiement des cotisations des sections unitaires. Si elles voulaient faire partie à nouveau de la Fédération elles n'avaient qu'à se soumettre aux règlements statutaires concernant l'admission d'une section nouvelle. Cette thèse avait été confirmée par une lettre envoyée le 21 juillet 1924 au confrère Vial-Collet et par une seconde du 2 août 1924.

Plusieurs propositions et critiques furent faites. Certains Congressites admirent que le retour à l'unité pouvait se faire conformément au projet du Comité fédéral ; d'autres croyaient préférable de soumettre la question au Comité national ; certains autres croyaient à l'efficacité d'une commission mixte.

Il fut reproché, par quelques orateurs, aux dissidents, d'obéir à des considérations politiques et de ne vouloir revenir au front unique que pour faire de la propagande révolutionnaire au sein même de la Fédération.

Enfin, le dernier, Liochon, secrétaire général, monta à la tribune. Il exposa à ses collègues que les propositions faites par les dissidents visaient seulement la reconstitution de l'unité en se plaçant sur un terrain national. Si tel était leur désir, leurs affirmations étaient contraires à la vérité puisque partout où ils sont passés ils ont déclaré que l'unité devait se faire par-dessus les chefs. Or aujourd'hui c'est l'unité reconstituée par les chefs qu'ils proposent. Il ne s'agit pas de savoir si les dirigeants de l'une et l'autre Fédération sont fautifs. Quoi qu'il en soit, vouloir reconstituer l'union par un Congrès national mixte ce serait faire fausse route.

La scission a été prononcée à Lille au Congrès fédéral qui fut extrêmement agité, employer le même système pour retourner à la paix c'était chercher l'unité à coup de revers.

A son avis la seule manière de résoudre le conflit c'était de commencer par la base. La cause de tout le mal venait de Moscou d'où fut lancée l'Internationale Rouge. Cette nou-

velle organisation créée sous prétexte de tendances ou de doctrines voudrait se justifier en prétendant que même avant la guerre il y avait des divergences dans le monde syndical. Ce qui était certain, en tout cas, c'est qu'à ce moment là il n'était nullement question de constituer un deuxième comité à côté de celui déjà existant.

Se basant sur l'état adressé par les communistes au ministre du Travail en vue de l'obtention d'une subvention il établit que le chiffre de 8.500 membres présenté par Vial-Collet comme étant celui correspondant à l'organisation unitaire, devait être ramené à environ 6.000.

Prenant ensuite l'exposé des dissidents, Liochon, fit voir à ses camarades que les créations mixtes seraient peu aptes à rétablir la concorde. Pour lui le seul moyen à employer, pour la réintégration, c'était l'application des statuts. D'ailleurs il y avait un précédent. Au lendemain de la guerre la section d'Alsace-Lorraine, quoiqu'on n'eut aucun grief à lui adresser, bien au contraire, fut obligée de se soumettre au règlement pour être admise à la Fédération.

Il termina en lisant les deux lettres dont il a été parlé précédemment (21 juillet 1924-2 août 1924) adressées par lui au confrère Vial-Collet, secrétaire général de la Fédération unitaire.

Cet exposé succinct fut approuvé par la grande majorité du Congrès. Plusieurs ordres du jour furent déposés, en particulier celui d'Orléans signé par Guilleux que le Comité fédéral déclara faire sien.

Il était ainsi conçu :

« Le Congrès après avoir entendu les représentants du Groupe ment dissident ;

« Constate que la question d'unité dans les syndicats fédérés et dans la Fédération n'a pas été envisagée par eux.

« S'en réfère aux deux lettres adressées au secrétaire des dissidents les 21 juillet et 2 août 1924 et passe à l'ordre du jour. »

On procéda au vote par appel nominal. Le résultat fut celui-ci :

Pour l'ordre du jour d'Orléans.....	163 voix
Contre.....	56 —

En conséquence les typographes unitaires étaient en dehors de la Fédération.

En 1929, au Congrès de Toulouse, Hella Alzir, délégué de la section des correcteurs de Paris, donna lecture d'une lettre signée par 200 membres de son syndicat.

Cet écrit établissait que depuis la scission aucun mouvement n'avait été entrepris en faveur du retour à l'unité. « Pré-
« parer l'unité, était-il mentionné, cela ne peut être que
« travailler à modifier l'état d'esprit existant de part et
« d'autre et à détruire les arguments invoqués contre sa
« reconstitution ».

« Rentrez chez nous, dit notre C. G. T. ». « Non, venez
« chez nous, répond la C. G. T. U. » Cette manière de con-
cevoir l'unité est la manière la plus sûre de s'opposer à sa
réalisation et de s'installer dans la scission...

L'unité à la base dans les syndicats confédérés, aussi bien
que dans les syndicats unitaires ne pourrait qu'aggraver la
scission. Il faudrait organiser un front unique.

Et Hella Alzir développa les idées maîtresses de son syn-
dicat. Il affirma d'abord que Liochon n'avait eu qu'une pen-
sée, « stabiliser la scission ».

Un syndicat, ajouta-t-il, doit être un organisme de
bataille. Il a à lutter contre l'exploitation de l'homme par
l'homme. Composé d'éléments jeunes il est indispensable
qu'il réalise le front unique qui amènera ainsi la victoire.

Or le Comité fédéral a surtout critiqué les unitaires. Quand
une grève éclate et qu'ils se joignent par solidarité à leurs
confrères, la Fédération se méprenant quelquefois sur leur
rôle ose dire « ce sont les unitaires qui ont déclenché la
grève ».

Pour tout résumer la Fédération a fait preuve d'un esprit
de parti pris et de farniente et c'est elle seule qui est cause
de la continuation de la scission.

Cazeneuve (de Bordeaux) répondit à l'orateur qu'un tel dis-

cours dans un Congrès unitaire eut amené l'exclusion et l'excommunication d'Hella. Puis retorquant l'un de ses arguments il exposa que les unitaires affirmaient souvent lorsque leurs revendications échouaient que c'était à cause des « réformistes », « des mutualistes ». Et pourtant dans deux grèves récentes à Bordeaux les unitaires s'étaient servis de l'argent de la Fédération pour la discréditer au moyen de tracts et de brochures distribués à profusion.

Rien ne s'oppose à ce que les dissidents retournent à la Fédération, ajouta-t-il, mais dans tous les mouvements c'est nous et non les communistes qui dirigerons. Et il mit en garde les congressistes contre la combinaison de direction double, de comité de grève mixte. Pour lui, les vagues affirmations d'unité n'avaient qu'un but « l'élargissement du bureau de recrutement du parti communiste ».

Segouffin (d'Ajaccio) prenant la parole à son tour signala que loin d'aspirer à l'unité les communistes révolutionnaires avaient chassé de leur C. G. T. U. les libertaires qu'ils avaient entraînés avec eux. Ils avaient ainsi coupé les syndicats en plusieurs tronçons.

Cenis (Bordeaux lithos) avoua que ses efforts avaient été vains pour reconstituer dans sa région une organisation unique.

Largentier (Paris-compositeurs) déposa la motion suivante :

« Le Congrès de la Fédération du Livre confirme le point de vue
« du précédent Congrès au sujet de l'Unité. Il pense que l'unité ne
« peut être réalisée que par la disparition des groupements dissidents
« et l'entrée de leurs éléments dans les organisations régulières.

« Le Congrès invite les sections à éviter toute mesure pouvant
« constituer une entrave à la réintégration collective ou individuelle
« dans l'organisation du Livre. »

Avant de mettre aux voix cette motion, Liochon fit connaître aux congressistes ses arguments en ce qui concernait l'unité.

Il montra que le front unique réclamé par Hella Alzir était difficile à réaliser sans la disparition de l'une des deux orga-

nisations. Hella n'avait pas osé proposer la dissolution de la Fédération pas plus que celle de son organisme. Donc sous le couvert de l'Unité se consacrait la scission.

Les haines personnelles ont été abandonnées, s'il y en a jamais eu, ajouta-t-il, et ont fait place à l'effort constant d'éducation des éléments jeunes. Les effectifs communisants ont diminué ; les nôtres ont augmenté de 3.500 unités depuis la scission.

Tout en méprisant ceux qui avaient perdu le droit d'être syndicalistes il affirma que leur place était à la Fédération et qu'ils la reprendraient quand ils voudraient à condition de supprimer l'organisme dont la création était due à leur folie.

Finalement la proposition de Largentier fut adoptée et celle de Paris-correcteurs fut repoussée à l'unanimité moins 8 voix.

Cette seconde tentative de retour à l'unité avait échoué. Depuis cette époque la Fédération a continué d'ignorer les agissements des dissidents. Elle s'est maintenue dans les saines traditions des mutualistes de la première heure. Il est à souhaiter que les révolutionnaires reconnaissent leur erreur et qu'ils reviennent dans la voie tracée par les vieux fédérés *positivistes*.

IV. — Relations entre la Fédération et la « Vieille » C. G. T. depuis 1920.

Malgré des divergences de vues tant dans l'ordre intérieur qu'administratif, la Fédération a maintenu d'étroites relations avec les Comités nationaux de la C. G. T. depuis 1920. Elle a appuyé l'action de la Commission administrative et du Bureau confédéral pour ce qui présentait un caractère de revendication générale conforme aux intérêts ouvriers. Elle a apporté son concours notamment à la reconstruction des régions dévastées, la défense de la loi de huit heures, la paix mondiale, les assurances sociales.

Certains désaccords se sont élevés cependant dès 1921 avec la C. G. T. au sujet de la question financière. La C. G. T.

ayant fait l'acquisition d'un immeuble pour son installation avait cru bon de créer à la même époque *Le Peuple*, journal quotidien syndical.

Elle avait en caisse 192.000 fr. Ses dettes s'élevaient à 1.019.936 fr. Or la publication du *Peuple* créait un déficit de 50.000 fr. par mois.

Les délégués de la Fédération protestèrent contre cette situation et demandèrent de faire paraître *Le Peuple* deux fois par semaine seulement. Leur proposition fut rejetée. La Confédération estimait en effet qu'il devait exister un lien permanent entre les militants.

En 1923, lors du Congrès confédéral malgré l'opposition du délégué de la Fédération et de 250 syndicats il fut décidé de doubler la cotisation pour assurer la continuation du *Peuple*.

Le déficit s'accrut en 1924 et continuait d'osciller entre 55.000 et 65.000 francs par mois.

C'est ce qui explique qu'au Congrès du Livre en 1924 soit venue en discussion l'utilité de la propagande par *Le Peuple*.

L'un des délégués, Largentier (Paris-Compositeurs), montra qu'il était indispensable de maintenir la publication régulière quotidienne de ce journal; c'est grâce à lui que les sections avaient été éclairées lors de la scission, c'est par lui que la classe ouvrière a été guidée et orientée. A quoi bon alors se soucier d'un déficit qui d'ailleurs s'atténuait de mois en mois.

Un autre congressiste accusa *Le Peuple* d'être un journal de parti et d'être en somme pour la C. G. T. ce que l'*Humanité* était pour les communistes.

Liochon maintint ce qu'il avait toujours affirmé, c'est qu'il estimait qu'une perte de 40.000 fr. par mois pour la fabrication et l'élaboration d'un quotidien à lecteurs restreints était une lourde charge pour la C. G. T. En effet, 8.000 militants seuls lisent *Le Peuple*. N'y aurait-il pas un autre moyen de faire de la propagande parmi les syndiqués? Est-ce que les délégués n'atteignent pas aussi sûrement, aussi directement les ouvriers par leurs discours et même leurs conversations

dans la rue, à l'atelier, ou dans les conférences intersyndicales ?

Autorisé à prendre la parole Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T., prit la défense du *Peuple* et affirma que la meilleure garantie de bonne foi de ce journal était donnée par l'étroite surveillance des Commissions de contrôle. Il profita de cet incident pour exposer que la C. G. T. et la Fédération avaient toujours eues les mêmes vues sur l'action générale.

Chacun des adhérents n'est-il pas libre de garder ses opinions personnelles ? D'ailleurs la C. G. T. n'est pas un couvent. Elle n'impose pas une théorie dogmatique. Ce qu'il faut dans la lutte c'est observer et s'inspirer de la vie qui « coule comme un grand fleuve ». Pour aboutir au but final : « satisfaction des aspirations de la classe ouvrière, » on doit donc agir selon les circonstances, mais avec unité.

Il démontra ensuite l'effort continu de la C. G. T. pour la réduction des heures de travail. Avec la journée de 8 heures l'ouvrier peut acquérir une éducation plus forte. Ouverte à tous la C. G. T. est une maison accueillante où on pratique l'amour fraternel.

A ce même Congrès on examina une autre question, d'ordre budgétaire celle-là. Jusqu'en 1921 le coût de la carte de confédéré étant de 0,05 par membre, la Fédération avait acquitté les versements et l'avait offerte gracieusement à ses adhérents. Le prix ayant été porté à 1 fr. le Comité fédéral demandait que chacun verse sa cotisation. En effet le fait pour elle d'assumer cette charge occasionnait une dépense annuelle de 18.000 fr.

Les délégués consultés maintinrent le *statu quo*.

En 1925 les délégués de la Fédération à la C. G. T. portèrent à la connaissance des sections — par le rapport annuel à elles communiqué — que *Le Peuple* était un poids trop lourd pour la C. G. T. Se félicitant de l'action plus active de la C. G. T. ils souhaitaient que l'accroissement des effectifs mit fin à cet embarras financier.

Un autre danger était encore à craindre, c'est la collabora-

tion à cet organe de trop d'hommes politiques notoires. Le déficit mensuel était à ce moment de 25.000 fr.

Cette crainte se manifesta encore plus vive l'année suivante.

Néanmoins les militants du Livre ne cessèrent pas d'être mêlés à la vie de la C. G. T. et donnèrent tout leur concours, notamment à l'élaboration de la loi sur les assurances sociales.

Aussi au Congrès de la Fédération tenu à Toulouse en 1929 Jouhaux pouvait faire état « de l'amitié qui lie les membres de la C. G. T. aux membres du Comité fédéral. »

Reprenant les arguments de Hella Alzir dont il avait écouté le discours il exposa que la C. G. T. avait toujours voulu l'Unité.

Il ne suffisait pas pour rapprocher les dissidents de rédiger ou de voter des ordres du jour. Les syndicats, les Fédérations nationales elles-mêmes, étaient impuissants à regrouper les syndiqués. La rupture avait été imposée et voulue par l'Internationale rouge et les positions devaient rester stables.

Hella Alzir avait dit des militants « qu'ils ne sont que des employés ». Le rôle du militant ne consiste pas à se taire ou à recevoir des ordres. Il doit se dresser et dire : « Voilà les dangers ». « Mieux vaut pour lui être impopulaire dans l'utile que populaire dans l'inutile ». Les générations d'après guerre ont senti l'utilité de l'unité et de la cohésion. Aussi viennent-elles donner des éléments nouveaux aux syndicats. C'est par la base et non à la tête que se réalisera l'unité. La dignité de l'homme n'est-elle pas de se conduire lui-même ?

La dictature rend impossible la vie indépendante. Moscou l'a bien montré. Poursuivant son discours Jouhaux fit sentir aux congressistes la différence des méthodes employées d'une part par la C. G. T. et d'autre part par les dissidents ; et pour terminer il démontra l'influence qu'avait eue la C. G. T. notamment dans les commissions paritaires et dans la mise en application de la loi sur les assurances sociales.

La collaboration se maintint dans la même atmosphère de

solidarité et de camaraderie avec la C. G. T. jusqu'au dernier Congrès confédéral de 1930.

Il s'agissait d'une proposition d'augmentation de la cotisation confédérale de 20 centimes par mois et par syndiqué : 10 centimes pour les fédérations : 10 centimes pour les unions départementales.

Ce nouveau budget était nécessité par quatre innovations :

- « 1. Création d'un service de documentation ;
- « 2. Adjonction au Bureau Confédéral de 3 délégués à la propagande ;
- « 3. Apport d'une aide pécuniaire aux unions et à certaines fédérations ;
- « 4. Organisation des réunions d'information départementales et régionales pour la formation des cadres syndicaux ».

Estimant qu'une augmentation était abusive et que la création d'organismes nouveaux était inutile le délégué de la Fédération s'opposa à ces innovations.

Le délégué du Comité fédéral expliqua en effet que la force de la C. G. T. lui venait de ses fédérations et de ses syndicats. Elle n'avait donc sa source de vie que par l'activité des éléments qui la composent. Il fallait donc rattacher le syndiqué à son syndicat et à sa fédération. Mais demander une augmentation au syndiqué uniquement pour la C. G. T. était une grosse erreur de psychologie.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Organisation intérieure de la Fédération.

L'ouvrier typographe peut dans n'importe quelle ville de France faire partie du syndicat local. S'il n'en existe pas au lieu où il se trouve, il est rattaché à la section la plus proche.

Les démarches pour l'admission sont extrêmement simples. Il suffit d'adresser une demande écrite indiquant : le nom, les prénoms, les dates et lieu de naissance, la profession exercée. Les renseignements sont publiés par le Journal syndical *L'Imprimerie Française*. Un mois après cette publication l'adhérent est définitivement admis dans la section.

Une section pour avoir existence légale aux yeux de la Fédération doit adresser à celle-ci une demande écrite, l'état nominatif de ses membres, un exemplaire des statuts. Elle doit en outre, par un état financier, justifier de trois mois de vie. Toutes ces pièces sont signées obligatoirement par les membres du Bureau de la future section.

A moins de désaccord complet entre les statuts du groupement local et ceux de la Fédération ces formalités suffisent et l'autorisation de créer une section est accordée. Il ne doit y avoir qu'une section par ville pour la même profession.

Des rapports très étroits existent entre les ouvriers fédérés et leur syndicat.

Chaque adhérent est titulaire d'un livret qui est la propriété de la Fédération et qui n'est remis à l'intéressé que lorsqu'il voyage. Outre l'état-civil cet opuscule contient un extrait des statuts fédératifs, des notes relatives au viaticum, l'indication des cotisations versées, les dates d'arrivée et de départ des voyageurs.

De plus chacun possède une carte d'identité en dépôt à la section. Un livre répertoire est tenu par elle.

L'administration du syndicat local est libre, ses relations avec le Comité fédéral sont nombreuses par l'échange des pièces, elle n'en reste pas moins autonome. Elle doit cependant faire connaître les modifications qu'elle juge bon de porter à ses statuts. La seule responsabilité pesante qui lui incombe est d'ordre pécuniaire et vise le paiement des cotisations.

Au-dessus de cet organe local se trouve le groupe régional. Tous les cinq ans lors du Congrès national, la ville chef de groupe est désignée. La France est divisée en 19 grandes régions.

Le Bureau régional est composé de deux délégués de chaque syndicat ayant son siège dans la ville indiquée suivant le vote précédent. Ce Bureau nomme à son tour un délégué régional.

Dans les circonstances graves ce délégué est envoyé au Conseil national. Ces réunions ont lieu habituellement une fois par an, mais peuvent être plus fréquentes si besoin est.

La mission du Bureau régional est de collaborer avec le Comité fédéral, de tenir à jour la correspondance, de centraliser les offres et demandes d'emploi et surtout de faire de la propagande.

Des relations s'établissent aussi entre les sections locales et ces Bureaux. Elles doivent leur donner des renseignements sur le mouvement des salaires, le nombre de leurs chômeurs, leurs offres de travail, leurs besoins de propagande, etc., etc... A la moindre difficulté le délégué régio-

nal intervient auprès de la section intéressée et le plus souvent rétablit le calme.

L'ensemble des syndicats locaux et des groupes régionaux constitue la Fédération.

Le siège central est fixé à Paris, rue Jules Breton, n° 7. Le Comité fédéral, pris parmi les membres des sections parisiennes, est élu au scrutin de liste après chaque Congrès régional. Le nombre est proportionné à celui des cotisants (1). Il y a actuellement 27 membres au Comité fédéral. Tous les ans un Bureau est nommé par lui et est composé comme suit :

Secrétaire général. — (En fait chef de la Fédération) dont les attributions sont extrêmement importantes. Il exécute les décisions prises, s'acquitte des fonctions de représentation et de délégation, signe la correspondance, veille au fonctionnement général des services.

C'est un poste écrasant, aussi pour faciliter sa tâche il est aidé par un *secrétaire-adjoint* qui le seconde.

Par un *trésorier comptable* et *trésorier adjoint*, qui s'occupent de la comptabilité, de la tenue de la caisse et dressent un bilan trimestriel publié dans *l'Imprimerie française* ; enfin par un *archiviste*.

L'article 35 des statuts énumère l'ensemble des attributions du Comité fédéral ; elles se ramènent à dix, à savoir :

- 1) Veiller à l'application des présents statuts, aux intérêts moraux et matériels de la Fédération, aussi bien qu'aux mesures à prendre pour leur défense ;
- 2) Faire tous ses efforts, de concert avec les bureaux régio-

1. *Art. 26 des statuts.* — La proportion est de 1 membre pour 800 cotisants. Toute fraction supplémentaire d'au moins 400 membres donne droit à 1 membre.

Les catégories n'ayant pas un effectif suffisant pour être représentées peuvent totaliser leurs membres afin d'atteindre la proportion établie et avoir un ou plusieurs représentants.

Au cas où la totalisation des effectifs n'atteindrait pas 800 cotisants, les catégories assemblées peuvent quand même avoir un représentant si leur effectif dépasse 400 membres.

naux, pour le placement des fédérés sans travail et principalement des grévistes ;

- 3) Gérer les fonds et les biens de la Fédération ;
- 4) Etablir un bilan trimestriel qui sera envoyé aux bureaux des sections ;
- 5) Fixer la date et l'ordre du jour des Conseils nationaux et des Congrès ;
- 6) Recourir au referendum sur toute question importante dont il ne peut endosser la responsabilité sans consultation préalable ;
- 7) Délivrer la marque syndicale, dite label, qui a un caractère corporatif et confédéral ; il en dépose le dessin, qui est sa propriété légale et charge les sections de la délivrer et de surveiller le respect des conditions d'usage ;
- 8) Mandater le représentant de la Fédération à la C. G. T. ;
- 9) Traiter éventuellement des intérêts généraux avec l'organisation centrale patronale ;
- 10) Etudier les problèmes économiques que les événements peuvent faire surgir et soumettre des suggestions au Conseil national après avis préalable aux fédérés par la voie de l'organe fédéral ou par tout autre moyen plus approprié aux circonstances.

Comme on le voit la besogne ne manque pas.

Tous les cinq ans se réunit un Congrès dans le lieu désigné par celui qui s'est tenu précédemment. Il contrôle la gestion du Comité fédéral, émet des avis sur les décisions prises par le Conseil national, discute les rapports et propositions aux modifications statutaires.

Chaque section peut envoyer un délégué au Congrès à condition d'appartenir à la Fédération depuis 1 an au moins. Elle doit compter 10 membres au minimum sinon elle donne mandat au délégué d'une section du groupe.

Le nombre de voix est proportionnel au nombre des syndiqués :

1 voix de 1 à 100
2 voix de 101 à 200
3 voix de 201 à 500
4 voix de 501 à 1000
7 voix de 1001 à 2000
10 voix de 2001 à 3000.

3 voix supplémentaires sont accordées par 1000 ou fraction de 1000 au dessus de 3000.

Le vote se fait de deux façons : par appel nominal ou par bulletin signé.

CHAPITRE II

Moyens d'action préconisés

Le syndicat est une arme de combat. Elle peut être parfois dangereuse, car les militants et les meneurs jouissent d'une latitude assez grande. Il est à craindre qu'ils se servent mal de leur puissance.

Une organisation ouvrière n'a pas pour but de provoquer des conflits avec les patrons. Son rôle est un rôle de protection, d'aide et de soutien.

« L'union fait la force » dit un proverbe ; il reste toujours vrai, si on l'applique à un syndicat.

Le point critique c'est de diriger cette force. Car il ne faut pas s'y tromper, tout groupement de quelque ordre, obéit à une idée directrice.

Affirmer qu'une association est neutre, c'est vouloir duper l'opinion publique ou les futurs adeptes, car il est impossible de s'en tenir à l'impartialité absolue et rigoureuse.

Quand une difficulté se présente on est pour ou contre. On ne peut pas rester indéfiniment neutre.

Sur cette question les ouvriers sont de bonne foi. Ils reconnaissent si bien que, dès le début il faut prendre parti, qu'ils établissent aussitôt leurs opinions.

Les typographes, après la tenue des premiers Congrès organiques, montrent ouvertement et nettement leurs tendances. Deux clans (trois à un moment donné) sont en divergence. Ils comprennent différemment l'évolution sociale. Les projets d'avenir ne sont pas les mêmes. Dans les périodes critiques ils entrent en lutte. A plusieurs reprises même ils

sont victimes de dissensions intestines. Encore aujourd'hui ils souffrent d'une douloureuse scission. Le communisme, chez eux, comme partout ailleurs, a recruté des adhérents.

Il a fallu l'énergie, la tenacité de leurs chefs pour maintenir la Fédération en état d'équilibre.

Aussi, n'ont-ils jamais eu l'idée, instruits par le passé, de nier l'influence d'une doctrine ou d'une opinion sur l'orientation syndicale.

Bien mieux, ils se plaignent du manque d'éducation à ce sujet et déclarent qu'avant de se grouper les salariés devraient apprendre à connaître les avantages de la solidarité.

Evidemment, demander à un syndicat de jouer le rôle d'éducateur c'est outrepasser ses droits, d'ailleurs cela ne rentre pas dans ses fonctions.

Et cependant n'y a-t-il pas à redouter l'influence des propagandistes et des meneurs ?

Nous pensons que malheureusement certains hommes de valeur s'appliquent par ce moyen à exploiter la crédulité des travailleurs.

Pour certains ambitieux le syndicat est le tremplin qui leur permet de se lancer dans la politique.

Par la voix d'une presse dévouée ils donnent au moindre scandale une grosse importance. Ils vitupèrent contre « l'exploiteur » ; faisant appel à un sentimentalisme vulgaire, ils se révoltent contre l'injustice sociale et prêchent l'émancipation du prolétariat.

Alors profitant de l'engouement populaire ils briguent un siège au Parlement. S'ils sont élus, ils oublient leurs belles promesses.

D'ailleurs comment pourrait-il en être autrement ?

La politique et l'organisation syndicale visent deux buts différents, sans aucun lien entre eux.

Le politicien doit rechercher la prospérité du pays, par le développement économique. Il doit favoriser l'accroissement de la production et de la richesse nationales. Ses décisions,

d'une portée générale et absolue, s'appliquent à tous indistinctement.

Le militant à la tête d'un syndicat, au contraire, n'a que le souci de l'amélioration de sa profession. Nettement spécialisé il ne fait porter toute son activité que sur son groupement professionnel. Il ne peut prendre une directive qu'après avis des intéressés.

Aussi on doit reconnaître que si, à un moment donné, les ouvriers ont fait pleine confiance à leurs chefs devenus parlementaires ; ils ont depuis longtemps perdu sur ce point toutes leurs illusions, malgré les promesses faites.

Dans la Fédération du Livre, et c'est tout à son honneur, il n'y a pas d'exemple d'un délégué du Comité central qui ait posé sa candidature pour l'obtention d'un mandat politique.

Cependant la tentation aurait pu être grande. Peu rémunérés, il eut été excusable que certains membres du Comité se laissent éblouir par la perspective de situations beaucoup plus honorifiques et lucratives que la leur ; c'est qu'en effet leur tâche n'est pas aisée.

Les embûches sont nombreuses, les critiques violentes, la responsabilité lourde. Jamais le courage n'a manqué à ces hommes honnêtes et généreux. Ils ont sacrifié leur foyer, leur famille pour porter à leurs camarades jusqu'à la plus petite section de province le réconfort et l'appui de leur haute expérience. Leur travail a été fécond.

Les revendications qu'ils ont présentées et soutenues ont été — nous le verrons — nombreuses et variées.

Ne se contentant pas de la défense des intérêts professionnels, ils ont essayé en toutes circonstances de développer l'esprit de solidarité.

La grande qualité du typographe c'est d'être charitable. Il porte secours à ses confrères, malades, chômeurs, grévistes. Tout récemment encore la Fédération décidait de créer une caisse d'invalidité pour les vieux fédérés et dans le but d'alimenter cette caisse d'infortune proposait d'augmenter la cotisation syndicale. Par referendum la majorité des sections

se déclara favorable à cette décision. Les procès-verbaux des Congrès nous renseignent aussi fort utilement. Des remises de dettes sont accordées aux syndicats locaux pauvres. Des allocations sont votées en faveur des militants retraités. Dans certains cas même une pension de retraite est versée à la veuve d'un militant. A deux reprises (après la mort de Keufer et après le décès de Gaule) le Congrès national consulté adopta la proposition faite de secourir par une retraite la famille des disparus.

Pour les corporations étrangères à la leur les typographes ont une générosité égale. Ils soutiennent par l'envoi de fonds les bonnes causes syndicales. Certains groupements se sont même parfois montrés peu scrupuleux. Les fleuristes de Paris quelques années avant la guerre demandaient une somme assez élevée à la Fédération, dans le but de pouvoir par la grève imposer leurs revendications à leurs employeurs. Le Comité central s'exécuta; par contre, la grève n'eut pas lieu.

Mais ces incidents ne sont pas à même de décourager la bonne volonté des fédérés. Toujours ils sont secourables; c'est que la route qu'ils se sont tracée doit les conduire à la fraternité, à l'union. Loin de prêcher la lutte des classes ils sont au contraire amis de la paix. Un des leurs déclarait au Congrès de Nancy : « le bonheur n'est ni dans la recherche de l'argent, ni dans l'effusion du sang, mais il se trouve dans un bon équilibre physique et intellectuel au sein d'une société ouvrière. »

Il nous reste à savoir comment la Fédération du Livre envisage ce maintien d'un juste équilibre, la méthode et les moyens qu'elle compte employer pour y arriver.

A cet effet il est intéressant de rappeler la longue polémique qui s'est ouverte entre les typographes et la C. G. T. vers 1904.

Dans le but d'exposer leur façon de concevoir les modes d'action pour l'amélioration de la condition des syndiqués, les représentants des deux organisations : Griffuelhes, secrétaire général de la C. G. T., Keufer secrétaire général de la

Fédération du Livre eurent l'idée d'organiser une conférence contradictoire. Elle se tint effectivement à Paris le 29 juillet 1904.

Le premier Griffuelhes prit la parole. Son exposé sur « le syndicalisme révolutionnaire » se compose de 7 paragraphes.

§ I. — LA QUESTION SOCIALE.

Dans la société capitaliste, l'ouvrier créateur par son travail de la richesse sociale n'en profite pas. Il est dans l'impossibilité de consommer ; le seul bénéficiaire de sa production est le patron qui lui ne produit pas et qui pour maintenir ses prérogatives asservit l'ouvrier.

§ II. — LES DEUX MÉTHODES : LUTTE OU CONCILIATION.

Pour acquérir un mieux être l'ouvrier doit se grouper et se défendre.

Les syndicalistes révolutionnaires posent la question de la façon suivante ; « lutter contre le patronat pour détenir de lui, et à son désavantage, toujours plus d'améliorations, en s'acheminant vers la suppression de l'exploitation. »

Pour les syndicalistes réformistes (dont Keufer est le représentant) le problème se ramène à ceci : « se grouper pour établir une entente avec le patronat ayant pour but de lui démontrer la nécessité d'accorder quelques satisfactions, n'entamant en rien le privilège patronal ».

Griffuelhes, partisan du premier système, prêche donc la lutte.

§ III. — L'ORGANISATION AUTONOME DE LA CLASSE OUVRIÈRE.

La seule manière d'être indépendant c'est d'être fort. La bourgeoisie s'impose par la force. Le prolétariat doit s'imposer de même.

§ IV. — DANGER ET STÉRILITÉ DES INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES.

Les institutions gouvernementales sont au nombre de deux : Le conseil supérieur du Travail, les Conseils du Travail.

Le premier a élaboré un projet relativement à l'apprentissage qui tend à la réglementation du nombre des apprentis et à la durée de leur stage. Or fixer le nombre de futurs ouvriers c'est rejeter vers d'autres professions des jeunes gens contraints de travailler. Une telle décision est contraire aux principes de solidarité, à proprement parler c'est de l'égoïsme corporatif. D'autant plus qu'avec les machines récemment découvertes l'ouvrier devient plutôt un manœuvre. Il n'est pas nécessaire pour cela de le soumettre à un long et coûteux apprentissage.

Les Conseils du Travail manquent d'autorité et n'ont aucune puissance. Un arrêt du Conseil d'Etat ne spécifie-t-il pas que « les conseils du travail sont essentiellement des organes d'information, qu'ils ne sont investis d'aucun pouvoir propre de décision, que leurs avis ne sont pas obligatoires ».

§ V. — LES GRÈVES

Contrairement à ce qu'on croit habituellement les grèves ne sont pas néfastes. Bien plus, elles sont nécessaires parce qu'elles forment les travailleurs et les disposent à la lutte. D'ailleurs elles obtiennent de réels résultats.

En se basant sur les statistiques de l'Office du Travail on constate en effet que de 1890 à 1901 le total des grèves s'est élevé à 5.625. Elles se classifient ainsi :

1.336 réussites ;
1.867 transactions ;
2.422 échecs.

Les transactions accordant toujours des avantages aux ouvriers font partie du nombre des succès d'où on peut con-

clure que plus de la moitié des conflits ont été résolus dans un sens avantageux.

Il faut donc développer l'esprit de lutte et cela par la propagande. La grande ennemie c'est l'armée. Le révolutionnaire nie la patrie. Le soldat défend le patron contre l'ouvrier. Ce dernier doit se rendre les baïonnettes sympathiques.

§ VI. — L'ACTION DIRECTE.

« Action directe veut dire action des ouvriers eux-mêmes « c'est-à-dire action directement exercée par les intéressés. « L'ouvrier crée lui-même sa lutte, la conduit et ne s'en « remet qu'à lui-même du soin de le libérer ».

Elle est une manifestation de la conscience et de la volonté ouvrières ; elle peut avoir des allures bénévoles et très pacifiques et aussi des allures très vigoureuses et violentes. Cela dépend des circonstances.

Mais en un cas comme dans l'autre, elle est de l'action révolutionnaire parce qu'elle n'a cure de la légalité bourgeoise et que sa tendance est d'obtenir des améliorations qui réalisent une diminution des privilèges bourgeois.

§ VII. — CONCLUSION.

L'action ouvrière tend à la grève générale et par là elle accomplira véritablement la révolution sociale.

Afin de répondre à ce vigoureux manifeste synthétisant le programme des syndicalistes révolutionnaires, Keufer à son tour exposa, plus brièvement, il est vrai, les méthodes d'action et les tendances des réformistes.

Son exposé se divise en trois parties :

I. — APPRÉCIATION GÉNÉRALE SUR LA SITUATION DU PROLÉTARIAT.

Le développement des inventions et des sciences a suscité un mouvement profond dans la classe ouvrière. Les progrès

de la civilisation incitent chacun à améliorer sa condition, les ouvriers s'efforcent eux aussi d'obtenir un mieux-être. Pour les guider dans cette voie, les économistes, les sociologues ont préconisé des doctrines. Or aucune secte, aucun parti n'est arrivé à un résultat. Qu'ils soient coopérateurs, collectivistes, communistes et même positivistes, les théoriciens, ne pouvant se mettre d'accord, et pour cause, sont entrés en opposition manifeste.

Ces divergences montrent bien que la solution du problème social est extrêmement complexe. D'ailleurs comment tenter l'expérimentation pour transformer la société ? Vouloir l'imposer par la force c'est aller à un échec certain.

La manière douce convient bien mieux, c'est celle que Keufer préfère, l'acheminement lent et continu vers une meilleure organisation sociale, voilà la meilleure façon de se défendre et de s'imposer.

II. — ORGANISATION ET ACTION SYNDICALES.

La méthode à employer consiste à marcher progressivement vers l'idéal, à savoir : la suppression du salariat.

Pour cela les syndicats, les fédérations d'industries ou de métiers, les bourses du travail qui forment les groupements de toutes les coopérations doivent évoluer et se conformer aux circonstances.

Pour le moment le rôle actuel doit être le suivant en ce qui concerne les principaux points sur lesquels porte leur activité.

a) *Action générale.* — La base de toute action c'est la formation de l'ouvrier. Le syndicat doit rechercher à faire son éducation pour lui permettre de concevoir le problème social et de s'associer à l'action corporative et à l'action générale pour collaborer ainsi à la modification de la société tout entière.

b) *Contrat collectif de travail.* — L'élaboration du contrat collectif de travail doit être le premier objet de tout syndicat.

Par là est réglée en effet la question du salaire, celle de la durée du travail, celle des heures supplémentaires. De cette façon les revendications ouvrières ont une base certaine et la défense est alors possible.

c) *Organisation du travail.* — Le travail aux pièces nécessaire pour l'exécution de certains métiers n'est pas, en règle générale, favorable aux ouvriers. Les typographes ont réussi à s'organiser en commandite dans quelques maisons. La généralisation de ce mode de labeur est la plus utile et la plus avantageuse des actions à tenter par un syndicat.

d) *Placement des syndiqués.* — Sur ce point il y a beaucoup à faire, car les offres et demandes d'emploi sont adressées le plus souvent trop tard par suite de l'indifférence générale et du manque d'organisation.

e) *Appui moral et financier.* — Il faut développer l'idée de solidarité. Le syndicat est appelé à verser à ses membres des secours. L'effort ne sera pas vain si chacun paie régulièrement ses cotisations pour subvenir aux frais généraux et avancer des sommes d'argent aux camarades grévistes, malades ou chômeurs.

f) *Les grèves.* — Enumérant les articles du règlement de la Fédération du Livre ayant trait à la grève, Keufer démontre que les réformistes ne reculent pas à engager la lutte quand ils le jugent nécessaire. (Dans la troisième partie de notre travail nous exposerons les arguments présentés par les réformistes en opposition avec ceux des révolutionnaires).

g) *Apprentissage.* — Réfutant les propositions de son contradicteur, le conférencier démontre que le typographe pour connaître son métier doit subir l'épreuve de l'apprentissage. La machine accomplit une grande partie du travail ; mais pour les ouvrages délicats d'imprimerie la composition manuelle est encore appliquée. On n'est pas compositeur du jour au lendemain. L'art de lever convenablement la lettre nécessite une grande habitude et une longue préparation.

On accuse les ouvriers du Livre d'exclusivisme corporatif. Dans beaucoup d'autres professions cette ligne de conduite est suivie ; peintres, tailleurs, gantiers essayent de limiter le nombre de leurs apprentis.

D'où on peut conclure que l'action du Conseil supérieur du Travail n'a pas été inutile.

Pour ce qui a trait à l'arrêt du Conseil d'Etat, considérant les décisions du Conseil du Travail comme non obligatoires ; il ne faut pas en déduire que ce soit là une institution inutile et sans objet.

h) *Solidarité corporative et générale.* — Il ne faut pas se contenter de prêcher des théories d'union et de fraternité ouvrières ; les actes seuls importent. Sur cette question la Fédération du Livre peut servir d'exemple.

i) *Dignité, indépendance des syndiqués.* — Toutes les sectes religieuses, toutes les tendances, toutes les opinions doivent jouir d'une liberté entière dans les syndicats. Ce n'est qu'au prix d'une union étroite entre ouvriers que la lutte contre le patronat sera efficace.

j) *Application des lois sociales.* — Il est dangereux que l'Etat intervienne pour l'application des lois sociales dans les syndicats. Son rôle est de poser les principes généraux, leur réalisation est la tâche du groupement ouvrier. Cependant le législateur, ces réserves étant faites, a donné aux travailleurs une grande protection. Les lois sur les accidents de travail, sur les Conseils des prud'hommes, les décrets sur les adjudications, sur l'emploi de la céruse, du phosphore blanc, etc., etc., sont autant de points sur lesquels le parlement est intervenu. Des améliorations considérables ont été ainsi obtenues.

Il faut donc admettre l'intervention de l'Etat dans la réglementation générale du travail. Les révolutionnaires qui refusent de s'en remettre à lui vont à l'encontre de leurs intérêts.

k) *La méthode d'action.* — Dans toute revendication il faut employer les méthodes de conciliation avant d'user de l'arme

dangereuse de la grève. Ce n'est qu'à la suite de l'échec des négociations qu'on doit en arriver là.

Griffuelhes lui-même est obligé de convenir que de tels procédés de discussions sont favorables à l'ouvrier puisqu'il considère comme heureuses les grèves terminées par transactions.

Il se peut que dans certaines corporations « l'action directe » soit la méthode à suivre dans certaines circonstances. La grève, la levée en masse peuvent réussir à certaines époques, pour certaines catégories de travailleurs. Dans la Fédération du Livre on estime ces moyens comme peu efficaces. Il ne s'agit pas de démolir et de supprimer. « On ne détruit que ce que l'on remplace. »

L'action directe, quand elle est violente, entraîne de grosses responsabilités de la part des dirigeants ouvriers ; elle a inévitablement des conséquences fâcheuses tant au point de vue matériel et moral que social. Après un succès ainsi imposé il y a toujours lieu de craindre un choc en retour, une réaction d'autant plus violente que l'action l'aura été elle-même.

III. — CONCLUSION.

Le but lointain et final à viser est la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme ; cela par la conquête de la liberté, la satisfaction des besoins matériels, intellectuels et moraux.

Le moyen d'y arriver consiste pour les révolutionnaires à supprimer au mépris de la liberté individuelle et par la violence, s'il est nécessaire, l'organisation sociale actuelle.

Les réformistes estiment, au contraire, qu'on doit maintenir les rouages actuels de la société et que l'on obtiendra le résultat espéré par une lente et méthodique évolution dont les effets seront d'autant plus durables qu'elle aura été exempte de violence.

Telles sont les deux méthodes d'action qui entraînent en lutte. La suite de ce travail nous montrera qu'elle est celle qui définitivement s'imposa.

CHAPITRE III

La Doctrine syndicale.

L'énumération des points sur lesquels a porté l'action syndicale est une preuve de la grande vitalité de la Fédération. Son centre moteur, la source de toute vie, c'est le Comité fédéral. Et là encore, dans cette sorte de Conseil d'administration le secrétaire général exerce, à n'en pas douter, une douce pression.

Si on examine soigneusement les faits, si on étudie la méthode suivie, les moyens employés, on sent chez les travailleurs du Livre l'influence certaine de celui qui, pendant de longues années fut à sa tête, le camarade Keufer.

Keufer est positiviste, le système qu'il préconise c'est le positivisme. Nous avons déjà vu combien il s'était dépensé et les résultats qu'il a obtenus.

Il nous reste maintenant à examiner les différents systèmes préconisés par lui pour les présentations des revendications ouvrières et leur application dans la Fédération.

Deux modes de défense peuvent être employés :

- 1) La manière douce.
- 2) La manière brutale.

a) Au premier groupe se rattache la discussion amiable entre le patron et les ouvriers intéressés à l'origine d'un conflit. Sur ce point rien de particulier et d'intéressant n'est à signaler. Le succès de la démarche dépendant de la bonne foi du patron et de la justesse des réclamations ouvrières.

b) En second lieu, soit en cas d'échec, ou pour des considérations générales, des négociations peuvent être échangées

entre l'organisme de la Fédération ouvrière et celui des Maîtres Imprimeurs. Mais il faut connaître auparavant l'organisation actuelle de ces derniers, afin de faciliter l'étude des *Commissions mixtes*.

Le deuxième groupe comprend comme armes de combat :

- A) Le label ;
- B) La mise à l'index ;
- C) Le boycottage ;
- D) La grève.

SECTION I

Les Commissions mixtes.

Pour les cas nécessitant l'accord et l'intervention des patrons et des ouvriers il est institué des commissions mixtes.

Nous avons vu que les travailleurs du Livre sont représentés par le Comité fédéral.

Les imprimeurs, eux, ont deux syndicats :

Le premier qui groupe les chefs de maisons porte le nom d'Union syndicale des Maîtres Imprimeurs.

Le second, représentant la collectivité et l'ensemble des syndicats patronaux, s'appelle Fédération des Maîtres-Imprimeurs.

C'est avec cette dernière que les ouvriers entrent en relations pour la négociation des affaires communes.

Cette Fédération, dont le but est de représenter les Chambres syndicales patronales ; d'étudier les questions sociales, ouvrières, fiscales, d'intérêt général et de poursuivre leur application ; de décider sur ces points la conduite à tenir, est représentée par un Conseil de direction qui se réunit tous les trimestres. Au-dessus et élu par lui est constitué un Bureau dont le principal rôle consiste à exécuter et à faire exécuter les décisions prises.

Lorsque la constitution de commissions mixtes est décidée,

les propositions sont envoyées par les demandeurs (ouvriers ou patrons) par l'intermédiaire de leurs représentants. Il ne reste plus qu'à fixer le nombre de délégués à désigner pour trancher ou discuter la question visée.

Nous avons vu que depuis 1895 le système des Commissions mixtes a été employé.

La première chose sur laquelle par ce moyen on est arrivé à un résultat tangible et durable c'est la constitution du contrat type d'apprentissage en 1899.

En 1906, les Maîtres Imprimeurs et la Fédération des travailleurs du Livre essaient encore de trouver un terrain d'entente, par l'entremise du ministre du Commerce, au sujet de la journée de 9 heures. Les esprits sont trop échauffés pour arriver à une solution.

En 1919, l'application de la loi pour la journée de 8 heures est faite par une Commission mixte. Quand surgissent des difficultés en ce qui vise la rémunération des heures supplémentaires il est impossible de trouver un accord. Deux ans auparavant, cependant, pour apporter un changement aux conventions de 1899 sur l'apprentissage on avait mis sur pied un projet qui a été approuvé et réalisé.

Le dernier point important étudié par les Commissions mixtes est celui de la limitation de la production horaire des linotypistes. Un projet de convention pour la réglementation du travail à la machine à composer n'a pas été ratifié par les ouvriers. De ce fait son application a été ajournée.

Il semble donc bien résulter de l'ensemble des faits cités qu'en période de calme on arrive assez facilement à un but satisfaisant. En temps de crise au contraire on est presque à coup sûr, certain, d'aller à un échec complet.

Comment expliquer cela ?

Il nous suffit de nous reporter à l'étude des deux tendances, des deux courants d'idées des typographes : les réformistes, les syndicalistes révolutionnaires.

Les premiers veulent l'émancipation du prolétariat mais par des solutions exemptes de brutalité.

Si le patron n'accomplit pas son devoir il ne s'ensuit pas

qu'il faille le supprimer. Bien au contraire, l'économie politique et sociale démontrent pleinement que la production ne peut se faire dans des conditions favorables que par l'accord des trois agents nécessaires à la constitution de l'entreprise : Capital-Travail-Nature. Quand les difficultés se présentent, il faut rechercher avant tout à renouer les relations d'entente, et le moyen c'est l'institution de Commissions mixtes.

A cela les syndicalistes révolutionnaires répondent. Un tel moyen de négociations est dangereux. Les délégués ouvriers se laissent influencer par les patrons. Etant en nombre égal il est évident que les Maîtres Imprimeurs, faisant partie d'une Commission mixte, sont portés à vouloir imposer leur manière de voir aux camarades ouvriers. Nous ne voulons pas, ajoutent-ils, *de cette paix sociale*. Quand un conflit existe on ne parle pas, on lutte.

Voilà tout le secret du succès ou de l'insuccès des Commissions mixtes.

Quand les ouvriers sont calmes, que les éléments pondérés restent maîtres de la situation, tout va pour le mieux ; mais si des troubles éclatent, si les esprits sont échauffés par des campagnes violentes ou par l'échec de précédentes revendications, alors les militants révolutionnaires font de la propagande. Les délégués, à leur insu peut-être, se laissent gagner et de plus ils craignent la responsabilité d'accepter des conclusions peu favorables. Ils se présentent donc dans un certain état de fièvre. Les patrons eux-mêmes énervés par les réclamations violentes, ne sont guère portés à l'indulgence. Dans de telles conditions comment peut-on arriver à s'entendre.

Une autre source de difficultés surgit pour ce qui concerne les Commissions mixtes. Il ne suffit pas de signer des projets, de prendre telle ou telle initiative ; il faut encore obtenir l'approbation des intéressés.

Quand on présente une proposition toute faite à un Congrès, qu'il soit ouvrier ou patronal, on trouve toujours des critiques à faire aux signataires. Et de ce fait on risque fort de réduire à néant les décisions prises.

En somme, nous pensons que les Commissions mixtes n'ont de chances de succès que pour les questions d'intérêt général ; mais pour solutionner un point présentant une certaine acuité il nous paraît difficile d'obtenir des résultats appréciables avec un tel système ; car dans une affaire il n'est pas aisé de juger sainement et impartialement quand on est à la fois juge et partie.

SECTION II

A) Le label.

Le label est une marque, un signe, par lequel les ouvriers organisés font connaître aux acheteurs que le produit, ainsi marqué, est exécuté dans des conditions normales de salaire, de durée, d'hygiène et d'honnêteté, fixées par les organisations ouvrières et acceptées par les patrons qui peuvent disposer du label.

Il est le signe matériel extérieur qui indique la qualité du produit, la valeur morale du producteur, la solidarité qui lie les travailleurs aux consommateurs.

Les premiers qui l'ont employé sont les cigariers de l'Amérique du Nord qui l'ont institué en 1874. Il s'est depuis fort répandu aux Etats-Unis dans toutes les corporations.

A la suite d'un voyage d'étude au Nouveau-Monde, Keufer, secrétaire général, introduit en France le label. Il convainc si bien ses collègues de l'utilité de cette arme de combat qu'il obtient au Congrès de Marseille (1895) l'addition suivante à l'article premier du règlement de la Fédération : « obtenir que sur tous les travaux d'impression, en commençant par les journaux, la mention suivante soit imprimée : « Ce journal (ou ce volume) a été composé et imprimé aux conditions du tarif du syndicat des typographes de... »

Contrairement aux autres moyens de défense qui eux visent directement les patrons, celui-ci agit pour ainsi dire dans un choc en retour. Il s'adresse aux consommateurs, aux acheteurs éventuels, à l'opinion publique. Son efficacité

sociale peut être très grande. Les Américains pour en faire mieux apprécier la valeur et pour en répandre l'usage disent de lui que : « c'est la garantie que le travail a été fait dans « des conditions hygiéniques et que les marchandises ne « contiennent pas de germes de maladie.

« C'est la garantie du paiement d'un salaire raisonnable, « permettant à l'ouvrier de vivre, et de la constante amélioration des salaires.

« C'est la garantie d'une durée raisonnable de travail, permettant au travailleur de lire, de penser et de vivre de la vie de société. C'est la garantie que le produit n'a pas été fabriqué dans une prison. C'est la garantie que le travail de l'enfant, la menace et aussi la honte de la civilisation moderne, n'a pas contribué à la fabrication du produit.

« C'est l'assurance qu'aussi longtemps que durera cette intense, déplorable, injuste concurrence de l'ère industrielle actuelle, obligeant la femme à gagner son pain dans l'atelier, à la fabrique, celle-ci bénéficiera de l'égalité économique avec son compagnon de travail.

« C'est l'assurance que le travail n'a pas été fait à domicile ou dans une boutique où sévit le sweating-system, pour le plus grand bénéfice de l'ouvrier et de la santé publique.

« C'est la garantie que le produit a été fabriqué par des ouvriers organisés, unis dans le but d'obtenir par eux-mêmes et pour tous les travailleurs, un mieux être physique, intellectuel et moral. »

Malgré tous les avantages et toutes les garanties données le label ne pénètre que lentement en France. Ce qui nuit à son succès c'est l'ignorance regrettable par l'acheteur de l'influence énorme qu'il peut avoir sur l'avenir des travailleurs en se préoccupant de leurs salaires, de leur dignité et de leur sécurité. Du côté ouvrier se manifeste une certaine indifférence causée par l'absence d'une solide discipline syndicale.

A Paris le label pénètre dans les journaux dès 1900 sans

difficultés. Les autres imprimeries où s'exécutent des travaux variés, surtout celles de moyenne importance, appliquent le label. A la faveur des élections municipales en 1904 la Fédération lance une déclaration par voie d'affiches, dans laquelle les syndicats adhérents sont invités à se mêler à la campagne électorale et à réclamer à tous les candidats l'engagement de ne faire exécuter leurs impressions que chez les Patrons Imprimeurs munis du Label. Cette marque syndicale n'est en effet remise aux Patrons qu'après signature d'un engagement constatant qu'ils paient le tarif syndical, qu'ils respectent la proportion autorisée du nombre d'apprentis, qu'ils appliquent les lois sur l'hygiène et la sécurité des ateliers.

La Section Parisienne mène une campagne très active.

En 1906, après la grève pour obtenir la journée de 9 heures, des affiches sont encore apposées sur les murs de la Capitale. Elles invitent la clientèle à ne donner des travaux qu'aux seuls patrons possédant le label.

En 1910 de nouvelles affiches sont placardées dans toute la France pendant la période électorale. Cette initiative est féconde, de nombreux imprimeurs se laissent convaincre. Mais ce qui est le motif de dissensions et d'ennui c'est l'application du label sur les travaux administratifs décidée par de nombreuses municipalités. Des procès prennent naissance qui sont portés devant le Conseil de Préfecture. Dans certains cas le Conseil d'Etat est saisi. Quelques années avant la guerre, la section de Besançon obtient que le Conseil municipal introduise dans le cahier des charges pour l'exécution de travaux d'impression une clause qui oblige l'imprimeur à user de la marque syndicale pour les imprimés mis en adjudication. Le patron s'élève contre cette disposition, le cas est soumis au Conseil d'Etat, qui se prononce contre l'usage du label.

Le même fait se produit à Reims, le même recours est intenté. Cette fois l'arrêt du Conseil d'Etat rendu le 23 mai 1919 limite l'usage du label en ce qui concerne les adjudications, en effet ; il y est dit : « ... la délibération du Conseil

municipal est déclarée nulle de droit en tant qu'elle vise les marchés par adjudication... »

L'action syndicale reste donc entière — hormis ce point spécial — pour veiller au respect des tarifs normaux pour les marchés de gré à gré.

La loi du 12 mai 1920 assimile le label aux marques de fabrique dont la propriété est garantie par la loi du 23 juin 1857. Il n'y a donc plus de contestations possibles ; son modèle a été déposé par la Fédération qui est seule à même d'en disposer comme elle l'entend.

Malgré cette protection de la loi, le label reste bien inefficace. Les patrons naturellement ne l'acceptent qu'à regret. Cela importe peu et ne nuit pas à son établissement.

Ce qui fait qu'il ne réussit pas, c'est que les acheteurs, les consommateurs ne se soucient pas de la portée d'un tel procédé. Comment d'ailleurs arriver à convertir une foule qui ne peut s'organiser pour se défendre ?

Nous constatons que les organisations elles-mêmes qui ont à bénéficier du label n'ont pas su toujours s'entendre. La C. G. T. encore là a fait preuve pendant un certain temps d'une hostilité de mauvais aloi envers la Fédération. C'est à l'époque déjà lointaine qui précède le Congrès Confédéral de Bourges en 1904.

La Fédération du Livre entendait être libre de conserver le caractère purement corporatif à sa marque syndicale. Mais la C. G. T. à laquelle la Fédération est adhérente, ne l'entendait pas ainsi. Elle prétendait que toute organisation en possession d'un label et adhérente à la C. G. T. devait indiquer, dans le dessin, par un symbole ou par un signe, qu'elle était affiliée à la C. G. T. et cela afin d'éviter que toute confusion fût possible avec un autre label qu'une organisation jaune pourrait avoir.

Une discussion s'engagea au Congrès de Bourges. Finalement comme preuve de bonne volonté, la Fédération accepta de modifier le dessin de son label. C'était une concession équivalente à une soumission. Les adversaires de cette preuve de dépendance ne manquèrent pas de le faire savoir.

La 21^e section en particulier s'opposait catégoriquement à cette modification. Il convient de remarquer que dans cette occasion son attitude était bonne, car par la suite le Comité central ne recueillit que d'acribes et injustes critiques patronales sans aucune compensation morale ni matérielle du côté ouvrier.

Depuis la loi de 1920 des modifications sont apportées aux statuts fédératifs. Le dernier Congrès de 1924 arrête définitivement le texte de l'article 91 ainsi conçu.

« Art. 91. — Les clichés du label sont fournis gratuitement.

« Ils sont délivrés par l'intermédiaire des sections aux imprimeries qui en font la demande et qui remplissent les conditions stipulées au contrat dont il doit être exigé la signature en triple exemplaire : un pour l'imprimeur, un pour la section, et le troisième pour la Fédération.

« Le dessin du label est uniforme pour toutes les sections. Il est déposé au Tribunal de Commerce et est la propriété exclusive de la Fédération.

« Les fédérés doivent refuser de placer le label sur un imprimé ne portant pas le nom de l'Imprimerie autorisée à en faire usage. »

Le Contrat type que doit signer l'imprimeur pour obtenir l'emploi de la marque syndicale est rédigé de la façon suivante :

« Entre M... et la Fédération des Travailleurs du Livre, il est convenu ce qui suit :

« La Fédération... est propriétaire de la marque syndicale dont le dessin ci-dessus a été adopté conformément à la loi ; elle est destinée à être apposée sur tous les imprimés exécutés dans les ateliers dont le personnel technique est en totalité adhérent à la Fédération..., traité et payé conformément au tarif syndical.

« Sur l'affirmation de M... que le personnel technique employé par lui est en totalité adhérent à la Fédération..., qu'il est traité et payé dans les conditions du tarif syndical, la Fédération a consenti à lui remettre gratuitement les clichés de sa marque syndicale et à l'autoriser à en faire usage en l'apposant sur les imprimés exécutés dans ses ateliers.

« Cette remise ne constitue entre les mains de M... qu'un dépôt
« précaire et l'autorisation qui lui est donnée d'en faire l'usage sus-
« indiqué, ne lui est concédée que sous la condition expresse et for-
« melle que le personnel technique employé par lui est et demeurera
« adhérent à la Fédération, est et demeurera traité et payé dans les
« conditions du tarif syndical.

« Il est expresément convenu que dans les cas où cette condition
« cesserait d'être remplie, ce dont la Fédération entend être seul juge,
« M... perdrait tout droit à l'usage de la marque : qu'il devrait, en
« conséquence, cesser immédiatement de l'apposer sur les impris-
« mées exécutés dans ses ateliers ; qu'il devrait restituer à la Fédéra-
« tion, à la première réquisition de celle-ci, les clichés dont le dépôt
« lui a été confié et ce sous les peines et sanctions légales et sous
« la réserve de tous dommages-intérêts.

Fait en triple le.... 19....

Dorénavant le patron et la Fédération savent à quoi s'en tenir, et il n'y a plus à redouter des troubles consécutifs à une mauvaise interprétation des statuts.

B) La mise à l'index.

Dans la religion catholique les autorités ecclésiastiques prononcent contre celui qui par ses ouvrages, ses tendances doctrinales ou par tout autre moyen, se met en dehors de l'orthodoxie, la mise à l'index ou l'excommunication.

Ce procédé habile et impitoyable produit une forte impression sur l'opinion et est le plus souvent très efficace.

Les typographes ont pensé que dans le domaine de la vie économique on pouvait ainsi lancer l'anathème.

Dès le début de leur organisation fédérale pendant la période d'enthousiasme et de foi ardente et passionnée ils pensent que par une propagande intense ils vont créer un mouvement d'opinion.

Le patron mis à l'index, ne pourra plus, pensent-ils, recruter d'ouvriers sérieux et capables. En effet, pour le typographe qui travaillerait chez lui, ce serait une marque d'infamie et de déchéance, d'immoralité professionnelle. Aucune confrater

nité, aucun service, aucun renseignement ne serait donné au « sarrasin ».

Cette belle ardeur du début, hélas, ne dure pas longtemps. Deux événements lui portent atteinte : d'abord la liberté de l'imprimerie accordée dès 1870 a élargi le domaine d'exploitation. Les patrons deviennent de jour en jour plus nombreux et par conséquent plus indépendants. Le contrôle devient dès lors plus difficile. Comment savoir, étant donnée la multiplicité des maisons, si tel au tel patron se conforme aux règlements statutaires ?

De plus la désorganisation syndicale, après la malencontreuse grève de 1878 et la mauvaise administration du premier trésorier de la Fédération, causent le désarroi dans les rangs ouvriers.

Ce moyen d'action, d'ailleurs, entraîne des risques et des responsabilités. Des poursuites judiciaires sont intentées par les patrons frappés de la mise à l'index. Au point de vue juridique l'incertitude est complète aussi la Fédération n'hésite pas à affronter les tribunaux pour faire la lumière. Il fallait en effet savoir quelle situation était créée au monde ouvrier par la suppression de l'article 416 du C. P. accordant, du même coup, la liberté d'user de l'interdit contre un patron, contre son établissement ou contre un ouvrier, dès l'instant que cette mise en interdit avait réellement pour objet de combattre un acte de nuisance commis contre les intérêts corporatifs.

Il semble résulter de la jurisprudence que la mise à l'index par voie d'affiches et par la voie de la presse professionnelle est un droit irrécusable, à la condition cependant de ne pas employer les injures ni la diffamation et de défendre les intérêts généraux de la corporation.

L'examen de quelques cas nous permettra de donner quelques éclaircissements.

En 1906, la maison Gauthier de Boulogne sur Seine, à la suite d'une grève, poursuit la section pour diffamation par voie d'affiches de mise à l'index. La section est condamnée ; le patron l'est lui-même pour atteinte à la liberté syndicale.

En 1907, M. Millo, imprimeur à Avignon, dont la maison est mise à l'index pour inapplication du tarif, candidat malheureux aux élections législatives, poursuit la section et M. Keufer pour préjudice porté à son élection. Il obtient gain de cause. Ce qui est assez bizarre dans cette affaire c'est qu'un tribunal ait condamné solidairement la section et un fonctionnaire de la Fédération, alors que cette dernière n'a pas le droit d'estimer en justice.

En 1909, M. Boët, imprimeur à Constantine, poursuit la section pour le même objet et obtient condamnation en première instance et en appel.

Il faut remarquer que malgré ces difficultés litigieuses la mise à l'index reste employée. C'est une arme utile qui donne dans le monde syndical d'heureux résultats. La Fédération du Livre ne s'est jamais servie de ce moyen pour intimider ou outrager ses adhérents, elle en a toujours usé avec sagesse et modération. Souvent il arrive que devant la discipline corporative des syndiqués le patron soit le premier à demander des négociations.

Au lendemain de la guerre beaucoup d'imprimeurs frappés de l'interdit rentrent en relations avec les délégués de la Fédération. Après conciliation l'entente s'établit et l'index est levé. C'est ce qui se produit pour l'imprimerie Cerf à Versailles, Frinzine à Aix-les-Bains, Clouzot à Lyon, Pigelet à Orléans.

Cependant quand s'élèvent des conflits graves au sujet notamment de la revision des salaires il arrive que, tant du côté patronal que du côté ouvrier la mise à l'index soit pratiquée. Nous croyons utile, afin de montrer à quelles subtilités les juges doivent faire appel pour admettre ce qui est licite ou non dans la mise à l'index, de citer un jugement assez curieux rendu par le tribunal correctionnel de Lyon le 19 février 1931.

Voici les faits :

La section des typographes de Lyon en septembre 1929 dénonce à la Chambre patronale la convention collective de travail intervenue entre les deux syndicats. Après plusieurs

entrevues, quelques imprimeurs acceptent les revendications ouvrières et continuent de travailler, alors que la grande majorité refuse, ce qui entraîne une grève partielle.

Le 2 janvier 1930, la Section industrielle de l'Union des Chambres syndicales patronales adresse sous la signature de M. Weitz, président, par les soins de M. Bernard, administrateur-délégué, une circulaire recommandant expressément à ses correspondants :

- 1^o De ne pas exiger des imprimeurs l'observation des délais de livraison ;
- 2^o De ne donner aucun travail à un imprimeur qui, acceptant les nouvelles conditions, pourrait travailler ;
- 3^o De ne pratiquer aucun embauchage sans exiger un certificat attestant que le salarié est libre de tout engagement.

Dans une deuxième circulaire, le 9 janvier 1930, M. Weitz indique que trois maisons (qu'il ne nomme pas) continuent à travailler au nouveau tarif et insiste sur la nécessité d'affirmer la solidarité patronale. « Les chefs d'entreprise doivent s'abs-
« tenir soigneusement de confier aucun travail à des imprimeurs non syndiqués. »

Parmi les dissidents se trouve M. Boutin, patron imprimeur, 3, rue Gutenberg à Lyon. Appelé téléphoniquement par M. Bernard à s'expliquer sur son attitude, il refuse de s'incliner devant la décision prise ; il faisait partie de l'Association industrielle commerciale et agricole (A. I. C. A.), constituée conformément à la loi de 1901 pour l'étude des questions économiques dont M. Bernard est le Directeur.

Le 3 février, conformément à l'article 10 des Statuts de l'A. I. C. A., M. Boutin est exclu par le Conseil d'administration pour le motif expressément prévu par les statuts que ses actes étaient notoirement contraires au but que se propose l'association.

Dans l'intervalle M. Bernard avait téléphoné à M. Iseler, prote à l'imprimerie Boutin, lui déclarant que l'attitude de son patron était « dégoûtante » et que s'il n'observait pas la discipline patronale la fourniture des imprimés de l'A. I. C. A.

lui serait retirée. Effectivement, dès son exclusion, M. Boutin se voit supprimer la clientèle de l'A. I. C. A.

C'est dans ces conditions que le 4 février 1930 M. Boutin porte plainte contre X... et tous autres, en se constituant partie civile, pour entraves à la liberté du travail, incriminant les agissements de Weitz et de Bernard comme ayant provoqué des défections dans sa clientèle, plus particulièrement celle de la Chambre syndicale du commerce du bois.

Le 6 février 1930, Raully agissant comme Secrétaire général de la Chambre syndicale typographique lyonnaise, se constitue également partie civile, alléguant que l'attitude de l'A. I. C. A. a causé à la Chambre typographique lyonnaise un grave préjudice en l'obligeant pour résister au mouvement entrepris contre elle, à dépenser des sommes importantes en fonds de secours.

Une instance est donc engagé par M. Boutin et Raully es-qualité contre M. Bernard et M. Wietz « prévenus d'entraves à la liberté du travail ». Les faits reprochés constituent le procédé de la mise à l'index, d'une part, des ouvriers, dont ils paralysent l'embauchage, d'autre part des patrons imprimeurs, qu'ils invitent à résister aux revendications ouvrières sous peine de perdre la clientèle des représentants des autres branches du commerce et de l'industrie.

Après plaidoirie des avocats le tribunal correctionnel de Lyon rend un jugement le 19 février 1931 déboutant Boutin et Raully es-qualité et les déclarant mal fondés en leur demande.

L'examen des « attendus » de cette décision nous démontre que :

1) Les interventions de Weitz et Bernard es-qualité, dans le conflit d'ordre professionnel qui divisait les patrons imprimeurs et les ouvriers typographes sont licites, qu'il est en effet admis par la jurisprudence (Cassation requêtes, 29 juin 1897) qu'un tiers peut intervenir dans une grève ou un lock-out et que son action ne peut être incriminée s'il ne commet pas de violences, menaces ou manœuvres visées par l'article 414 du Code pénal ;

2) L'ancien article 416 du Code pénal punissait les ouvriers ou les patrons qui, par des amendes, dispenses, prescriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, avaient porté atteinte à la liberté du travail, prohibant et punissant ainsi la pratique de la mise à l'index ;

3) Depuis l'abrogation de cet article par la loi de 1884 la mise à l'index a cessé d'être punissable à condition qu'elle ne s'accompagne pas de violence, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses prévues par l'article 414 du Code pénal.

Dans l'espèce, seul peut être pris en considération le fait de menace. Or il convient d'examiner les circonstances et les faits qui accompagnent la mise à l'index et ceci est laissé à l'appréciation des juges qui ne retiennent que la mise à l'index en quelque sorte individualisée.

Reprenant les faits de la cause, le tribunal déclare qu'il n'y a pas délit punissable.

En effet, la conversation téléphonique entre Heller et Bernard ou entre Boutin et Bernard ne peuvent raisonnablement constituer des menaces au sens de l'article 414. Elles n'ont pas eu pour résultat d'agir violemment ou frauduleusement sur la volonté de l'ouvrier ou celle du patron au point de leur enlever tous moyens d'exercer leur profession.

La radiation de Boutin de l'A. I. C. A. ne peut être également discutée, toute association pouvant notifier à un de ses adhérents qu'elle entend à l'avenir n'avoir plus avec lui aucun rapport.

Les circulaires des 2 et 9 janvier 1930 ne renferment pas d'ordres, mais uniquement des recommandations, et il n'apparaît pas que Bernard et Weitz aient eu l'intention coupable de nuire à Boutin ou de le menacer individuellement.

Ce jugement frappé d'appel a été confirmé point par point par la Cour.

On peut donc affirmer en manière de conclusion que pour être punissable la mise à l'index doit être accompagnée de menaces telles qu'elle enlève soit à l'ouvrier, soit au patron tous les moyens d'exercer leur profession au point de les

exposer, ainsi que le disait l'avocat général Bélande, « aux horreurs de la misère ».

C) Le Boycottage

Le boycottage est le complément indispensable de la mise à l'index ; il en est l'application sous une forme plus positive, plus agissante. Car il est une intervention des organisations ouvrières qui cette fois encore s'adressent aux consommateurs. Ce système vise en effet à éclairer le public et la clientèle dans le choix des fournisseurs.

C'est, on le voit, sur un terrain essentiellement pratique que le syndicat se place.

Son but ne consiste pas seulement à provoquer les sympathies des clients pour telle ou telle maison parce que les règlements corporatifs y sont rigoureusement appliqués ; c'est surtout un acte de défensive. Il essaie de détourner la clientèle des patrons mis à l'index pour leur hostilité envers le syndicat ou pour leur habitude d'exploiter l'ouvrier.

Inauguré en Irlande, appliqué en Angleterre et surtout en Amérique, ce mode de combat donne lieu, quant à son origine, à de curieux épisodes. Il tirerait son nom de celui d'un riche fermier d'Irlande, Boycott, qui occupant dans ses champs la population de tout un pays, aurait résolu de faire lever sa récolte par des étrangers, qui lui offraient de se contenter d'un salaire plus bas. En signe de protestation les paysans s'étaient assemblés et avaient juré de ne plus jamais entrer au service de ce propriétaire.

Quoiqu'il en soit de son origine, le boycottage n'en reste pas moins une arme de combat beaucoup plus énergique que la mise à l'index. Cependant il faut, là aussi, intéresser l'opinion et de nos jours ce n'est pas chose facile.

C'est au consommateur que l'on s'adresse, c'est lui qui doit exercer toute son action. Auparavant, ainsi que nous le disions dans l'introduction, il faut faire son éducation syndicale. On doit lui apprendre le bénéfice à espérer de l'entente

et de la solidarité ouvrière, s'il se laisse éclairer et guider il comprendra alors l'influence extraordinaire qu'on peut exercer sur le patronat.

En effet ce système permet, s'il est strictement observé, d'amener à capitulation le patron le plus puissant.

Dans la Fédération de nombreuses sections ont soutenu ainsi une lutte énergique contre les imprimeurs violant les statuts corporatifs ou ne tenant pas les promesses faites. Des campagnes ont été entreprises dans les grandes villes : Lille, Nancy, Dijon, Paris, etc. Elles n'ont pas toujours conduit au triomphe mais ont du moins causé un sérieux préjudice aux patrons visés.

Le boycottage se fait de deux manières.

Il peut, d'une part, consister dans l'indication directe, ouverte, des maisons que doivent éviter les acheteurs. Par la voie de la presse professionnelle, par affiches, par prospectus, en un mot par une grande publicité. Conseil est donné de ne plus se fournir dans les maisons mises à l'index. Le danger réside dans les poursuites judiciaires qui peuvent être engagées. La section doit donc agir avec une extrême prudence pour éviter des procès. Pour rester licite et pour ne pas être considéré comme une atteinte au libre exercice de l'industrie, le boycottage doit en effet, garder un caractère de défense strictement professionnelle.

En 1906, le 29 août, le tribunal de simple police de Paris rendit un jugement intéressant sur ce point.

Un typographe avait été surpris par un officier de paix au moment où il papillonnait des affiches sortant de maisons à l'index. Les papillons qu'il apposait, étaient ainsi conçus : « Travail exécuté par des rénégats payés au-dessous du tarif. A boycotter ».

Traduit sous la prévention d'infraction à l'article 17 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, l'inculpé par l'organe de M. Léon Bour put aisément démontrer qu'il ne tombait pas sous le coup de la loi, car il n'avait ni déchiré, ni enlevé, ni recouvert, ni altéré les affiches, mais s'était seulement contenté de coller ses papillons dans les blancs et les marges et

qu'en conséquence aucune partie du texte n'était cachée.

Le tribunal faisant droit à son mode de défense déclara la contravention dressée par l'officier de paix, injustifiée et sans effet. De ce fait le typographe poursuivi fut acquitté.

La deuxième manière de boycotter les produits d'une maison c'est de mentionner, par toutes les méthodes de publicité, les industriels ou les commerçants chez qui le public peut s'approvisionner avec toutes les garanties désirables, tant au point de vue de la qualité des produits que des conditions de travail auxquelles sont soumis les ouvriers ou les ouvrières. Le boycottage, par omission, permet de signaler sans aucun inconvénient, les maisons frappées d'index. Ce système est au point de vue judiciaire sans aucun danger. Car les tribunaux ne peuvent juger que sur des cas précis après commencement d'exécution, or le fait d'omettre un patron dans une énumération ne peut en aucun cas, constituer un délit, pour les raisons précédemment exposées. C'est un moyen indirect.

Pour les motifs exposés précédemment (indifférence, manque de cohésion des acheteurs et consommateurs) ce procédé de défense n'obtient pas en France les résultats espérés.

D) La grève.

Pour les réformistes de la Fédération la grève est considérée comme le moyen d'action extrême, le plus énergique. Il doit être employé contre la mauvaise volonté patronale, contre les refus opposés aux revendications des fédérés.

La mise-bas est légitime quand elle concourt à la défense des intérêts corporatifs, mais ils n'y recourent qu'à la dernière extrémité après avoir tenté d'obtenir satisfaction par les moyens conciliants, par la discussion.

Cette manière de procéder s'oppose à celle des représentants de l'action directe. La grève pour eux sert à maintenir « l'esprit de lutte ». Elle ne réussit qu'à cette condition. Les secours pécuniaires si élevés soient-ils ne permettent pas

d'obtenir le succès, ce qu'il faut c'est la cohésion de la classe ouvrière contre le patronat quand il manque à ses obligations.

Les réformistes répondent que le maintien de cette lutte des classes cause dans les ateliers un état de guerre permanente. Vouloir supprimer le patron c'est ruiner la population des travailleurs. Et de plus il faut voir les conséquences. Quand un fonctionnaire syndical déclare prématurément la grève ; quand sans avoir essayé tous les moyens de conciliation et de persuasion il engage les syndiqués à cesser le travail ; il assume une responsabilité considérable. Car l'action directe violente appelle la réaction tout aussi sévère.

Ce n'est pas la force brutale qui doit servir de base à la légitimité d'une revendication. En supposant que parfois devant le mouvement révolutionnaire de l'action directe, le patron intimidé se laisse momentanément fléchir, les relations futures s'en ressentiront.

En effet l'hostilité et la haine sont la conséquence d'un tel système ; avec cette lutte constante contre l'état social existant on ne peut espérer que la ruine du prolétariat.

Voilà, en somme, ce qui différencie sur ce point la méthode réformiste de l'action directe.

Pour les uns c'est un système de défense dont on doit user à la dernière extrémité, avec calme, ténacité et fermeté.

Pour les autres on doit dès qu'on a à se plaindre d'un patron entrer ouvertement en lutte avec lui. Si le combat est violent, les circonstances seules en décideront ; mais en attendant par ce moyen on réveille les énergies affaissées et on montre au patronat qu'au jour de la révolution prochaine, le prolétariat soutiendra énergiquement la lutte contre les forces capitalistes.

En étudiant l'action syndicale de la Fédération nous avons pu remarquer que la première manière fréquemment employée avait donné tous les avantages espérés dans la plupart des cas. Les typographes en ont souvent usé, ainsi que le démontre clairement la lecture des secours alloués en cas de grève. Cependant pour maintenir la mise-bas dans le cadre

nécessaire et ne pas permettre aux esprits violents de s'engager trop rapidement et à la légère, les statuts fédératifs prévoient les cas où la grève est considérée comme légitime et où l'appui financier de la Fédération est assuré. L'article 54 déclare en effet :

« Dans aucun cas, la grève ne doit être autorisée avant d'avoir épuisé tous les moyens de conciliation.

« Sont reconnus grévistes :

« 1^o Les fédérés auxquels l'on veut faire subir une réduction de salaire, même si cette réduction touche à des conditions personnelles et collectives supérieures au tarif.

« 2^o Les fédérés qui cessent le travail par suite du refus d'un tarif dont la présentation a été autorisée par le Comité Fédéral.

« 3^o Les fédérés qui cessent le travail par suite de violation du tarif ou qui sont remplacés par un personnel embauché à des conditions inférieures à celles en usage dans la localité.

« 4^o Les fédérés autorisés à quitter le travail dans une maison qui ne respecte pas les dispositions du règlement d'apprentissage et les conditions d'hygiène.

« 5^o Les jeunes fédérés qui ayant terminé leur apprentissage et autorisés par leur section, ont réclamé le salaire minimum fixé par le tarif local et ont essuyé un refus de la part de leur patron.

« 6^o Les fédérés qui perdent leur travail en raison de leur qualité de fédérés, de leurs fonctions syndicales ou fédérales, de leurs opinions politiques ou sociales, de leur action coopérative, ou ont exécuté les décisions du bureau de la Section ou du Comité fédéral visant le respect des lois ouvrières ou les conditions générales du travail applicables à l'industrie du Livre.

« 7^o Les fédérés compositeurs qui perdent leur travail du fait que la machine à composer a été confiée à des sarrasins ou à des non-typographes ;

« 8^o Les fédérés qui sont renvoyés pour avoir participé au chômage du 1^{er} mai ».

Ainsi tous les cas sont prévus, il n'y a plus de discussion possible.

Cependant la question se pose de savoir si par solidarité la Fédération peut se mettre en état de grève générale. Nous

avons vu qu'une fois au moins le Comité fédéral n'a pas hésité ainsi à faire cause commune avec tout le monde des travailleurs. Toutefois ce ne sont là que des incidents exceptionnels et les typographes ont estimé et estiment encore que la révolte générale de tout le prolétariat ouvrier est une utopie.

Il ne faudrait toutefois pas en conclure que les typographes ont redouté le cas échéant d'employer cette méthode énergique.

Les procès-verbaux de la Fédération exposent tout au long les conflits nombreux qui se sont élevés entre ouvriers et patrons.

Nous avons vu dans l'exposé historique que l'obtention de la plupart des avantages acquis ne l'avait été que de haute lutte.

Pour la journée de 9 heures par exemple malgré l'opposition des deux grands partis (réformistes et révolutionnaires), ce n'est qu'au prix de sacrifices élevés que le succès est définitif. De même, en ce qui vise le mouvement régional des salaires conformément aux décisions prises à Nancy en 1919 la mise bas a été employée quand la nécessité s'en est fait sentir.

En ce qui touche surtout l'admission des femmes occupées par les imprimeurs, à un salaire inférieur, de nombreuses grèves se sont déclanchées. Pour la réglementation de la machine à composer, pour la limitation du nombre des apprentis, en somme dans tout ce qui a trait à l'action syndicale ce moyen extrême a reçu son application.

C'est dire assez que devant l'intransigeance ou le mauvais vouloir des patrons, les Fédérés savent se grouper et lutter pour se défendre.

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION SYNDICALE

Le syndicat est un organisme de défense. Il sert à protéger l'ouvrier contre les emprises patronales. Le bien-être de ses affiliés dépend de son activité et de son ressort. Les patrons reprochent aux fédérés de n'être jamais satisfaits et de présenter toujours des revendications. Ils prétendent même que les membres directeurs sont contraints de par leur situation de manifester leur mécontentement. Car, disent-ils, si après une gestion de quelques mois, ces derniers se présentent devant leurs confrères en leur disant que tout est au mieux, ils sont considérés comme inactifs et chassés de leur poste. Aussi le principal souci du nouveau promu est de trouver un motif d'action pour pouvoir affirmer à ses électeurs qu'il n'a pas été inutile à la cause commune.

Il peut se faire que pour certains syndicats ce soit là le secret de cette activité débordante qu'ils manifestent. Cependant pour les typographes ce reproche serait certainement exagéré. Ce que cherche le Comité fédéral ce n'est pas une réclame facile mais le bien-être des ouvriers du Livre. Il est évident qu'avec le développement du progrès et de la civilisation tous besoins augmentent et que leurs désirs s'intensifient. Toutefois ils savent se plier aux nécessités économiques et sociales et leurs demandes sont toujours présentées avec modération. Evolutionnistes ils saisissent le moment opportun et rarement leurs revendications ont été considérées comme exagérées. C'est pourquoi ils obtiennent des résultats intéressants.

Dans cette troisième partie nous allons voir qu'elles ont

été leurs principales réclamations, leur bien-fondé, le but atteint. Nous constaterons ainsi l'activité dépensée par eux.

L'action syndicale de la Fédération s'est exercée sur les points suivants :

I. Salaire :

- a) divers modes de salaires ;
- b) élaboration d'un tarif type ;
- c) limitation de la journée de travail.

Journée anglaise ; congé *payé* ; jours fériés *payés*.

II. Machine à composer.

III. Apprentissage.

IV. Travail des femmes.

V. Hygiène à l'atelier.

VI. Placement et viaticum.

VII. Secours.

A) intérieurs :

- a) grève ;
- b) chômage ;
- c) maladie ;
- d) décès ;
- e) caisse d'invalidité, vieillesse.

B) extérieurs :

Solidarité :

- a) pour l'unité d'action ;
- b) par manifestation de sympathie.

VIII. Assurances sociales.

CHAPITRE PREMIER

Le salaire

A. — Divers modes de salaires.

On peut définir le salaire comme étant le prix d'une certaine marchandise : le travail. Le prix peut être basé sur une unité de temps, c'est alors le salaire horaire, journalier, hebdomadaire, mensuel, etc..., ou bien sur une unité de quantité de produit du travail (salaire aux pièces ou à la tâche).

En principe, les typographes sont hostiles à cette seconde méthode de rétribution. Ils lui reprochent d'être cause du chômage. L'ouvrier en effet cherchant à gagner beaucoup accomplit son travail très rapidement. Non content d'épuiser fort vite la besogne il arrive à un véritable surmenage.

Cependant dans une certaine mesure, ils toléreraient que pour la composition manuelle les vieux ouvriers peu aptes à apprendre le maniement de la « linotype » acceptent discrètement d'être payés ainsi.

Mais en ce qui vise la composition mécanique leur décision est irrévocable. Ils refusent absolument et catégoriquement d'être rémunérés individuellement à la tâche. Bien mieux, pour éviter les excès toujours possible, ils limitent la production horaire, fixée actuellement à une pige de 4.500 lettres et préfèrent comme mode de paiement celui qui a pour base l'unité de temps et qui rénumère le travail en « conscience ». Cependant certaines professions se rattachant à l'industrie du Livre ne peuvent être payées autrement. Aussi

constatant que tous sont solidaires, qu'ils dépendent dans les différents services les uns des autres ils aiment beaucoup mieux le travail en commandite.

Par ce mode de travail, disent-ils, la répartition de l'ouvrage est faite d'une manière plus équitable ; on obtient un meilleur emploi des aptitudes ; le salaire est distribué d'une façon plus rationnelle ; la durée du travail est réduite, la sécurité est plus grande.

Sans rechercher les origines lointaines du « travail coopératif » nous en avons vu un essai infructueux (dans la première partie) au sujet de l'Imprimerie Nouvelle. Réglementé en 1881-1883, puis définitivement en 1895, ce système est employé depuis 1899 dans la plupart des grands quotidiens. Le système commanditaire a été institué pour la première fois à Paris à l'imprimerie Dubuisson en 1853. En 1901 il fut introduit aux imprimeries du Sénat et de la Chambre.

Actuellement il est appliqué dans un certain nombre de maisons. La plus importante par le nombre d'ouvriers qu'elle occupe est l'Imprimerie Nationale.

La commandite est une association d'ouvriers qui, dans l'atelier patronal, entreprend sous sa responsabilité l'exécution d'un travail déterminé ou d'un ensemble de travaux variés. Elle peut prendre trois formes différentes :

1^o La commandite au prorata dans laquelle chaque commanditaire reçoit une part de la rémunération collective proportionnelle à sa production individuelle.

2^o La commandite égalitaire où la part de chacun est proportionnelle au temps passé, en sorte que la rémunération horaire par heure de travail est égale pour tous les associés, quel que soit le rendement horaire de chacun d'eux.

3^o La commandite mixte où la part de chaque associé dépend du nombre des heures de travail qu'il a fournies, avec cette différence toutefois que la considération supplémentaire du rendement horaire intervient à l'égard de ceux des associés, et de ceux-là seulement dont le rendement horaire est inférieur au rendement horaire normal. Pour ces ouvriers à faible production le nombre d'heures entrant en ligne de compte

est réduit au nombre des heures-étalon, nombre obtenu en divisant la production de chacun d'eux par la production horaire considérée comme normale (1).

L'inconvénient de la commandite au prorata est de maintenir les associés en état de concurrence ; elle est de manières délicate et peut être cause de favoritisme dans la répartition des travaux.

Dans les deux autres types on n'a pas à redouter de telles vexations ; la seule condition à remplir est l'exécution d'un minimum de production horaire. Dans les cas où on ne peut mesurer ainsi le travail on établit une base par comparaison.

La commandite existe, comme nous l'avons vu précédemment dans l'Imprimerie Nationale. Il est intéressant de voir comment elle s'y est établie, comment elle a fonctionné.

C'est en 1897 que les travailleurs du Livre appartenant à la chambre syndicale parisienne prirent la tête du mouvement pour l'établissement de la commandite dans l'Imprimerie de l'Etat. Le rapporteur du budget intéressé, M. Charles Dumont, demanda au Parlement l'établissement de cette institution en 1899, mais la Chambre n'accepta pas ses conclusions ; ce n'est qu'en 1900 qu'il lui fut donné satisfaction pour un essai de ce mode de travail par des ouvriers volontaires.

Soixante adhérents furent admis. Au début les choses allèrent mal. Par suite d'une erreur la commandite se trouva débitrice d'une somme de 20.000 fr. qu'elle dut rembourser.

De 1900 à 1907 des dissensions intérieures occupèrent toute cette période sans que la commandite égalitaire eut trop à souffrir. Certains voulaient qu'elle fût exclusivement réservée aux ouvriers les plus habiles. D'autres tendaient au « commissionnement, » ce qui aurait fait d'eux de véritables fonctionnaires. La minorité, composée de 6 partisans, tout en maintenant la commandite, souhaitait une orientation vers la régie ouvrière : association ouvrière qui prendrait à sa charge

1. Ces renseignements ainsi que la plupart de ceux qui vont suivre sont tirés d'un intéressant article de M. Charles Maraun paru dans la *Revue Internationale du Travail* (déc., 1925),

l'entreprise de l'Imprimerie, l'Etat n'entretenant que le Directeur et les comptables.

La commandite se maintint cependant et prospéra de plus en plus ; actuellement elle compte environ la moitié des ouvriers du service de la composition. Elle est dirigée par « un délégué technique et un délégué comptable, » tous deux élus par la commandite et pris parmi le conseil d'administration choisi par le même mode et qui comprend en outre trois délégués adjoints et un comptable adjoint. Comme organe directeur il y a en second lieu une commission de contrôle de trois membres recrutés autant que possible dans les divers ateliers.

La commandite est divisée en autant de groupes que la diversité du travail l'exige. L'effectif est fixé par le conseil d'administration qui dirige, nomme aux divers emplois, procède aux changements nécessaires pour l'intérêt général.

La Commission du contrôle vérifie, contrôle la production, la présence à l'atelier, veille à l'application rigoureuse du règlement.

Les metteurs en page élus par les équipes sur la proposition du Conseil, surveillent la bonne marche du travail.

Chaque ouvrier doit travailler consciencieusement et d'un effort soutenu. Un minimum lui est imposé ; il ne doit pas faire preuve de mauvaise volonté. Chacun travaille de son mieux. Aucune fonction ne donne lieu à une plus value de salaire.

En cas de négligence, les propositions d'avertissements et d'exclusion sont votées dans les ateliers. L'intéressé a la faculté, s'il estime avoir été puni à tort, de se pourvoir dans les 24 heures en appel devant le Comité syndical (on n'accepte dans la commandite que des ouvriers syndiqués). Il est extrêmement rare qu'une expulsion soit prononcée ; on ne cite qu'un cas : dans l'espèce il s'agissait d'un ouvrier incapable et intempérant.

Cette méthode de travail permet à chacun de s'employer au mieux de ses aptitudes ; elle entretient la solidarité entre camarades d'atelier. Depuis plus de 25 ans elle fonctionne

ainsi et malgré les obstacles n'a jamais fléchi. Elle permet en faisant appel aux bons sentiments de l'ouvrier, de supprimer les vexations et la surveillance nécessaires avec les autres systèmes de travail et surtout le salaire au temps. Elle élimine les rouages inutiles et assure des bénéfices à ses associés, tout en donnant profit à l'employeur. Le favoritisme est supprimé, chez les commanditaires règnent la confiance et la bonne foi.

Voilà pourquoi les ouvriers du Livre donnent leur préférence à ce troisième système de rémunération du travail.

B. — Élaboration d'un tarif type.

Mais il est un second groupe de doléances sur lequel la Fédération a porté toute son attention. C'est l'élaboration d'un tarif type.

Le typographe employé dans les ateliers d'imprimerie veut être payé convenablement. Il ne veut plus se contenter d'un minimum de salaire objectif lui procurant juste l'argent nécessaire à sa subsistance. Non content de gagner suffisamment pour satisfaire ses besoins et ceux de sa famille, il demande à acquérir par son travail un minimum de confort, un peu de bien-être. Qui pourrait lui tenir rigueur d'une telle exigence ?

Depuis la Fondation de la Fédération les typographes ont, à plusieurs reprises et par tous les moyens dont ils disposent, demandé l'augmentation de leur salaire quand ils l'ont trouvé insuffisant.

Déjà en 1882 ils menacent de faire grève pour ce motif à Nancy, la même année à Lyon un patron refusant d'appliquer le tarif se voit abandonné de ses ouvriers et est réduit à employer des « sarrasins ».

Dès 1885 se dessine le projet d'établissement d'un tarif type pour toute la France, avec une différence de tant %, différence basée pour chaque section sur le prix de revient des objets de première nécessité.

En 1888 à Angers, Niort, Angoulême, de nouvelles grèves sont causées par une réduction de salaire ; en 1890 à Montauban, à Lille et à Angers encore, de nouveaux troubles se produisent pour la même raison. En 1892, à Lyon, une mise bas partielle, motivée de la même façon coûte près de 4.000 francs à la Fédération.

Il serait fastidieux d'énumérer les nombreux conflits dont l'origine remonte à des difficultés de salaire. Quoi qu'il en soit, malgré la déclaration formelle des statuts, rien de bien précis n'était établi pour servir de base à un minimum de rémunération.

En 1905 cependant la chose vient en discussion devant le 9^e Congrès du Livre mais aucune décision n'est prise, l'activité syndicale visant par-dessus tout à cette époque la diminution de la journée de travail.

Pour la deuxième fois en 1910 un rapport est présenté pour l'unification proportionnelle des salaires par région, lors de la tenue du 10^e Congrès. Les typographes reconnaissent qu'il est impossible d'obtenir une unification nationale de salaires. Ils se rendent compte que les prix varient d'une région à l'autre. Les patrons sur ce point sont entièrement de leur avis. L'imprimeur des grandes villes est le premier intéressé à un établissement régional du salaire car la concurrence que lui font ses collègues des villes de moindre importance et à salaires inférieurs lui cause un préjudice considérable.

Pour se documenter sur les prix de la vie dans les différents centres industriels le Comité de la Fédération avait envoyé, auparavant, un questionnaire à toutes les sections leur demandant de le renseigner sur le salaire payé, le nombre de machines à composer et le tarif qui leur était appliqué, le prix des loyers pour une famille d'ouvriers de trois à quatre personnes, le prix des denrées principales, de la viande et du pain, l'importance du chômage annuel, le nombre de syndiqués et de non syndiqués, le nombre des jaunes ou indépendants, le nombre des apprentis.

Cette enquête faite avec soin permet de connaître exactement l'état de chaque section. Il est alors aisé au rapporteur

d'établir un barème. La situation générale de la France est ainsi notifiée au Congrès et à cet effet on adopte la division du Pays en 11 grandes régions plus Paris et l'Algérie. On peut alors se rendre compte que, malgré la résolution prise en 1905 à Lyon d'obtenir un salaire minimum journalier de 4 fr. 50, beaucoup de sections sont loin de ce minimum extrême. L'effort à soutenir sera donc considérable. De plus le nombre des non syndiqués dans certaines régions atteint 50 % ; le nombre des apprentis est trop élevé, aussi par l'entremise de Chapeau, rapporteur, le Comité Central propose aux délégués du 10^e Congrès l'application des quatre mesures suivantes :

1^o Propagande active et persévérante dans toutes les villes où une action devra être exercée ; ralliement au syndicat des réfractaires ;

2^o S'assurer les ressources nécessaires pour soutenir la campagne, la grève si elle est nécessaire ;

3^o Se mettre en relation officielle avec les groupements patronaux partout où se sera possible pour élaborer un projet de tarif régional ;

4^o Préparer un mouvement par région où la propagande aura rallié un nombre suffisant d'adhérents, où les ressources permettront de soutenir les grévistes avec les indemnités fournies par la Caisse fédérale.

Ces conclusions sont adoptées par les congressistes, mais un ordre du jour y est joint demandant que le minimum de 5 fr. soit inscrit dans les tarifs à présenter, le Comité central étant libre dans les circonstances exceptionnelles de l'abaisser à 4 fr. 50.

Une autre motion est adoptée « qui engage le Comité central à poursuivre dans le délai le plus rapproché la réalisation de l'unification des salaires par région en opérant par groupes, d'accord avec eux et par les moyens qu'il jugera les plus pratiques. Cette action devra porter sur tous les groupes qui s'engagent à en poursuivre la réalisation ».

Le Comité central reste donc libre de commencer l'action au moment qui lui semblera le plus favorable. Pendant la période qui précède la campagne s'organise.

En 1913 une conférence typographique est tenue. Le bureau de chaque groupe est invité à préparer un rapport très précis sur la situation des sections.

En février 1914 les 8^e, 9^e, 11^e groupes participent à un Congrès régional à Chateauroux. Ils examinent les meilleurs moyens de mener à bien les décisions précédemment prises.

La guerre vient interrompre toute tentative de réalisation. Ce n'est qu'après l'armistice que l'idée est reprise dans la forme déjà préconisée par la Conférence de 1913 ; un rapport est présenté au Congrès National de Nancy en 1919. Il y est décidé à une très forte majorité ce qui suit :

I. — A partir de 1920, la Fédération présentera tous les ans, aux maîtres imprimeurs un tarif régional dont la durée d'application sera de cinq années.

En présence des conditions toutes spéciales de la vie actuelle, une commission arbitrale sera réunie tous les trois mois pour examiner le coût de la vie d'après les statistiques officielles et, s'il y a augmentation, les salaires seront augmentés dans une proportion correspondante.

II. — La Fédération est divisée en 5 régions ainsi délimitées :

1^{re} région : Groupes d'Orléans, de Limoges et de Clermont-Ferrand ;

2^e région : Groupes de Marseille, de Toulouse et de Bordeaux ;

3^e région : Groupes de Lille, du Mans et de Nantes ;

4^e région : Groupes de Strasbourg, de Nancy et de Lyon ;

5^e région : Groupes de la région parisienne.

III. — Le minimum de salaire sera fixé un mois avant que le mouvement soit entrepris dans la région intéressée. Il sera majoré selon l'importance des villes et les conditions de la vie des travailleurs.

IV. — Dès le début de l'année, le Comité consultera les sections intéressées au mouvement projeté en vue d'en fixer la date exacte. Une tournée de propagande sera organisée dans toute la région et les sections seront invitées à fixer les conditions particulières de leur ville. Le Comité central harmonisera les tarifs des sections et veillera à ce qu'ils n'aient rien de contraire aux décisions des Congrès et aux Conventions fédérales. Avant la présentation du tarif, le Comité

central convoquera les délégués régionaux au siège de la Fédération pour prendre, de concert avec lui, toutes les mesures utiles à la réussite du mouvement.

V. — Les tarifs régionaux devront fixer les salaires de toutes les catégories de travailleurs unis dans la Fédération. Ils devront prévoir et faciliter le développement du travail en commandite et consacrer l'égalité du traitement pour les deux sexes.

VI. — En attendant la réalisation des cinq mouvements de salaires, les sections pourront agir isolément, à la condition absolue qu'elles contractent des engagements dont la validité devra s'éteindre aux dates suivantes :

1 ^{re} région.....	31 décembre 1919
2 ^e —	— 1920
3 ^e —	— 1921
4 ^e —	— 1922
5 ^e —	— 1923

Au lendemain du Congrès des grèves éclatent dans la 3^e région à la suite de la présentation d'un tarif. Elles durent cinq semaines et se joignant à celles de Paris, nécessitent un gros effort financier de la Fédération. Le Comité par lettre du 21 février 1920 met les sections au courant de la situation et leur demande de prélever sur le salaire un impôt de grève de 5 % et d'abandonner pour le moment toute revendication.

Puis le calme étant revenu l'impôt n'est plus levé à partir d'avril 1920 et aussitôt, suivant les décisions du Congrès de Nancy, la campagne pour l'augmentation des salaires commence dans la région du Centre. Un tarif est présenté aux patrons, certains l'acceptent sans contestation ; d'autres accordent des améliorations provisoires, au total 8 sections seulement ne peuvent rien obtenir. Dans le Midi en novembre 1920 on agit de la même manière, les résultats obtenus sont très satisfaisants.

En 1922 pour le Nord l'amélioration obtenue est moins appréciable.

En novembre de la même année dans la 4^e région les patrons manifestent moins de bonne volonté. Ils cherchent à

froisser les ouvriers pour les amener à faire une grève régionale générale espérant ainsi imposer une lourde charge à la Fédération et tenir ensuite les syndiqués à leur merci. Le Comité averti de cette tactique déconseille l'action d'ensemble pour lui substituer l'action en zig-zag. Dans la plupart des sections on suit les directives données et des avantages sont acquis.

A Paris, malgré certaines difficultés, les patrons acceptent le tarif proposé et en 1924 accordent un minimum de 3 fr. 85 de l'heure porté ensuite à 4 fr.

De juillet 1924 à août 1925 l'activité du Comité fédéral obtient des améliorations dans la 1^{re} région. Le mouvement provoque peu de conflits.

Dans la même période surgit un incident à Paris. Les patrons dans cette ville s'obstinent à intégrer dans le salaire « l'indemnité de cherté de vie », mais ne veulent pas en tenir compte pour les heures supplémentaires. Ils estiment en outre que le salaire des femmes compositrices doit rester à un taux inférieur.

Les ouvriers gardant un mauvais souvenir de la diminution de 0 fr. 25 l'heure subie en 1921 par le jeu de l'application « des indices » sont hostiles à cette base. Et c'est un tort.

Les dissidents en 1925 décident de demander 4 fr. 75 de l'heure et réussissent à entraîner la 21^e section dans une grève qui atteint 500 ouvriers. La Fédération avertie seulement après que le travail a cessé refuse de donner son appui financier. Finalement tout rentre dans l'ordre mais aucune fixité n'est établie pour les salaires qui oscillent entre 4,35 et 4,75 de l'heure. La 21^e section, riche et indépendante, amène ainsi chacun à se débrouiller comme il peut car elle manque de cohésion et d'unité.

De septembre 1925 à juillet 1926 c'est la 2^e Région (Midi) qui procède à la revision des salaires avec pour but primordial « l'établissement d'un minimum de salaire de chaque ville sur celui de la Section chef de groupe ». Un seul conflit s'élève à Marseille où les lithos papetiers se mettent en grève

mais ne peuvent obtenir le résultat escompté du fait de la section des typographes qui, agissant en dehors d'eux, signe avec les patrons un contrat séparé leur accordant certains avantages.

Dans la 3^e Région (Lille, Rouen, Chartres, Nantes), d'août 1926 à juillet 1927 le mouvement est gêné par la crise de chômage qui se fait sentir. De plus les patrons sont hostiles. Dans la plupart des sections c'est le maintien du *statu quo*.

D'août 1927 à juillet 1928 la 4^e Région s'occupe de la revision des tarifs. A Annecy les ouvriers obtiennent une augmentation de 2 francs par jour, à Annemasse 0 fr. 40 par jour, à Châlons-sur-Saône 1.40 par jour, à Gap 3,75 par jour. A Lyon s'engage une lutte avec le syndicat patronal, des propositions excessives dans leur exagération sont échangées ; finalement le *statu quo* est maintenu. A Mâcon trois maisons sont hostiles : Durand, Perroux et Protat. Après trois mois de grève les deux premières consentent à traiter sur les bases nouvelles de 15 % en moins de Lyon avec fixation du salaire multiplicateur à 5,85. Les ouvriers avaient demandé l'indice 5,95. La maison Protat refuse de suivre ses deux confrères. La grève dure six mois sans pouvoir obtenir l'augmentation désirée. Le travail reprend ; seules les femmes sont victimes de l'intransigeance patronale.

A Nancy une grève de 6 mois est également déclanchée. Seules 3 maisons s'opposent à la revision. Les grévistes s'embauchent ailleurs.

A Troyes il est accordé 3 francs d'augmentation par jour ; à Vesoul, 2 francs.

Dans le même temps des grèves éclatent : à Poitiers, où après 4 semaines les patrons accordent 3 fr. 50 par jour d'augmentation ; à Limoges où après trois semaines les ouvriers obtiennent 2 francs de plus par jour ; à Nîmes, à Brest, à Fougères ; à Avignon où les patrons donnent satisfaction aux grévistes.

Au cours de cette année la dépense de grève a été pour le Comité Fédéral de 210.424 francs.

D'août 1928 à mai 1929 c'est la 5^e Région (Paris) qui renouvelle et améliore les conditions générales de travail. Aucune base réelle n'est encore établie. Cependant de l'ensemble il résulte qu'une augmentation à peu près générale des salaires est obtenue.

Durant cette période à Lille 800 ouvriers se mettent en grève pour le tarif. Après quatre et cinq jours ils reprennent le travail et obtiennent 3 francs d'augmentation et 2 fr. 90 le 1^{er} février 1929. A Niort après 3 mois de grève il est obtenu 3 fr. 15 d'augmentation par jour.

De juin 1929 à juillet 1930 les groupes du Centre renouvellent les conditions générales du travail. A Moulins il est accordé 2 francs d'augmentation par jour, à Cosnes également. Le groupe d'Orléans réuni, sans le représentant du Comité Fédéral, décide d'envoyer à chaque patron un projet unique de tarif. Les patrons se réunissent et formant un front unique répondent par une fin de non-recevoir qui gêne considérablement le mouvement ouvrier.

Dans le même moment des grèves éclatent à Gap où deux imprimeries sur trois donnent une augmentation de 2 francs par jour; à Lyon où après un mois de grève il est obtenu 3 fr. 50 d'augmentation immédiatement et 1 franc le 1^{er} janvier 1930. A Paris le Comité syndical obtient après une grève une augmentation. Les salaires varient de 7 fr. à 7 fr. 30 de l'heure.

D'août 1930 à juin 1931, le Midi, après une propagande active du représentant de la Fédération, assure aux syndiqués des augmentations de salaires notamment à Toulon, Albi, Agen, Nîmes, Pau, etc... Pendant la même époque il est procédé à Paris au renouvellement du contrat avec le Syndicat de la Presse. Le rajustement représente en salaire or une augmentation de 0 fr. 55 pour le salaire du travail de jour qui se trouve ainsi porté à 66 fr. 05 et de 1 fr. 70 pour le salaire du travail de nuit qui se trouve ainsi porté à 75 fr. 75.

A Toulouse l'imprimerie Sirven refuse d'appliquer les 3 francs d'augmentation par jour découlant du contrat collectif du fait des indices du coût de la vie. Le 5 janvier 1931,

140 ouvriers se mettent en grève. Le 7 juillet ils obtiennent satisfaction après intervention du Préfet de la Haute-Garonne et reprennent *tous* le travail sans aucune défaillance.

Ainsi grâce à l'heureuse influence de la Fédération, à la discipline des sections et à la solidarité ouvrière le salaire n'a cessé d'augmenter depuis la guerre. Pour juger des progrès réalisés il est utile d'établir le tableau du salaire journalier sur les trois années suivantes : 1914- 1924-1931. Le tableau ci-joint démontre le succès des revendications syndicales de ce chef.

SALAIRE JOURNALIER

Régions et Villes		Salaire 1914	Salaire 1924	Salaire 1931
1 ^{re} Région	Orléans	6	25.80	40.44
	Limoges	5.45	21.60	37
	Clermont-Ferrand	6	27.40	46.45
2 ^e Région	Marseille	6	26.80	47.50
	Toulouse	6	25.80	44
	Bordeaux	6.30	24.80	46.40
3 ^e Région	Lille	6	28	42
	Le Mans	6	20	34
	Nantes	6.30	24	49.60
4 ^e Région	Strasbourg (la semaine) ..	41.25	168	283.90
	Nancy	6.75	24	39
	Dijon	5.45	21.50	40
	Lyon	6.50	26.80	52.85
5 ^e Région	Paris	8.10	32	62
	Versailles	7.20	30.80	53.60
	Etampes	6	28	45.60

C. — Limitation de la journée de travail.

Le troisième point sur lequel la Fédération du Livre a dû lutter encore est la réduction de la journée de travail. Les difficultés rencontrées ont été très inquiétantes dans certaines

périodes de crise, mais le dévouement inlassable des militants et des dirigeants a permis d'avoir gain de cause et de réussir au delà des espérances.

Déjà en 1892 les typographes se plaignent de la durée de la journée du travail et au cours du 6^e Congrès tenu à Paris ils modifient ainsi le règlement statutaire en ce qui concerne les secours accordés aux grévistes.

Art. 18. — Les sections où la journée de travail est de 11 heures seront soutenues, sur leur demande, pour réduire la journée à 10 heures avec le même salaire.

Puis en 1895 il est décidé que les heures supplémentaires seront gratifiées à partir de la 11^e heure. Toutes les sections où la journée dépasse 10 heures devront s'adresser au Comité central pour s'entendre avec lui sur les moyens de ramener cette journée de travail à 10 heures.

Un vœu purement platonique est même adopté pour l'adoption de la journée de 8 heures.

En 1905 le Congrès de Lyon donne au Comité central la lourde tâche d'obtenir la journée de 9 heures pour le 1^{er} mai 1906.

Il était entendu que l'on devait essayer d'obtenir la réduction de la journée de travail, ramenée à 9 heures, sans qu'aucune répercussion se fasse sentir sur le salaire.

La section parisienne, par opposition aux directives du Comité central, crut bon de ne pas s'en tenir là et voulut imposer en outre une légère augmentation de salaire.

La moyenne des patrons payait les typographes 7 francs par jour (quelques-uns ne donnaient, il est vrai, que 6,50), la 21^e section réclamait 7 fr. 20.

Cette somme minime a provoqué non seulement un désaccord avec le Comité central, mais a été cause de difficultés très graves.

En province aucun incident ne se produisit, le mouvement réussit parfaitement. La situation se maintient ainsi jusqu'en 1919.

A cette date le Parlement, redoutant le mécontentement des ouvriers qui se déclarent prêts à faire la grève générale, en

cas de refus, vote le 23 avril la journée de 8 heures. Cette loi a suscité de nombreuses critiques dans l'opinion publique.

Elle semblait, en effet, prématurée après cinq ans de guerre, au moment où le besoin de production intensive se faisait partout sentir.

Quoi qu'il en soit la Fédération du Livre, tout à fait favorable à cette diminution de la durée du travail, passa une convention avec l'Union des Maîtres Imprimeurs pour régler dans le détail l'application de cette loi.

Cette convention, quoique faite de part et d'autre dans un esprit de conciliation, suscite par la suite des difficultés quant à l'interprétation, spécialement en ce qui concerne la manière de gratifier les heures supplémentaires. Il est prévu à l'article B § 4 sous la rubrique « Heures supplémentaires » :

« Les heures supplémentaires sont :

« Les heures de travail exécutées en dehors de l'horaire affiché dans les ateliers. Elles seront gratifiées :

« a) les jours ouvrables :

« les deux premières heures à raison de 33 % ;

« les deux heures suivantes à raison de 50 % ;

« et au delà à raison de 100 %.

« b) Les dimanches et jours fériés légaux :

« jusqu'à midi à raison de 50 % ;

« à partir de midi à raison de 100 % . »

En 1920, au mois de novembre, le Conseil national décide, conformément à la façon de voir du Comité Fédéral, que la majoration prévue pour les heures supplémentaires doit s'appliquer non seulement à la somme établie par le tarif, mais à l'indemnité de vie chère. Les patrons refusent d'admettre cette thèse. Cependant elle paraît juste car si on se contente de majorer uniquement le tarif, on arrive à un résultat paradoxal. Avec l'augmentation du prix de la vie l'indemnité va en s'accroissant de plus en plus jusqu'à comprendre une grande partie du salaire. De telle sorte qu'en s'en tenant à la manière préconisée par les patrons, la rémunéra-

tion de l'ouvrier est moins grande pour les heures supplémentaires que pour les heures normales ; ce qui est inique et profondément injuste.

D'autres difficultés se produisent les années suivantes. Les Maîtres Imprimeurs, s'associant aux manifestations de mécontentement des Industriels, écrivent en 1922 au Ministre du Travail pour lui exposer les résultats néfastes de la journée de 8 heures dans l'Imprimerie. La Fédération par la même voie fait valoir ses arguments de défense. Il est cependant question, chez les Maîtres Imprimeurs, de porter des modifications à la Convention du 11 juin 1919, la date de l'expiration étant arrivée, ils proposent de transformer les premiers articles.

La base de leur argumentation est celle-ci : 8 heures par jour cela fait 48 heures par semaine. Donc les heures supplémentaires ne sont considérées comme telles qu'à partir de la 49^e heure.

Les ouvriers répondent : si nous acceptons cela nous sommes obligés de récupérer nos heures d'absence quelque justification que nous donnions de cette absence, puisque la loi du 23 avril *autorise* un travail effectif de 48 heures par semaine, sans distinction entre les semaines à 5 jours ouvrables et celles à 6 jours. Nous serions ainsi contraints à certaines époques de l'année de travailler jusqu'à 12 heures par jour pour obtenir le total horaire escompté. Or ce serait l'inapplication de la journée de 8 heures. D'autre part les Maîtres Imprimeurs estiment que les heures normales de travail sont comprises entre 5 heures et 21 heures. La Fédération refuse en déclarant que le but visé c'est d'instituer ainsi une double équipe sans avoir à déboursier des gratifications pour les heures anormales.

Comprenant que le conflit deviendrait aigu si on refusait le renouvellement de la Convention du 11 juin 1919 le secrétaire général de la Fédération patronale propose de proroger sa validité jusqu'au 31 décembre 1924.

A ce moment (décembre 1924) quatre projets de transformation sont présentés par les patrons :

- 1) Assimilation des Imprimeurs sur métaux à la phototypie pour la répartition des heures de travail.
- 2) Gratification de 33 % pour les heures supplémentaires du samedi après midi en cas de semaine anglaise.
- 3) Fixation à une année de la durée de l'accord renouvelé, avec continuation par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des parties.
- 4) Dénombrement des 120 heures de dérogation par profession à la place de l'ensemble du personnel.

La Fédération des ouvriers accepte la première et troisième proposition.

Sur la seconde ils répondent que le samedi après midi est considéré par eux comme repos hebdomadaire ; la gratification du travail exécuté à ce moment-là doit donc être payée au même taux que celui du dimanche matin 50 % ; pour la quatrième ils la refusent car ils ne voient pas l'intérêt qu'a un patron à occuper le personnel technique alors que les autres catégories d'ouvriers seraient absentes. Une maison partiellement ouverte (ce qui est d'ailleurs extrêmement difficile) occasionne à l'employeur des frais généraux disproportionnés pour permettre à un seul groupe d'ouvriers de faire quelques heures supplémentaires.

Le 7 janvier la discussion est reprise en commission mixte. Chacun reste sur ses positions. L'accord ne pouvant se faire les Maîtres Imprimeurs déclarent abroger la Convention du 11 juin 1919 et ajoutent qu'ils s'en tiendront à l'avenir au règlement d'administration publique du 20 août 1919 concernant l'application générale de la loi du 23 avril 1919.

Les ouvriers prennent acte de cette détermination et écrivent au Ministre pour l'en aviser. Ils se permettent de lui rappeler que les Maîtres Imprimeurs lui ont écrit à plusieurs reprises pour lui demander de porter des modifications à ce règlement, qu'ils considèrent maintenant comme *suffisant pour régir les deux parties*. Déclarer qu'un décret est suffisant c'est, disent-ils, estimer qu'il n'a pas à être modifié.

M. Peyronnet, ministre du Travail, les rassure en leur

affirmant qu'aucun changement ne sera apporté, le Conseil d'Etat n'a été saisi à aucun moment d'un projet de décret modificatif.

C'est donc le maintien du *statu quo*.

Dans cette controverse il semble bien que le bon droit soit du côté ouvrier.

En effet les propositions patronales :

Soit pour le mode de paiement des heures supplémentaires ;

Soit pour la semaine de 48 heures ;

Soit pour la gratification du samedi après-midi,

paraissent tendre à interpréter tendancieusement la loi sur la journée de 8 heures. Si des perturbations économiques ont été causées par son application, il n'en reste pas moins vrai que c'est pour la France une obligation tout au moins morale de la maintenir puisqu'elle est insérée au traité de Versailles et applicable dans tous les pays signataires.

A l'étude de la limitation de la journée de travail se rattachent trois questions connexes :

1) Journée anglaise ;

2) Congé payé ;

et jours fériés payés.

1) JOURNÉE ANGLAISE.

Le développement intense du machinisme permet d'utiliser plusieurs équipes travaillant sans arrêt sur les mêmes machines.

D'accord avec les décisions prises au Congrès de Lille de 1924 le Comité Fédéral n'est pas opposé à l'application de ce système mais aux conditions suivantes :

Durée de la journée de travail 7 heures pour le salaire de huit.

Majoration de 25 % du salaire pour le travail effectué entre 19 heures et 7 heures.

Il faut reconnaître que peu d'imprimeurs sont partisans de faire travailler leurs ouvriers 7 heures consécutives. Une telle méthode, qui bouleverserait nos habitudes, n'est pas encore entrée dans les mœurs ; ce n'est donc qu'exceptionnellement que la Fédération a eu à intervenir pour « la journée anglaise ». A Bordeaux les lithos en 1926 à la suite de l'incendie qui a ravagé une importante imprimerie, acceptent pour ne pas arrêter la production, de travailler ainsi jusqu'à la reconstitution complète du matériel et de l'outillage. A Toulouse, pendant les grandes chaleurs, plusieurs maisons usent de ce système, tout travail étant impossible à certaines heures de la journée.

2) CONGÉ PAYÉ ET JOURS FÉRIÉS PAYÉS.

Ces deux revendications depuis 1920 sont toujours présentées aux Maîtres Imprimeurs lors des discussions en vue de l'élaboration du tarif régional. Bien souvent il a été répondu par les patrons que ces deux questions étaient d'un ordre général et qu'il faudrait établir un accord national. C'était une échappatoire.

Pour tirer l'affaire au clair, sur les instances de la section de Bordeaux, le Comité fédéral écrit le 24 novembre 1925 à M. Motti, Président des Maîtres Imprimeurs, expose les desiderata des ouvriers du livre et demande la réunion d'une commission mixte qui étudiera ces deux points.

Il est répondu le 1^{er} décembre 1925 que dans sa séance du 9 novembre 1925 le Conseil Directeur des Maîtres Imprimeurs s'est prononcé pour le rejet de ces deux améliorations. Il est donc inutile de provoquer la réunion sollicitée. A l'appui de sa réponse M. Motti joint copie du procès-verbal susvisé.

Les arguments présentés par les Maîtres Imprimeurs contre le salaire hebdomadaire sont les suivants : « Ils payeraient ainsi « les jours fériés et les jours où le travail fait défaut. Le « nombre de jours fériés annuels représente environ deux « semaines : ce qui correspond à 2/50 du salaire qu'il serait

« injuste de récupérer sur la clientèle. C'est donc les patrons
« qui seraient réduits à supporter ce supplément de charges. »

En ce qui vise les congés les Maîtres Imprimeurs déclarent
que le patron est libre d'examiner « individuellement s'il peut
« accorder un congé payé à tel ou tel ouvrier pour des con-
« sidérations d'ancienneté, d'habileté, de valeur profession-
« nelle ou des motifs de santé. »

Mais ces deux questions sont à écarter des conventions col-
lectives.

Finalement après échange de lettres une Commission
mixte se réunit, les Maîtres Imprimeurs se montrent intransi-
geants et leur Fédération refuse d'accepter les revendications
ouvrières.

Cependant les ouvriers ne se tiennent pas pour battus et
ne manquent pas de solliciter l'application de ces principes.
Leurs démarches ne sont pas vaines puisqu'en 1930 :

Dans 45 villes, 199 maisons payent les jours fériés.

Dans 85 villes, 691 maisons donnent un congé annuel
payé.

CHAPITRE II

La machine à composer

A la fin du siècle dernier la machine à composer venant d'Amérique est introduite dans quelques rares ateliers en France.

Les vieux compositeurs à la main la considèrent comme une intruse, bien plus, comme une ennemie. Ils craignent qu'elle ne porte la ruine à leur profession et cette appréhension les incite à s'en montrer adversaires irréductibles.

Les patrons, au contraire, trouvent que la composition mécanique est pour eux particulièrement avantageuse.

En effet si, au début, il faut déboursier une somme assez élevée pour l'achat de la machine, cette dépense est vite récupérée étant donné la production considérablement accrue par ce système. Ainsi le prix de revient est notablement réduit. Et ce n'est là qu'un des avantages procurés.

Cette augmentation de bénéfices et ce progrès réalisé laissent les typographes indifférents. Ils veulent en tous cas que cette invention ne leur soit pas trop préjudiciable et demandent que son emploi soit rigoureusement réglementé. Voici d'ailleurs ce qu'ils décident au Congrès de Marseille, 1895 :

1. Aussitôt qu'une machine à composer sera signalée dans une localité, le Bureau de la section devra en aviser le Comité central, qui se mettra immédiatement en rapport avec le patron pour obtenir que la machine soit conduite par des ouvriers typographes syndiqués et arrêter ensemble les prix de la main-d'œuvre.
2. En aucun cas, les apprentis n'ayant pas terminé leur appren-

tissage ne pourront être employés à la machine à composer.

3. Si le patron refusait les propositions indiquées plus haut, les fédérés devront quitter le travail et seront considérés comme grévistes.
4. Les fédérés qui perdraient leur travail par suite de l'adoption de la machine acceptée dans les conditions régulières sus-indiquées ne pourront être considérés comme grévistes ; ils bénéficieront de l'indemnité de la caisse de chômage.

Comme on peut s'en rendre compte, ces conclusions adoptées par le Congrès démontrent suffisamment la crainte des typographes. Le maniement de la linotype semble assez facile et les compositeurs ne veulent absolument pas que sous prétexte de progrès l'atelier soit à la fois envahi par la machine et des intrus ne connaissant rien de l'imprimerie, sinon l'emploi de cet engin.

Par la suite, grâce à sa vigilance, le Comité central obtient des résultats remarquables pour tout ce qui vise l'introduction de la composition mécanique chez eux. Pour le choix du personnel, la durée de l'apprentissage, le salaire, la durée de la journée de travail, la production, l'horaire, l'élimination du travail aux pièces, il réalise de sérieuses réformes.

A partir de 1900 les typographes ne parlent pas d'empêcher ou de limiter l'emploi de la machine. Ce serait folie, disent-ils. Ce pourquoi ils font appel à l'union de tous les fédérés c'est contre les exigences patronales et contre celles des fabricants.

Le refus par eux de consentir le système de travail aux pièces ou une production qu'ils estiment exagérée leur a aliéné les bonnes grâces des fabricants.

De leur côté les patrons qui pour lutter contre les revendications ouvrières n'ont pas hésité à employer la femme, à un tarif inférieur, à la linotype, demandent aux typographes une production minima ; de plus ils préconisent le travail aux pièces.

A cela les compositeurs répondent qu'ils sont prêts à envoyer des délégués à une commission mixte chargée d'étudier la question. Ils informent les Maîtres Imprimeurs de leurs avances et leur exposent les trois points suivants qu'ils considèrent comme indispensables :

1. Egalité du salaire de l'homme et de la femme ;
2. Réduction du temps de présence à l'atelier ;
3. Suppression du tarif basé sur le travail aux pièces.

Réunis à Rennes les Maîtres Imprimeurs déclarent que dans ces conditions ils estiment qu'il n'y a pas lieu d'instituer une Commission mixte. Les choses restent donc en l'état.

Le Congrès de Lyon de 1905 envisage encore, sommairement, il est vrai, cette question de la machine à composer. Il y est décidé que :

- 1) Le recrutement des opérateurs devra se faire parmi les ouvriers de l'imprimerie et que leur rétribution sera égale au % minimum local pendant la durée de l'apprentissage.
- 2) L'opérateur devra justifier d'un apprentissage régulier de typographe (sauf dérogation appréciée par le Comité central).
- 3) La durée du travail sera fixée à 7 heures la nuit, à 8 heures pour le labeur.
- 4) La production de la linotype sera autant que possible limitée à 4.500 à l'heure.
- 5) La femme ne devra pas être employée à la linotype.

Chose assez surprenante, les sections de province appliquant rigoureusement ces conclusions obtiennent que leurs patrons en tiennent compte. D'une façon générale cela est accepté sans difficultés.

Mais à Paris il n'en est pas de même. Un cours payant de linotypie est ouvert. Il fonctionne en dehors des heures de travail. Ainsi le compositeur qui n'a pas le loisir ou les moyens d'y assister se voit remercié du jour au lendemain. L'apprentissage reste donc à la charge de l'apprenti. A Paris

encore, la femme s'introduit dans les ateliers. La 21^e section se désintéresse de cette véritable invasion, c'est ainsi que dans une grande maison de la capitale sur 51 claviers 50 sont confiés à des compositrices. Une autre maison en compte une quarantaine toutes payées aux pièces.

Aussi en 1910 une discussion s'engage au Congrès de Bordeaux. Le rapporteur du projet sur la machine à composer rappelle à ses collègues la lutte qu'ils ont jusqu'alors soutenue. Dans certaines villes il a fallu se défendre par des moyens extrêmes. A Lille en 1909 les typographes de l'imprimerie Plateau firent grève 4 mois sans résultat d'ailleurs pour protester contre l'emploi de la femme au-dessous du tarif. A Auxerre encore pour la même raison les typographes de l'imprimerie Gallot cessèrent le travail sans succès non plus.

Mais dans les grands centres, sans bruit, des résultats ont été acquis.

Ce qu'il faut pour l'avenir c'est une union étroite entre tous les fédérés. Finalement après un échange de vues assez long il est décidé ce qui suit par les délégués du Congrès.

I. — Seuls les compositeurs justifiant d'un apprentissage régulier et les fondeurs en caractères seront admis à travailler à la machine à composer.

Seuls les imprimeurs seront admis à travailler à la machine à imprimer.

Les correcteurs ne peuvent accepter de lire en première le travail de 4 opérateurs linotypistes au taux d'une production de 4.500 lettres à l'heure pendant 7 heures.

II. — Pendant la période d'apprentissage, les élèves opérateurs seront payés au taux normal local ; si le salaire de l'apprenti opérateur est supérieur au minimum local, il ne devra pas être réduit.

III. — Les apprentis compositeurs ne pourront apprendre la composition mécanique que pendant les 6 derniers mois de la 5^e année d'apprentissage à raison de deux heures par jour seulement. Les lignes faites par eux pendant ce laps de temps seront inutilisables.

IV. — La durée de l'apprentissage ne pourra être inférieure à treize semaines au minimum.

V. — Choix des opérateurs dans l'atelier où la machine est introduite si la composition du personnel le permet.

VI. — La durée du travail sera limitée (pour les machines) à 7 heures pour les journaux quotidiens, soit de jour, soit de nuit ; à 8 heures au maximum pour le labeur, étant entendu que le nettoyage et l'allumage restent à la charge de l'employeur.

VII. — La production, dans les tarifs nouveaux, ne devra pas dépasser 4.500 lettres à l'heure pour la linotype. Ce calcul devra être établi sur copie courante, facilement lisible, et sur justification moyenne de 45 lettres à la ligne.

VIII. — Pour les journaux, la production devra être fournie à l'employeur par bordereau collectif et non individuel, autant que possible.

IX. — Le travail aux pièces est formellement interdit aux opérateurs fédérés, sous quelque forme que ce soit, jusques et y compris le système de la prime à la surproduction.

X. — Les metteurs en pages et fonctionnaires sont rétribués au taux des opérateurs.

XI. — Le nombre des opérateurs nécessaires à l'exécution d'un journal sera déterminé par le Comité local, d'accord avec le personnel intéressé.

XII. — Dans les équipes de journaux des commandites devront être organisées partout où il sera possible.

XIII. — Il est formellement interdit aux opérateurs, sous peine de radiation des Contrôles de la Fédération, de créer des ateliers de composition mécanique à façon ou d'y travailler.

De même il leur est interdit, sous la même peine, de constituer des groupements syndicaux distincts.

XIV. — L'hygiène des ateliers devra être rigoureusement observée ; en cas d'insuccès du service de l'inspecteur du travail, il pourra être recouru à la grève, après avis du Comité central et du Comité local.

XV. — Il sera établi dans chaque section, au moyen de certificats médicaux, une statistique rigoureuse des maux

physiques provoqués par la machine à composer ; cette statistique servira de base pour entreprendre une nouvelle et ardente campagne de façon à comprendre les ateliers de composition mécanique dans le tableau A du décret du 13 mai 1903.

La lecture de ce document démontre amplement quels sont les principaux griefs des typographes contre les patrons, sur le brûlant sujet de la machine à composer.

Par la suite les deux grandes sources de désaccord ont pour motif l'emploi des femmes et le « freinage » à la production. La première question sera étudiée plus spécialement au paragraphe concernant la femme dans l'Imprimerie. Pour la seconde, ainsi qu'on a pu s'en rendre compte dès l'introduction de la linotype en France, les compositeurs ont trouvé comme moyen de défense, contre l'invasion grandissante de la machine, la limitation de la « pige » ou quantité de travail fourni à l'atelier.

Fixée à 4.500 lettres par heure au Congrès de 1910, elle paraît aux employeurs nettement insuffisante. Il ne faut pas oublier que venant après la journée de 9 heures cette restriction causait un préjudice considérable aux Maîtres-Imprimeurs. Quoi d'étonnant alors pour eux qu'ils aient cherché à attirer la femme à l'atelier de composition où elle accepte de travailler au dessous du tarif syndical et aux pièces !

Au lendemain de la guerre, comme nous l'avons vu, la journée de 8 heures est obtenue. La Fédération estime alors qu'il faut nécessairement faire œuvre de bonne volonté. Il serait vraiment préjudiciable aux patrons de voir ainsi diminuer la durée de la journée de travail et par là même la production. Aussi en 1919, Amem présente à ses collègues assemblés au Congrès de Nancy un projet très bien étudié sur la machine à composer.

Il vise la réglementation du travail et l'augmentation éventuelle de la production à la linotype. Rappelant la formule heureuse de la C. G. T. « maximum de production, minimum de temps de travail, maximum de salaire »

il envisage comment elle peut s'appliquer à la linotypie.

Le travail a d'abord besoin d'être organisé scientifiquement. Il ne faut plus de machines démodées mais des machines nouvelles pouvant donner le maximum de rendement. Pour la « linotypie » il ne suffit pas d'avoir un engin perfectionné, il est en outre indispensable que l'opérateur soit habile et expérimenté.

Ceci posé, est-il possible d'augmenter la production ? Avant de répondre, le rapporteur estime qu'il faut étudier plusieurs faits ayant un rapport étroit avec la quantité de travail fourni.

Tout d'abord le bon opérateur doit être un bon typographe. S'en rapportant à un article paru dans *Linotype notes en 1912*, il en extrait le passage suivant :

« Les abatteurs de lignes ont été qualifiés de « phénomènes » ; mais ces phénomènes sont si nombreux qu'il n'y a guère de journal un peu important qui n'en compte plusieurs dans son équipe.

« Beaucoup plus rares sont ceux auxquels nous réservons le titre du bon opérateur, et qui sont capables d'exécuter les travaux les plus variés, avec tout le soin qu'un typographe digne de ce nom y apporterait devant sa casse. Et voilà pourquoi, si le premier peut devenir un bon opérateur phénomène, seul le bon typographe sera capable de faire un bon opérateur tout court ».

Mais, ajoute-t-il, cela ne suffit pas. Le « typographe » doit se livrer à un second et sérieux apprentissage pour se familiariser avec la linotypie.

Pour composer vite et bien, des connaissances assez étendues sont indispensables. L'opérateur en outre doit conduire sa machine. Il n'est pas ainsi à la merci d'un mécanicien plus ou moins bien intentionné. Pour cela il lui faut donc connaître son fonctionnement, savoir démonter et remonter les pièces, nettoyer le moule, changer le magasin, en un mot être un technicien accompli. Ainsi apportant à son travail tout le soin désirable, n'étant plus sous la dépendance de mécanos, il satisfait aux exigences patronales et démontre

d'une façon saisissante qu'un profane après quelques semaines d'apprentissage est insuffisamment entraîné pour rivaliser avec le typographe de profession.

Les patrons ont comme obligation de se pourvoir des modèles de machines perfectionnés. L'atelier doit être bien éclairé, spacieux, propre ; les accessoires en bon état. Il faut aussi porter au nettoyage et à l'entretien un soin délicat.

Ces conditions étant remplies, peut-on exiger une production plus grande ?

Pour le rapporteur la réponse n'est pas douteuse : elle se traduit par l'affirmative. Au perfectionnement technique et à l'intensité du travail il n'y a qu'un correctif à ajouter : « diminution du temps ». L'homme n'est pas en acier. Si la machine est un progrès, ce progrès ne peut être atteint que par la collaboration de l'ouvrier qui actionne la machine : il n'est que juste qu'il en profite.

Envisageant ensuite les différentes méthodes de travail, il se prononce pour le travail en conscience avec un minimum horaire de 6.000 lettres.

Tel est le rapport présenté au Congrès. On commence à engager la discussion, puis ne pouvant tomber d'accord on décide de confier à une commission le soin de rédiger des conclusions.

Cette dernière examine sérieusement les trois modifications importantes envisagées :

- 1) réfection des installations, mise au point des machines.
- 2) élévation de la pige à 6.000 lettres (surcharges comptées).
- 3) diminution du temps de travail d'une heure en portant la journée de conscience à 7 heures (6 h 1/2 pour les journaux du jour, 6 h. pour les journaux de nuit). Salaire compté à la semaine pour 6 jours.

Se rangeant à l'avis du rapporteur elle déclare accepter ces conclusions.

Appelés à donner leur appréciation les congressistes votent par mandat.

Les résultats sont les suivants :

Suffrages exprimés.....	161 voix
Majorité absolue.....	81 —
Pour le projet.....	85 —
Contre	31 —
Abstentions	45 —

Le rapport du confrère Amen est donc adopté. Il est apporté ainsi peu de changement à la Convention de 1910 sauf cependant en ce qui se rapporte à la durée de l'apprentissage qui reste le même quant au temps mais qui a lieu après 2 années de métier (et non plus 4) à condition que l'apprenti ait 18 ans révolus.

En 1920 à la suite de ce vote les Maîtres Imprimeurs proposent à la Fédération la réunion d'une Commission mixte. Elle se forme effectivement et tient plusieurs séances.

Finalement il est décidé : que le dépassement de 5.000 lettres à l'heure pourrait avoir lieu à condition que le travail s'exécute en commandite. Les patrons chargés de rédiger un projet en confient l'exécution à M. Lefort-Lavauzelle.

Ne s'opposant pas à ce système de travail, le rapporteur n'en fait toutefois pas mention dans son écrit.

Ce texte est alors envoyé aux délégués régionaux des sections pour examen et avis. Les réponses longues à venir approuvent mais condamnent l'instauration du travail individuel aux pièces dont le texte patronal laissait percer l'intention.

Revisé en conséquence d'un commun accord avec les Maîtres Imprimeurs. Ce rapport est présenté finalement au Conseil national de 1921 qui ramène la production à 5.000 lettres à l'heure, détruisant sur ce point le vote du projet de Nancy.

La question est de nouveau étudiée au Congrès de Lille en 1924. Il est convenu de maintenir le *statu quo* et de laisser le soin au Conseil national d'apporter les modifications jugées nécessaires.

En 1925 le Comité fédéral procède à une enquête sous

forme de questionnaire renseignant sur ce qui se passe dans les sections relativement aux conditions du travail de composition mécanique.

90 sections ont répondu au questionnaire qui a été envoyé à 175 sections.

49 seulement accusent une production normale horaire qui varie assez fortement. Sur ces 49 sections, 35 font 4.500 lettres à l'heure ; 7 font 5.000 ; une fait 5.500 ; 5 font 6.000 ; une section fait 6.400 lettres à l'heure.

41 sections n'ont pas de production déterminée.

85 sections n'ayant pas répondu sont sans doute dans la même situation. La conclusion d'ensemble est assez troublante. Elle indique la difficulté pour le Comité fédéral de connaître les conditions du travail et fait craindre que le contrôle syndical de la composition mécanique risque de lui échapper de plus en plus. Il faut donc adopter certaines règles et ne pas livrer la production mécanique au hasard.

C'est dans ce but que le tarif fédéral des conditions générales du travail porte à l'article 7.

« a) sont admis à travailler à la machine à composer, les compositeurs typographes des deux sexes ayant au moins 3 ans et 1/2 d'apprentissage et possédant une instruction générale et typographique suffisante, etc...

« b) lorsqu'une machine à composer est introduite dans un atelier les opérateurs doivent être recrutés de préférence dans cet atelier, « si le personnel peut fournir les éléments nécessaires. »

Cet article venu en discussion au Congrès de Toulouse est maintenu à l'unanimité des voix.

Au même congrès est examinée la question de la machine offset. Le Comité fédéral estime qu'en principe cette machine lithographique doit être conduite par des ouvriers lithographes.

Les congressistes adoptent les conclusions suivantes :

« 1) sont d'accord avec le tarif présenté par le Comité fédéral en ce qui concerne la conduite de la machine offset ;

2) Le salaire de l'ouvrier conduisant une machine offset sera le « salaire minimum de la section à laquelle appartient l'ouvrier, ou « le salaire acquis, augmenté de 5 fr. par jour ;

« 3) Il ne sera pas accepté qu'un manœuvre ou un apprenti n'ayant « pas terminé son apprentissage puisse conduire une machine offset.

« 4) En conformité des décisions des Congrès lithographiques inter-
« nationaux, il sera accepté à défaut de camarades ayant les qualités
« précitées, des conducteurs typographes, et ceci avec l'appui total
« des ouvriers lithos. Toutefois, ils devront changer d'organisation et
« faire une mutation pour le syndicat lithographique. »

Nous pouvons constater ainsi que la Fédération a su se plier aux circonstances et obtenir, par son énergique système de défense, des avantages importants en ce qui concerne l'emploi des diverses machines employées dans l'imprimerie.

Il est intéressant de remarquer que dès le début la tactique des ouvriers du Livre a été bien établie et déterminée et que par la suite elle a subi peu de transformations. C'est dire combien étaient avisés et perspicaces les fédérés de 1895.

CHAPITRE III

L'apprentissage.

Au cours du premier Congrès de la Fédération en 1881 cette question de l'apprentissage est déjà l'objet d'un vote de la part des délégués.

Nous voyons, en effet, dans l'article I des statuts que la Fédération a pour objet « le relèvement du niveau de l'art par une limitation du nombre des apprentis, c'est-à-dire un apprenti au maximum pour 10 ouvriers, par le relèvement de la limite d'âge d'admission à douze ans et par la surveillance de l'éducation professionnelle des apprentis ».

Un an plus tard un imprimeur, M. Motteroz, jette ce cri d'alarme : « il n'y a plus de bons ouvriers ».

C'est donc que la formation professionnelle n'est pas organisée comme elle devrait l'être. Les fédérés soucieux de l'avenir émettent un vœu lors du 2^e Congrès organique en 1883 en faveur de la création de cours professionnels pour les typographes.

Au V^e Congrès en 1889 cette question de l'apprentissage vient encore en discussion. On décide de détourner les enfants de la profession de manière à limiter le nombre. Ainsi on espère pouvoir apporter tout le soin désirable à la formation des futurs ouvriers.

En 1895 le VII^e Congrès se tient à Marseille en même temps que celui des Maîtres Imprimeurs. Une commission mixte est constituée ; elle tient sa première réunion à Paris l'année suivante. En 1897 elle met à l'ordre du jour l'apprentissage.

Un Maître Imprimeur expose que la production à bon

marché, la concurrence, la brusque variation du travail (intensité suivie de période de chômage) sont autant de causes de l'affaiblissement de l'activité technique des ouvriers. Il propose d'envisager l'étude de la question en se plaçant à un point de vue pratique.

Examen préalable des apprentis, organisation de cours du soir obligatoires, établissement d'un contrat d'apprentissage uniforme, limitation du nombre des apprentis, durée uniforme de l'apprentissage, institution d'un examen à la fin de l'apprentissage, institution de commissions d'examen ; tels sont à son avis les différents moyens par lesquels il faudra s'appliquer à faire les réformes utiles.

La commission approuve ce programme, le renvoie à une sous-commission composée de deux membres patrons et de deux membres ouvriers. Cette dernière estime qu'avant de faire un projet de règlement général il est préférable de se livrer à une enquête et d'envoyer un questionnaire aux imprimeurs et à la Fédération, à la suite de cette enquête un projet définitif est élaboré. Approuvé d'abord par les Maîtres Imprimeurs il est accepté par le VIII^e Congrès à Paris en 1900.

Voici les principales clauses de cette convention :

« Deux mois après l'entrée de l'enfant en apprentissage, si le
« patron et l'enfant sont d'accord pour continuer, un contrat inter-
« viendra sous une rédaction qui sera uniforme pour toute la France.
« La durée de l'apprentissage sera de cinq années, divisées en deux
« périodes, l'une de trois années (apprentissage proprement dit),
« l'autre de deux années, pendant laquelle l'apprenti sera considéré
« comme petit ouvrier. Le temps pendant lequel l'apprenti de 1^{er}, 2^e ou
« 3^e année pourra être employé au nettoyage et aux courses ne devra
« pas dépasser douze heures par semaine. Pendant les trois premières
« années, l'apprenti ne recevra que des gratifications bénévoles ;
« durant la 4^e et la 5^e année, considéré comme demi-ouvrier, il sera
« rétribué en conscience au demi-tarif d'abord, puis aux deux-
« tiers du tarif. A la fin de la 5^e année, le patron devra délivrer
« à l'apprenti un certificat constatant qu'il a rempli ses engage-
« ments et terminé son apprentissage. Le nombre des apprentis
« (ceux à l'essai exceptés) est limité à 1 apprenti pour 5 ouvrier.

« Un dédit, variable suivant les usages locaux, à la charge de la
« partie qui aura manqué aux engagements, constitue la sanction du
« contrat. Les membres de l'Union des Maîtres Imprimeurs sont
« invités, lorsqu'ils embauchent de jeunes ouvriers, à donner la pré-
« férence à ceux qui sont porteurs du certificat d'apprentissage. Un
« modèle de ce contrat est adopté. Ne sont pas considérés comme
« apprentis, les jeunes gens dont les occupations consistent exclusive-
« ment en courses, nettoyages et appropriation du matériel ou de
« l'atelier. Par conséquent, le règlement s'applique à tout débutant
« occupé à lever la lettre ».

Et ce règlement-type sert de base à la conclusion de tout contrat d'apprentissage.

Il n'est cependant pas toujours respecté, surtout en ce qui vise la limitation du nombre des apprentis. On reproche à la Fédération d'agir ainsi par égoïsme corporatif, alors qu'elle n'a adopté cette ligne de conduite que pour mieux former les futurs ouvriers.

A Quimper en 1905, à Décazeville, au Havre, des difficultés surgissent à ce sujet entre imprimeurs et sections.

En 1908 à Philippeville une grève éclate par suite de l'inobservation du contrat par l'imprimerie Feuillé. En 1909 à Rennes à l'imprimerie Riou le nombre des apprentis est anormal, la gratification n'y est pas payée.

Là ne se bornent pas pour la Fédération les motifs de mécontentement ; certaines sections trouvent la durée de l'apprentissage trop longue. En 1910 la section du Mans émet un vœu qui est renvoyé pour étude au Comité central et dans lequel elle déclare que le laps de temps peut être, à son avis, ramené de 5 ans à 3 ans sans que la formation de l'apprenti en souffre. Toutefois il n'est porté aucun changement au règlement conclu en 1899.

Pendant la guerre, du 11 au 17 mars 1917 se tient à Paris un Congrès National du Livre sous la haute direction de la Société des Gens de Lettres, du Cercle de la Librairie et du Comité du Livre. Sous forme de rapports et de vœux il examine ce qui a trait au Livre. Le travail y est organisé scientifiquement et confié à deux sections :

la première devant étudier :

- a) la technique du Livre,
- b) les œuvres sociales ;

la seconde :

- a) l'expansion commerciale
- b) l'expansion intellectuelle.

Le secrétaire général de la Fédération faisant partie de la 1^{re} section (œuvres sociales) présente un rapport sur l'apprentissage dans l'industrie du Livre.

« En acceptant de faire cette étude, déclare M. Keufer, je me suis proposé de dire librement toute ma pensée. »

Il est juste de reconnaître et c'est tout à son éloge qu'il en use largement.

Pour un homme de métier il ne peut être mis en doute que la valeur professionnelle dans l'imprimerie va en diminuant. Pourtant le législateur s'est occupé à plusieurs reprises de l'apprentissage. Une loi du 22 février 1851 a établi le contrat qui fixe les obligations réciproques du patron, de l'apprenti et de sa famille. Comme beaucoup d'autres, elle n'est pas appliquée.

Cette négligence est cause du manque de soin porté à l'apprentissage. De plus depuis que le Brevet d'Imprimeur est supprimé la liberté d'exercer la profession a déterminé l'ouverture d'un grand nombre d'imprimeries. Les ateliers n'ont pu résister à l'envahissement d'ouvriers peu ou imparfaitement doués. Les parents souhaitent que l'enfant gagne vite sa vie, le patron de son côté demande une production abondante. Aussi la formation professionnelle est peu soignée. La spécialisation est encore un autre motif de diminution de valeur du futur ouvrier. En effet il n'est plus apte qu'à accomplir une série de travaux en dehors desquels sa capacité est nulle. Enfin dernier grief adressé cette fois aux patrons, la loi du 30 mars 1900 exige que les enfants de moins de 18 ans ne puissent travailler au-delà de 10 heures par jour. Et dans les locaux où les femmes et les enfants au-dessous de 18

ans sont occupés, les ouvriers de ce même local ne peuvent prolonger le travail au-delà de 10 heures.

Keufer démontre que les patrons travaillant sous le régime de la loi de 1848 qui donne la faculté de travailler 12 heures par jour renoncent à prendre des apprentis pour n'avoir pas à se soumettre à la loi de 1900.

Les remèdes par lui proposés se ramènent à quatre :

- 1) Prolongation de la fréquentation scolaire jusqu'à l'âge de 14 ans.
- 2) Apprentissage à l'atelier avec contrat obligatoire.
- 3) Organisation des cours professionnels par les patrons, par les ouvriers, les syndicats d'un commun accord ou par initiative respective. Les communes pourraient également organiser des cours pour une industrie locale ou régionale.
- 4) Création de commissions mixtes locales dont les attributions seraient : établissement des programmes d'enseignement technique, fixation des jours et heures de cet enseignement, désignation des professeurs techniques, surveillance des apprentis et de la marche normale des cours, remise du certificat de fréquentation des cours.

Ces projets venus en discussion devant le Congrès sont adoptés avec quelques variantes de détail. Ce vote est le point de départ de la création d'une Commission mixte à Paris. En font partie les représentants de tous les syndicats adhérents à la Fédération.

Finalement un règlement définitif est établi. En 1919 le Congrès de la Fédération l'approuve.

Cette convention étant destinée à jouer une importance considérable sur le recrutement ouvrier de l'avenir, nous croyons nécessaire d'en donner toute la teneur.

« I. — Les rapports entre patrons et apprentis sont, obligatoire-
« ment, réglés suivant un contrat écrit, signé d'une part par le
« patron et d'autre part par les parents ou tuteur de l'enfant. Ce con-

« trat ne devient effectif qu'après une période d'essai de deux mois
« au cours de laquelle les parties ont le droit de se séparer sans
« aucune indemnité de part et d'autre. Les conditions de l'apprentis-
« sage effectif seront fixées pour chaque profession par les sous-com-
« missions.

« II. — En dehors de l'apprentissage à l'atelier, il sera établi des
« cours complémentaires de perfectionnement, dont le temps sera
« pris sur les heures normales de travail. Les sous-commissions fixe-
« ront les heures, la fréquence et la durée de ces cours complémen-
« taires, ainsi que les catégories d'apprentis auxquelles ils seront
« ouverts.

« III. — Les différends qui pourraient survenir entre patrons et
« apprentis quant à l'exécution des clauses du contrat d'apprentissage
« seront soumis à une commission mixte composée de deux patrons et
« de dix ouvriers, qui pourra, le cas échéant, décider aux torts et
« griefs de laquelle des deux parties devra être prononcée la résilia-
« tion du contrat. Les décisions de la Commission mixte seront sans
« appel ; en cas de partage des voix, l'affaire suivra son cours normal
« devant la juridiction des prud'hommes.

« IV. — Dès le commencement de l'apprentissage effectif, le patron
« payera à l'apprenti un salaire quotidien, dont la quotité initiale et les
« progressions seront fixées, pour chaque profession, par les sous-
« commissions.

V. — Dans le but à la fois de favoriser l'accomplissement intégral de
« l'apprentissage et de créer un moyen de sanctions indispensables
« dans un contrat, le patron, indépendamment du salaire quotidien,
« payera à l'apprenti, à la fin de son apprentissage, une somme — ou
« pécule — produite par des totalisations hebdomadaires ou mensuelles
« dont le minimum sera fixé par les sous-commissions.

« VI. — Si la Commission mixte a prononcé la résiliation du con-
« trat aux torts de l'apprenti, celui-ci perd tout droit au pécule qui
« redevient la propriété personnelle du patron.

« VII. — Si la Commission a prononcé la résiliation aux torts du
« patron, celui-ci devra verser immédiatement à l'apprenti le montant
« alors totalisé du pécule et, en outre, une somme égale, à titre d'in-
« demnité pour rupture injustifiée.

« VIII. — Quelques membres de la Commission ont paru comprendre
« que la responsabilité du patron étant plus grande que celle de l'en-
« fant, le patron devrait, outre l'indemnité égale au montant du pécule,
« verser une autre somme, non plus à l'apprenti lui-même, mais à

« une caisse syndicale dont les fonds serviraient à des œuvres d'amélioration de l'apprentissage. Cette mesure aurait l'inconvénient de faire intervenir un tiers, surtout si ce tiers était un groupement, dans un contrat qui doit rester personnel entre le patron et l'apprenti. Tout ce que l'on peut demander, c'est une équivalence de la responsabilité entre les deux parties; si les patrons veulent aller plus loin dans cette voie, c'est affaire à eux.

« IX. — Un bon apprentissage est un excellent préservatif contre les dangers de la spécialisation parce qu'il permet à l'ouvrier ayant reçu une bonne formation générale dans sa profession, de travailler utilement dans toutes les divisions que cette profession comporte et, par cela, d'être moins exposé au chômage.

« X. — Etant donné que l'accord entre les ouvriers et les patrons sera toujours possible, afin d'éviter les crises occasionnées par une main-d'œuvre trop nombreuse, il est nécessaire de limiter le nombre des apprentis, chaque année, selon les besoins de la corporation.

« XI. — Cette limitation étant faite afin de concilier les intérêts économiques du pays et les intérêts des ouvriers et des patrons, le nombre nécessaire des apprentis donnera lieu à des accords inter-syndicaux patronaux et ouvriers qui tiendront compte des exigences des professions et de l'ensemble de la corporation du Livre.

« XII. — La main-d'œuvre étant devenue rare tant par le fait de la guerre qu'à cause du développement de toutes les industries nationales, il pourrait être nécessaire, du moins pendant quelques années, de faire une place à la main-d'œuvre féminine, malgré que le travail de la femme dans les ateliers ne soit pas désirable en fait.

« XIII. — Il sera important de régler les conditions de recrutement pour l'apprentissage, la production et la rétribution de la femme dans les ateliers des différentes professions du Livre, et chaque sous-commission aura à en décider en tenant compte de sa nature physiologique et de sa conséquence sur la production.

« XIV. — Dès sa sortie de l'école primaire, l'enfant est aujourd'hui peu apte à entrer dans l'atelier patronal pour y commencer son apprentissage; le préapprentissage n'étant pas organisé à l'école, il n'est pas très bien fixé sur sa vocation encore, et les ouvriers, comme les patrons, négligent trop souvent son instruction professionnelle. Dans l'intérêt de l'enfant comme dans celui de la profession, il convient de prévoir au moins une première année d'apprentissage dans un atelier-école où le jeune apprenti se rendra compte de ses goûts d'abord et où il prendra la bonne méthode du travail pour tout ce qui

« concerne les premiers éléments, base de la profession qu'il aura
« adoptée.

» XV. — Dès sa sortie de l'atelier-école, le jeune apprenti sera
« apte à travailler dans l'atelier patronal où il continuera et terminera
« son apprentissage afin de devenir un bon ouvrier. Il devra com-
« pléter son éducation et son instruction professionnelle aux cours
« théoriques du soir ou de demi temps créés dans sa profession.

« XVI. — L'organisation des ateliers écoles de préapprentissage,
« cours du soir ou de demi temps et écoles professionnelles, sera
« soumise à l'étude des sous-commissions afin que chaque profes-
« sion puisse donner le concours le plus utile à ces créations qui
« nécessitent des frais et des pratiques nouveaux.

« XVII. — Autant pour suivre la carrière du jeune ouvrier que
« pour fixer ses progrès, il importe de créer le Livret d'apprenti qui
« sera ouvert dès l'entrée en apprentissage et annoté soigneusement
« par le patron. Ce livret formera un document précieux entre les
« mains des ouvriers.

« XVIII. — Les métiers étant différents dans la corporation du
« Livre, chaque sous-commission est seule compétente pour établir
« le programme de l'apprentissage et le modifier ensuite selon l'ex-
« périence et après accord de la commission plénière.

« XIX. — Chaque sous-commission devra également régler la
« périodicité et les règles des examens à faire subir aux apprentis.

« XX. — Il en sera de même pour déterminer les modes d'en-
« couragement à prévoir pour les apprentis.

« XXI. — La commission plénière estime que les sous-commissions
« doivent donner leur avis relativement à la nomination d'une com-
« mission permanente intersyndicale des professions du Livre et des
« Arts graphiques, pour que soient assurés le contrôle et le perfec-
« tionnement constant de l'apprentissage ».

Malgré le soin apporté à la rédaction de cette convention
il est un sujet sur lequel elle est muette, c'est celui qui a trait
à l'encouragement des bonnes volontés pour le développe-
ment et le perfectionnement technique des apprentis. Le
Comité fédéral encouragé par les louables efforts d'une
quinzaine de sections s'applique, par la suite, à combler
cette lacune. Il prête son concours entier, envoie des livres,
de l'argent, insiste auprès de l'Enseignement technique pour

que des cours soient organisés. Ses entreprises ne sont pas vaines ; à titre d'expérience cette administration distribue des bourses d'apprentissage. Un concours annuel est organisé, des prix distribués.

Dès 1922 les Maîtres Imprimeurs recherchent avec une Commission technique de compositeurs, imprimeurs et lithographes les moyens pratiques d'améliorer les conditions de l'apprentissage. Ils élaborent ensemble un contrat individuel d'apprentissage dont l'application est sous la surveillance d'une Commission mixte locale.

Ce contrat type fixe :

- 1^o Durée de l'apprentissage du : a) compositeur ; b) conducteur typographe ; c) lithographe. La durée totale de l'apprentissage pour chaque spécialité est de 4 ans.
- 2^o Les obligations des apprentis ;
- 3^o Les obligations des Patrons ;
- 4^o Rapports des Parents et des Patrons ;
- 5^o Obligation des Parents ;
- 6^o Examens ;
- 7^o Retributions ;
- 8^o Les Pécules ;
- 9^o Ruptures du contrat A) par l'apprenti ; B) par le Patron ;
- 10^o Règlement du Pécule ou des Indemnités.

Le texte de ce Contrat est envoyé aux sections.

En 1923 le Bulletin technique de la 21^e section, dont la publication avait été suspendue faute d'argent, paraît à nouveau. Une allocation de 10.000 francs est accordée pour la réouverture des cours professionnels de Paris. Le Comité fédéral vote une somme de cent francs à verser à chacun des meilleurs élèves du concours annuel précédemment institué.

En 1924 les sections s'occupent de leurs apprentis avec beaucoup de zèle. Le *Manuel* Victor Breton, guide de l'ouvrier typographe dont le tirage est épuisé rapidement, est remis en réimpression par la Section de Paris,

En 1925 le Parlement vote la Loi Astier qui instaure la

taxe d'apprentissage. Le produit de cette taxe versée par les patrons doit servir à organiser toutes institutions visant à la formation professionnelle d'un ouvrier véritable. Les Maîtres Imprimeurs ne semblent pas avoir accueilli avec bienveillance cette taxe. Dans le seul département de la Seine 10 % des chefs d'entreprises ont fait en 1926 la déclaration prévue par la Loi. Tous les autres ont dû être taxés d'office.

Une loi du 20 mars 1928 rend le contrat d'apprentissage écrit obligatoire. Le Comité Fédéral, malgré l'indifférence des Patrons, s'efforce de faire appliquer cette règle qui pénètre lentement et difficilement dans les mœurs. Cependant, en 1930, 423 maisons se répartissant en 36 villes ont le contrat d'apprentissage écrit.

Durant la période qui s'étend entre le Congrès de Lille et celui de Toulouse, 1924-1929, les ouvriers sont préoccupés par la question du nombre des apprentis. Les patrons et les ouvriers procèdent respectivement à une double enquête pour avoir des éléments de contrôle. Le Comité Fédéral reste toujours attaché au même principe, à savoir que le nombre d'apprentis doit être de 1 pour 5 ouvriers. Ainsi toutes garanties de formation sérieuse sont données. Au Congrès de Toulouse, le délégué d'Angers demande que le chiffre soit de 1 apprenti pour 7 ouvriers. Les Congressistes n'acceptent pas.

Depuis la loi du 25 juillet 1919 l'Enseignement technique accorde des subventions aux Sections qui organisent des cours professionnels et des concours d'apprentis.

Telle est l'œuvre accomplie par la Fédération. Livrée d'abord à sa seule initiative, secondée ensuite par l'Etat, elle a pu mener à bien le travail entrepris.

Elle donne actuellement aux apprentis l'aide et l'appui nécessaires pour faire d'eux de bons ouvriers.

CHAPITRE IV

Le travail des femmes.

La question de l'admission des femmes dans les ateliers de composition a été souvent mise à l'étude depuis la fondation de la Fédération. Sur ce point, cependant, à l'encontre de la tactique méthodique suivie pour les autres revendications ouvrières, l'attitude a varié avec le temps.

Dès le 1^{er} Congrès, 1881, ce sujet est examiné. Plusieurs délégués se montrent partisans de l'admission des femmes à tarif égal à celui des hommes. D'autres, et c'est la grande majorité, faisant état des conséquences funestes, tant au point de vue moral qu'hygiénique, d'une telle décision, déclarent que « les patrons n'ont jamais eu l'intention de faire de la femme une ouvrière, elle n'a jamais été pour eux qu'un instrument de combat contre nos revendications légitimes ».

Qui pourrait leur tenir rigueur d'un tel état d'esprit ? Dès 1840 l'imprimerie Didot n'avait-elle pas employé des femmes sous prétexte de philanthropie à un salaire dérisoire ? En 1861 l'imprimerie Leclère, rue Cassette, à Paris, avait eu la même ligne de conduite. Bien mieux, les ouvriers ayant fait grève furent emprisonnés. La même année un prêtre de Montrouge apprend aux jeunes filles dans des Communautés religieuses le métier de « typotes ».

En 1874, le *Courrier de Lyon* introduit des femmes dans ses ateliers. Elles ne peuvent arriver à exécuter le travail. Aussi avant la fondation de la Fédération les typographes lyonnais avaient-ils voté lors de leur Congrès en 1878

l'ordre du jour suivant contre « la conduite de ces soi-disant philanthropes protecteurs de la femme qui la poussent dans l'imprimerie pour lui offrir un tarif inférieur à celui qui ne permet à l'homme que de vivre bien étroitement, et qui ne se servent des femmes que pour arriver à réduire le salaire des hommes ».

Quoi d'étonnant, après ce triste passé, à ce que les premiers fédérés se prononcent à la quasi-unanimité contre l'admission de la femme.

En 1883, au 2^e Congrès, la proposition suivante est votée par 23 voix contre 3 et 3 abstentions sur 29 votants : « écarter, par tous les moyens légaux, même à salaire égal, la femme de l'atelier, et particulièrement de l'atelier de composition, sa présence constituant un danger permanent d'avilissement des prix de main-d'œuvre dans ces derniers ateliers, où elle entre non point comme auxiliaire, mais bien comme concurrente ».

En 1887 encore (4^e Congrès) malgré la tactique nouvelle adoptée par le Comité central et présentée comme suit : « chercher tous les moyens propres à empêcher la femme de devenir un instrument d'avilissement de salaire, en suscitant la création de syndicats féminins, destinés à maintenir le tarif et à arrêter la décadence de notre industrie », le rejet de cette proposition fut votée.

A ce même Congrès cependant un délégué de Bordeaux ayant présenté le projet de considérer comme grévistes « les membres des groupes fédérés remplacés par des femmes, dans les villes où il n'en existe pas », le nombre des voix est partagé. Les sections consultées adoptent par la suite cet ordre du jour.

Nous avons vu dans la partie historique qu'en 1888 la Fédération est en proie à des tiraillements intérieurs causés par les tendances doctrinales politiques en présence. L'année suivante pour le V^e Congrès cette question est soumise une fois de plus aux délégués et est encore présentée à l'étude par la section parisienne. Un Congressiste révolutionnaire prétend que si on adoptait ses doctrines la solution

serait vite trouvée. Keufer lui réplique aussi vertement que la doctrine positiviste est, selon lui, la seule capable de résoudre ce grave problème.

Finalement, la proposition sur le syndicat des femmes est repoussée.

En 1892 un nouveau changement de méthode se produit. A cette date, en effet, les statuts de la Fédération sont modifiés et l'article 17 § 2, 2^e alinéa porte que : « dans les maisons où il y a des compositrices, les fédérés ne seront considérés comme grévistes que lorsque leur remplacement par ces dernières aura été précédé d'une proposition d'abaissement de salaire ».

A la suite du pénible incident de 1895 où Keufer, est chassé du Congrès des Maîtres Imprimeurs, en manière de conciliation l'imprimeur Daniel renonce à occuper des femmes dans ses ateliers. C'est la première grande victoire des typographes.

En 1900 à Lyon où se tient le Congrès national de la Fédération on se prononce encore pour l'exclusion de la femme en invoquant des considérations d'hygiène.

Cette détermination peut sembler excessive et pourtant les femmes n'ont pas cessé par la suite de jouer leur rôle. Au moment de la fameuse campagne de 1906 elles sont briseuses de grève et trahissent la cause syndicale. Dans toutes les grandes villes les typographes ont à se plaindre d'elles ; à Nevers elles causent une mise bas, à Lille également et dans bien d'autres endroits.

En 1910, le journal *Le Petit Parisien* les emploie dans les équipes de jour. A cette époque la ville la plus éprouvée est celle de Tours. 400 femmes y sont employées à un tarif inférieur. Elles se contentent de leur sort ; car leur profession est comparativement la mieux payée et surtout parce qu'elles jouissent d'une liberté qu'elles n'obtiennent pas ailleurs. Les apprenties femmes sont rémunérées plus ou moins suivant « que la tête plaît au patron ». C'est du moins ce qu'affirme le délégué de Tours au Congrès de Bordeaux. A peine les jeunes filles ont-elles fini leur apprentissage qu'elles sont

occupées dans des ateliers mixtes. Cette promiscuité est cause des pires désordres. Les usines de guerre où les femmes travaillaient en grand nombre avec les hommes nous ont donné de tristes preuves de ces honteux débordements.

Aussi pour essayer de porter remède à cet état de chose, le confrère Burgard présente au Congrès de 1910 un rapport sur le travail des femmes.

Il recherche d'abord les causes de leur emploi. Pour lui, il n'y a aucun doute, tout le mal vient de l'employeur. Il ne faut donc plus frapper les femmes d'ostracisme mais se retourner contre les patrons.

Il est une formule qui revient souvent dans les conversations des typographes quand ils discutent cette question c'est celle-ci « la femme au foyer ».

Keufer a dit quelque part que « la femme est l'intermédiaire divin entre l'homme et la nature ».

Son rôle social et naturel c'est de s'occuper de son intérieur, d'avoir des enfants. Si elle pénètre à l'atelier, elle est forcée de négliger les devoirs de son état, elle devient en outre pour l'ouvrier une terrible concurrente car elle accepte de travailler à vil prix. Son salaire servant seulement à accroître le bien-être du ménage ; elle se montre d'une docilité extrême puisqu'elle considère en somme comme une faveur de pouvoir ainsi parfaire la somme nécessaire à l'entretien de son mari et d'elle-même. Son troisième rôle, le plus odieux, c'est d'être en définitive la soupape de sûreté en cas de grèves. De multiples exemples viennent corroborer cette thèse.

Faut-il empêcher la femme de gagner sa vie ? Evidemment, ajoute le rapporteur, la jeune fille sans ressources doit travailler pour vivre. Mais les emplois de « femmes » ne manquent pas sans qu'elle ait à venir apprendre le métier de « typote », métier insalubre et nocif.

Mais si dans l'état actuel des choses (nous sommes avant-guerre) la femme seule est obligée de travailler il faut que

celle qui a trouvé un compagnon n'en soit pas réduite à cela. Le mariage doit affranchir la jeune fille.

Maintenant pour celles que le malheur a frappées, veuves, divorcées, abandonnées, si elles n'ont pas assez pour subsister, elles ne doivent plus se contenter de faire la même besogne que l'homme à un salaire d'appoint. Dans la métallurgie cette énormité sévit ; des pauvres filles, des enfants presque, sont occupées aux machines à percer, à fraiser, à tarauder le fer à un tarif inférieur de 40 % à celui des hommes. Ce sont là de honteuses pratiques.

En cela nous sommes entièrement d'accord avec le rapporteur. En nous plaçant à la période d'avant-guerre, nous estimons que la règle « la femme au foyer » aurait dû s'appliquer sans aucune exception. La femme, être de sensibilité et d'amour, est faite pour être notre agréable compagne, nous donner les joies de l'affection et de la paternité.

Pour la suite du rapport nous émettrons cependant quelques réserves.

Continuant sa pensée, le confrère Burgard déclare, en effet, que si par nécessité il faut se résoudre à accepter la femme dans l'imprimerie (où elle s'est d'ailleurs largement implantée) ce n'est qu'à la condition suivante : « à travail égal, salaire égal ».

Pour défendre cette idée, il rejette d'abord les prétentions des patrons qui disent que la femme a moins de besoins à satisfaire que l'homme, que de plus sa production est moins intense étant donnée sa faiblesse et son peu d'endurance.

Comme lui nous sommes d'avis que les besoins de l'homme et de la femme sont égaux. Sans entrer dans les détails vulgaires de l'existence quotidienne nous constatons que le prix de la vie est le même pour tous. Le pain, le vin, le loyer sont-ils payés différemment selon que l'on est homme ou femme ? Ce serait une absurdité de le soutenir.

Quant à la faiblesse de production, nous pensons qu'il y a lieu de faire quelques restrictions. De par sa nature même, de par son sexe, la femme est sujette à des fluctuations essentiellement variables. Elle n'a pas la résistance de l'homme.

Le travail de composition est très absorbant et par conséquent pénible. Quand il faut, des heures durant, lever la lettre ou taper sur le clavier de la linotype, les nerfs sont exacerbés. Il faut cependant faire vite et bien. L'organisme d'une femme si résistant soit-il ne peut pas fournir un effort de si longue durée. Aussi nous croyons qu'il faut sur ce point être moins catégorique.

L'argument beaucoup plus juste et qu'on ne peut contester c'est que le prix de vente de la « ligne » est le même qu'elle ait ou non été exécutée par un homme ou une femme.

En définitive on peut accepter cette idée « à travail égal salaire égal ».

Etant bien entendu qu'en somme l'homme gagnera toujours davantage que la femme par suite de sa productivité généralement plus grande.

Dans la deuxième partie de son rapport Burgard expose les résultats négatifs obtenus jusqu'en 1910. Il nous montre la femme s'exténuant au travail aux pièces. Pourquoi les occupe-t-on ainsi et non pas « en conscience » ? Bien plus, dans les ateliers leur nombre va croissant malgré les décisions prises jusqu'alors par les Congrès. Il faut prévoir l'avenir. On ne peut pas moralement empêcher une femme de travailler dans l'imprimerie ; mais c'est le rôle de la Fédération de l'aider et de la soutenir si elle se trouve dans cette situation. En conséquence il dépose les conclusions suivantes :

I. — Seront soutenues moralement et matériellement les sections qui après examen de la situation et d'accord avec le Comité central, voudront réagir contre l'exploitation de la femme par l'obtention en leur faveur du tarif minimum syndical.

II. — Pendant une période transitoire à déterminer par le Congrès, les femmes actuellement employées en qualité de compositrices ou linotypistes, sans distinction d'âge ou de situation de famille, pourront être admises dans la Fédération du Livre aux mêmes conditions que les hommes.

A l'issue de la période transitoire, seront seules admises au syndicat les femmes payées au tarif syndical.

Vœu.

Le Congrès émet le vœu que les travailleurs chefs de famille aident à l'application du principe de la « Femme au foyer » et engagent leurs compagnes à se refuser à tout travail extérieur.

La discussion s'engage à la 12^e séance du Congrès, chacun donne son opinion. Le délégué de Nancy déclare qu'il votera « contre » car pour lui la place de la femme n'est pas au syndicat. Le délégué de Lille est « contre » car, dit-il, même s'il occupe la femme à salaire égal le patron a comme arrière-pensée le secret désir de le réduire dès que les circonstances le lui permettront.

Sergent, délégué de Paris, rappelle qu'en 1906 la 21^e section a organisé un syndicat de femmes, parce qu'elles étaient payées à un tarif inférieur. Elles ne se sont groupées que sous la condition qu'un écart subsisterait entre leur salaire et celui des hommes. Pendant la grève des linotypistes, des femmes qui travaillaient auparavant 10 heures se sont empressées de remplacer les grévistes en acceptant de travailler 8 heures pour 8 francs. Voilà leurs remerciements. Inutile d'ajouter ce que sera son vote.

Finalement après une énergique intervention de Keufer on procède au vote dont voici le résultat :

Suffrages exprimés.....	136 voix
Majorité absolue.....	69 —
Pour l'adoption des conclusions du projet Burgard.....	74 —
Contre	62 —
Abstentions	22 —

C'est, on le voit, de justesse que le rapport est adopté.

La période transitoire est fixée à deux ans à dater du 1^{er} janvier 1911.

Le « vœu » n'est pas mis aux voix.

C'est créer ainsi une situation extrêmement complexe pour

l'avenir ; en effet, d'une part la femme actuellement occupée dans l'atelier doit donc être payée au tarif minimum syndical. Celle qui veut faire partie de la Fédération peut y être admise aux mêmes conditions que les hommes. A partir de 1911 elle ne pourra s'y affilier qu'à condition d'être payée au tarif syndical.

Il est donc impossible d'appliquer cette décision, strictement suivie elle serait cause de conflits et d'injustice. Il est en effet, inique de voir varier la condition de la femme suivant qu'elle est « typote » avant ou après une date arbitrairement fixée.

Cependant il nous faut souligner que le Congrès de Bordeaux est le premier qui se soit prononcé pour l'admission de la femme dans l'Imprimerie et à la Fédération.

Par la suite de nombreuses tentatives sont faites pour la création de syndicats féminins. Jusqu'en 1914 elles ne sont pas très heureuses.

Pendant la guerre les difficultés de la vie donnent naissance à un mouvement dans l'Industrie. L'imprimerie n'en est pas exempte.

Le nombre des femmes obligées de travailler est considérable. Elles comprennent mieux étant livrées à leurs propres ressources la nécessité d'une organisation de défense. Elles font cause commune avec les hommes pour les revendications et les grèves. Des groupements féminins se constituent, en particulier à Laval, Bordeaux, Tours, Châlons. Ils demandent à entrer à la Fédération. On ne peut leur donner satisfaction car pour le tarif elles ne sont pas dans les conditions fixées par le précédent Congrès.

En 1919 au cours des négociations laborieuses entre le Comité central et les Maîtres Imprimeurs pour l'indemnité de vie chère et la rémunération des heures supplémentaires, les femmes s'associent au mouvement. C'est donc un changement complet de leur mentalité.

Faut-il au lendemain de la guerre se tenir encore avec elles sur la défensive et se montrer défiant à leur égard ? L'intérêt de la Fédération n'est-il pas au contraire de les

recevoir généreusement dans son sein. On a reproché aux typographes leur égoïsme corporatif. Le moment est venu pour les travailleurs du Livre de montrer à leurs détracteurs leur magnanimité et leur grandeur d'âme.

Après l'armistice nous voyons que la Fédération a perdu 950 membres environ tombés sur les champs de bataille ou victimes de la guerre, ajoutons à ce chiffre déjà imposant celui des blessés ou mutilés qui s'élève à 736. La conséquence est facile à deviner. La main-d'œuvre masculine est considérablement diminuée. A la suite de l'effroyable cataclysme les naissances sont peu nombreuses d'où difficulté d'avoir un recrutement suffisant.

Ne sont-ce pas là des motifs propres à faire réfléchir un ouvrier avisé et raisonnable ?

Bien plus, ces morts, ces infirmités ont forcé les femmes à rechercher un travail extérieur. Et puis si nous voyons les nouveaux riches parader dans les palaces où ils dépensent sans compter, nous trouvons aussi des nouveaux pauvres. Tel ménage qui avant guerre pouvait vivre du fruit du travail du seul mari et de l'intérêt du petit capital lentement économisé, n'est plus à même de subsister actuellement avec la hausse croissante de la vie.

Ces arguments, joints à ceux cités plus haut démontrant que la femme s'éveille enfin aux idées syndicales, déterminent le secrétaire général Keufer à présenter un rapport au Congrès de Nancy tenu en 1919.

La question est cette fois envisagée à travers le prisme des idées positivistes du sympathique rapporteur.

« Le travail industriel de la femme, dit-il, est un désastre social ». Fidèle continuateur des idées d'Auguste Comte dont il a été fier à plusieurs reprises de se dire l'élève et le disciple il se déclare d'abord l'adversaire de l'égalité absolue des sexes. La nature a différencié les organes, spécialisé les fonctions ; le rôle de la femme ne peut pas être identique à celui de l'homme. Il doit rester distinct et ne peut être qu'*équivalent* mais non égal.

En effet, au point de vue du droit absolu l'égalité existe

entre tous sans aucune distinction de même au point de vue économique : Hommes ou femmes nous jouissons des mêmes droits, de la même liberté, nous avons les mêmes besoins, nous recherchons leurs satisfactions par les mêmes moyens.

Mais si on se place sur le terrain moral et social on s'aperçoit qu'il n'y a plus égalité.

Quel est le rôle de la femme, sa destination naturelle ? C'est de fonder une famille, d'avoir des enfants. Gardienne du foyer elle soutient son mari, le réconforte de son affection.

Si elle travaille à l'extérieur qu'arrive-t-il ? Le foyer disparaît, la maternité devient une charge, le mari se détache de son « chez lui » et va festoyer dans les cabarets.

Pour la Société c'est un désastre. Donc féministes enragés ne concluez pas à la légère qu'il faut l'égalité absolue des sexes. Si la femme a besoin d'émancipation, la seule, la vraie qui compte, celle qui lui donnera le bonheur, c'est la douce chaîne du mariage !

Mais hélas, et c'est ce qui désole Keufer, la femme est réduite à travailler. On a pu lui reprocher d'être une terrible concurrente par sa subordination presque servile et son attitude pendant les grèves.

Mais c'est le temps passé ; la guerre a réveillé son ardeur syndicale. Plus réaliste, plus matérielle, elle est aussi beaucoup plus positive que l'homme.

La guerre a brisé et détruit l'énergie virile. Pour sauver le pays, pour lutter contre l'ennemi du temps de paix, on en est réduit à faire appel à la main-d'œuvre féminine.

Keufer constate que ses belles théories positivistes « la femme au foyer » sont hélas sans objet en 1919. Il laisse deviner à ses camarades du Congrès l'inquiétude qui l'envahit. Lui, qui depuis 39 ans a tout fait pour rendre à la femme son rôle normal dans la société, vient faire appel aux typographes et leur dire que pour l'avenir il faut recevoir la femme sur le même pied que l'homme à l'atelier et au syndicat.

En effet, non content d'être une nécessité au point de

vue individuel, le travail de la femme doit être accepté au point de vue social. Il y a véritablement crise d'hommes. Il faut à tout prix augmenter et accroître la production. Et puis c'est le besoin qui pousse la femme à l'atelier. Lui supprimer son gagne-pain serait injuste et maladroit.

Finalement le rapporteur dépose les conclusions suivantes :

« Le Congrès, après avoir entendu l'exposé des arguments apportés « par les délégués, pour ou contre l'admission de la femme dans l'im- « primerie, se prononce en principe pour son admission sous les « réserves suivantes :

« 1) Le nombre des apprenties compositrices ne pourra être supé- « rieur dans chaque atelier, au quart du nombre des apprentis compo- « siteurs. Dans les ateliers où le personnel sera restreint, une apprentie « ne pourra y être occupée que si ce personnel est composé d'au moins « cinq ouvriers et s'il n'y a pas d'apprenti compositeur.

« 2) Dans les imprimeries qui n'occupent pas de compositrices, les « femmes qui pourraient y être embauchées ne pourront pas dépasser « la proportion d'une femme pour cinq ouvriers. Dans les imprime- « ries où les femmes sont en nombre supérieur, la proportion ci-dessus « devra être atteinte par voie d'extinction graduelle ou pour toute « autre cause.

« La rétribution des femmes sera conforme à cette règle « à travail « égal, salaire égal ». Les conditions d'apprentissage seront semblables « pour les filles comme pour les garçons.

« Les jeunes filles et les garçons, avant d'être admis dans l'impri- « merie devront être l'objet d'un examen médical. Le certificat du « médecin devra constater un bon état de santé générale.

« Les ateliers doivent être tenus dans un état de salubrité, conformé- « ment à la loi sur l'hygiène et la sécurité du personnel, de manière à « assurer la propreté des locaux et celle des ouvriers des deux sexes ».

Le rapport vient ainsi en discussion devant les Congres-
sistes. Chacun fait valoir ses arguments pour ou contre l'ad-
mission. Ce n'est en somme que la répétition de ceux exposés
précédemment. Certains délégués se plaçant au point de vue
international expliquent qu'en Belgique, en Suisse, en Alsace-

Lorraine, les syndiqués n'acceptent pas les femmes dans leurs organisations.

Cependant nous observons que dans d'autres pays elles sont employées. L'Angleterre, l'Amérique, l'Allemagne depuis la guerre sont autant de nations où la femme est acceptée dans les Fédérations ouvrières.

Il est procédé ensuite au vote par mandat.

Votants	160 voix
Majorité absolue.....	81 —
Pour l'admission.....	120 —
Contre	34 —
Abstentions.....	6 —

A dater de ce jour la Fédération ne s'oppose donc plus à l'emploi de la femme dans les ateliers.

Etant données les considérations sociales, économiques et morales qui ont été envisagées il convient de féliciter hautement les ouvriers du Livre de cette sage décision.

Il ne faut pas toutefois se leurrer et croire que du jour au lendemain la femme s'éveillera à l'idée syndicale.

Dès 1921 quelques patrons pour obtenir une diminution de salaire se servent des femmes. A Tours une grève éclate qui dure 17 jours. Elle nous éclaire sur la mentalité féminine. A cette date la maison Mame sous la pression des ouvriers syndiqués décide d'accorder une augmentation de salaire à tous ceux qui sont « qualifiés ». Les brocheuses sont, sans motif, privées de cette bonification. Par solidarité les hommes déclarent la mise-bas dans l'espoir de faire accorder satisfaction aux femmes. Au bout de quelques jours celles pour qui on fait grève se présentent à l'atelier et reprennent leur travail au tarif antérieur.

Cet exemple pourrait-on dire est choisi pour les besoins de la cause. Cependant il nous paraît, qu'en général, il est bon de ne pas trop compter sur la femme, surtout en ce qui touche à la question syndicale.

Les ouvriers du Livre, en se reportant aux jours passés, ne peuvent qu'être fâcheusement impressionnés sur son compte.

Peu nombreuses actuellement sont celles qui sont syndiquées. Se contentant de gagner fort honorablement leur vie, elles ne songent guère à faire œuvre de solidarité. Espérons que dans un avenir prochain elles comprendront mieux leur devoir et qu'au lieu de subir passivement leur sort elles feront preuve d'une activité agissante.

CHAPITRE V

L'hygiène à l'atelier.

Dans l'imprimerie on a toujours eu coutume et on a encore pour habitude, dans certaines maisons, de se soucier fort peu de l'hygiène à l'atelier.

Patrons et ouvriers se montrent également indifférents.

La propreté est considérée comme un luxe. Il est étonnant que les typographes, hommes bien pensants, soient si négligents pour tout ce qui a rapport à la salubrité.

Les lois traitant de cette question n'y sont pas appliquées, on travaille dans des sous-sols, sans air, sans lumière, sans le cubage d'air nécessaire. Personne ne manifeste son mécontentement.

Pourtant depuis la création de la composition mécanique les dangers d'intoxication et de maladie sont à redouter à cause du lent empoisonnement provoqué par les poussières de plomb.

Il est un pays voisin, l'Allemagne, où la législation est rigoureusement suivie. Cependant malgré l'observation des précautions à prendre nous lisons dans un rapport présenté par M. le Dr Choquet, qu'une enquête entreprise à Berlin quelques années avant la guerre donne des résultats déconcertants :

« L'analyse de l'air dans l'imprimerie d'Etat est la suivante :

« Echantillon prélevé à une hauteur de 10 centimètres au-dessus du plancher 0,89 % de plomb ;

« Sur le composteur, à 52 centimètres du plancher 1,73 % ;

« Sur un meuble à 2 m. 25 du plancher 0,62 %.

« En moyenne la poussière d'imprimerie contient 1,6 % de « plomb. »

Ces poussières proviennent du maniement et du frottement des lignes. Les mains des ouvriers en sont donc imprégnées. S'ils ne se les lavent pas avant de prendre leur repas, s'ils négligent de nettoyer leur ongles, d'enlever leur blouse à la sortie de l'atelier, ils courent de sérieux dangers d'intoxication. Certains ont l'habitude de déposer leurs cigarettes sur le bord de leurs casses et peuvent, de cette façon, absorber une assez grande quantité de poussière plombique.

Si nous nous en rapportons aux travaux des médecins qui font autorité dans la matière tels que : Grisolle, Manouvrier, Charcot, Thoinot les troubles et symptômes pathologiques qui constituent les manifestations les plus communes du saturnisme (ou intoxication par le plomb) s'énumèrent ainsi :

a) *Accidents aigus* :

- 1) coliques de plomb ;
- 2) myalgies-arthralgies ;
- 3) troubles nerveux moteurs et sensitifs : paralysies, encéphalopathie, hystérie saturnine, tremblements.

b) *Accidents chroniques* :

- 1) anémie progressive ;
- 2) néphrite saturnine ;
- 3) goutte saturnine ;
- 4) artériosclérose.

Ces dangers ne menacent pas seulement l'individu mais sa descendance. Sur 123 grossesses, le père ou la mère étant saturnin, le docteur Constantin Paul constate 64 avortements, 4 accouchements prématurés, 5 morts-nés, et 20 décès dans la première année. Tardieu accuse 609 avortements sur 1.000 grossesses chez les femmes travaillant le plomb.

Le Dr Balland, dans le service du professeur Pinard, établit les propositions suivantes :

« Le saturnisme produit de nombreux avortements ou des

« accouchements prématurés dont les enfants ne sont pas
« viables ; les femmes qui accouchent à terme ne donnent
« le jour qu'à des enfants faibles, d'un poids très inférieur
« à la normale et qui meurent dans les premiers mois ou les
« premières années.

« La transmission du poison se fait par l'intermédiaire du
« placenta. Une mère saturnine donne avec son lait à son
« nourrisson une intoxication lente et progressive par le
« plomb qu'il peut contenir ».

Dans une statistique publiée en 1920 nous trouvons exposés les maux auxquels sont voués les compositeurs : sur environ 3.000 opérateurs :

387 se plaignent de maux de tête ;
403 se plaignent de faiblesse de la vue et de maux d'yeux ;
176 se plaignent d'insomnie ;
129 se plaignent de maladie d'estomac ;
186 se plaignent de constipation ;
62 se plaignent d'hémorroïdes ;
55 se plaignent d'intoxication.

Ces maladies peuvent néanmoins être sensiblement amoindries, sinon complètement évitées. Par une meilleure installation des ateliers, par des soins de propreté personnelle bien observés, par des mesures d'hygiène sérieusement appliquées, les dangers du saturnisme peuvent en grande partie disparaître.

L'autre danger qui menace les travailleurs du Livre c'est la tuberculose. Pendant la guerre 120.000 hommes ont été réformés pour cette maladie. N'ayant pas une pension suffisante ils reprennent place dans les ateliers, c'est leur condamnation à mort.

L'emploi de compositeur est sédentaire. L'aération pulmonaire insuffisante avec absorption de poussières toxiques, prédispose à la tuberculose. Quel ravage pour celui qui est déjà atteint.

En 1919 au Congrès de Nancy un rapport visant la création d'une section d'hygiène est présenté par la 21^e section.

Les moyens proposés : création de sanatoria, de préventorium, etc., etc., nécessitant des sommes élevées dont ne peut hélas disposer la Fédération on se trouve réduit à adopter la motion suivante :... « Le Congrès... décide... que la Fédération prendra à sa charge la moitié des frais que représentera « la création d'un organisme de contrôle vigilant sur l'hygiène dans les ateliers et dont les sections pourraient « prendre l'initiative ».

Le Parlement s'est occupé des maladies professionnelles dont certaines en application de la loi du 25 octobre 1919 sont assimilées aux accidents de travail.

Malheureusement le tableau annexé à la loi contient la nomenclature **restreinte** des maladies saturnines. Le Comité Fédéral s'est employé à demander l'extension de cette loi protectrice. Il a multiplié les démarches amiables tant auprès des pouvoirs publics que de la Commission supérieure des maladies. Le 28 novembre 1925 notamment Liochon écrivit au ministre du Travail pour lui demander de retenir les propositions suivantes :

- 1) Classer la lithographie parmi les industries employant des matières nocives.
- 2) Augmenter le nombre des maladies inscrites au tableau annexé à la loi et admettre toutes les manifestations du saturnisme causées par les manipulations et la respiration de poussières de plomb.
- 3) Rendre la loi applicable sans contestation en faveur de tous ceux qui sont actuellement victimes du saturnisme, que leur intoxication soit ou non antérieure à la promulgation de la loi de 1919. En effet en vertu du principe qu'aucune loi n'a d'effet rétroactif, les Cies d'assurances ont soutenu et des tribunaux ont admis que des saturnins ayant souffert, avant l'application de la loi, de leur intoxication, ne pouvaient prétendre au bénéfice de cette loi que forfaitairement et proportionnellement au délai qui sépare de janvier 1921 date de la mise en vigueur de la loi. Ce serait admettre que

seuls ont droit au bénéfice de la loi ceux qui sont entrés dans l'industrie du Livre à cette époque. C'est là une source de procès qu'il serait nécessaire de faire disparaître.

- 4) Convoquer la Commission supérieure des maladies professionnelles pour lui demander avis sur la possibilité d'étendre le bénéfice de la loi du 25 octobre 1919 à tous ceux qui sont réellement victimes de maladies provoquées par l'exercice d'une profession quelconque.

Un projet a été déposé par le ministre du Travail, la Commission supérieure des maladies a été consultée. Alors que 6 maladies saturnines sont désignées dans la loi de 1919, 9 sont comprises dans le projet.

Mais hélas le Parlement n'a pas encore été appelé à délibérer sur cette importante question.

Plusieurs délégués des sections lithographiques ont assisté au Congrès des Maladies Professionnelles qui s'est tenu à Lyon en 1928. Ils y ont appris notamment qu'en Italie 32 sortes de manifestations saturnines sont reconnues. Aussi à Lille en 1929 au Congrès National les ouvriers du Livre ont engagé le Comité fédéral à continuer ses efforts en collaboration si possible avec les patrons.

Il ne faut pas nier cependant que depuis quelques années des améliorations notables sont apportées dans les ateliers pour tout ce qui touche aux conditions d'hygiène et de salubrité.

D'ailleurs Maîtres Imprimeurs et ouvriers y ont un égal intérêt.

En visitant les grandes maisons on constate que des perfectionnements sensibles sont apportés. Les locaux sont vastes et spacieux, bien éclairés. L'imprimerie du *Malin* est un modèle du genre. Les ateliers situés au 1^{er} étage sont dans des conditions excellentes au point de vue hygiène et salubrité. Les machines sont propres et bien tenues. Chaque linotypiste est éclairé par une ampoule électrique mobile. Les tabourets des opérateurs sont munis de dossiers. Le cubage

d'air est plus que suffisant. On voit que l'administration de ce grand quotidien a à cœur le bien-être de ses employés.

On peut dire qu'en somme des progrès très sérieux ont été réalisés. C'est fort bien.

Keufer rappelle au lendemain de la guerre qu'il a eu l'occasion après une grève de visiter l'imprimerie de Loos près de Lille. Le patron Danel lui montre l'atelier vaste, clair, aéré où travaillent, assises, une quinzaine de compositrices. Comme il manifestait son contentement M. Danel lui demanda avec un sourire « si les typotes n'étaient pas plus heureuses dans un tel atelier quedans des usines de tissage, de filature, de peignage où les conditions d'hygiène sont lamentables ? »

Ce qu'il faut c'est que les vieux routiniers, les partisans des anciennes méthodes de travail comprennent l'avantage à tirer de changements ainsi opérés. En se conformant aux prescriptions des lois sur l'hygiène des ateliers ils feront œuvre utile pour eux et pour leurs ouvriers.

CHAPITRE VI

Le Placement, le viaticum.

Pour l'offre et la demande d'emplois la Fédération est restée longtemps sans méthodes. Les sections restaient dans une douce torpeur et n'agissaient que lorsqu'elles manquaient d'ouvriers. Alors, elles s'adressaient en toute hâte au Comité central qui portait à la connaissance de tous les syndiqués par l'intermédiaire du journal professionnel la liste des places disponibles !

D'autres sections craignant la concurrence et pour se réserver la faculté de faire des heures supplémentaires n'annonçaient pas les vacances.

Il en résultait un fonctionnement très défectueux du système.

Il en est ainsi jusqu'en 1919 (Congrès de Nancy). Le délégué de Nice explique à ces collègues comment dans sa région est organisé le bureau de placement. Un système de cartes-fiches pour les offres et demandes d'emplois est institué. Les chômeurs peuvent les consulter. Un registre est tenu pour constater les résultats acquis. Ce procédé donne pleine satisfaction.

Le Congrès déclare ces dispositions très judicieuses et décide de les communiquer à toutes les sections.

Depuis la création des bureaux régionaux le service du placement est bien mieux organisé ; étant données les relations étroites qui existent entre les syndicats locaux et les villes chefs de groupes qui reçoivent et centralisent tous les renseignements obligatoirement transmis.

Il est une autre institution qui touche de très près à celle du placement, c'est le viaticum.

Le viaticum est un secours de route alloué au chômeur à la recherche du travail. Avant les voyages en chemin de fer et par les moyens de locomotion moderne c'était un système particulièrement appréciable.

C'est une survivance du compagnonnage. Allant de ville en ville le compagnon se rendait chez « la mère ». On lui donnait la nourriture et le gîte et le « premier en ville » (ou chef des compagnons) lui indiquait les maisons où il pourrait trouver du travail. Si la besogne manquait on lui remettait une somme d'argent (un viatique) pour lui permettre de continuer sa route. Ainsi l'ouvrier pouvait aller de bourgade en bourgade et trouver enfin à s'employer.

Dès sa fondation la Fédération adopte ce mode de secours. Il en est question à l'article 1^{er} § 5 qui mentionne que les sections provinciales (le viaticum ne fonctionnait pas à Paris) doivent veiller soigneusement à ce que le fédéré soit parfaitement en règle avec la dernière section quittée, avant de l'accorder. Pour éviter de la part des ouvriers des voyages inutiles il est rappelé qu'il ne peut être accordé qu'une fois dans la même année.

Le voyageur est payé comme suit :

« Pour une distance de 40 kilomètres et au-dessous, un premier secours de 1 fr. 50.

« Au-dessus de 40 kilomètres et par fraction de 20 kilomètres jusqu'à concurrence de 200 kilomètres une subvention de 0 fr. 50.

« Tout voyageur qui aura travaillé huit jours consécutifs dans une section perdra son droit au viaticum ».

En 1887 une nouvelle réglementation est prise.

« Tout fédéré ne peut recevoir plus de 150 francs de viaticum dans trois ans. Passé cette somme, il devra s'écouler dix-huit mois avant qu'il ait droit de nouveau aux secours de route, à moins qu'il n'ait quitté sa place pour cause de mise-bas ».

Les années suivantes, alors qu'au début il y avait beaucoup de voyageurs, marquent un fléchissement. Si les ouvriers français circulent à travers le pays à la recherche du travail,

on constate que fort peu consentent à passer la frontière. Les étrangers nous donnent l'exemple. Munis d'une carte routière, d'un dictionnaire, de l'adresse des correspondants de la Fédération ils viennent chez nous. Ils ont de la volonté et du courage. C'est une méthode à suivre.

Une observation mérite cependant d'être faite. C'est que le troisième trimestre de chaque année enregistre le maximum de secours de viaticum. Les villes d'eaux et les bains de mer reçoivent ainsi la visite d'ouvriers besogneux. Somme toute il n'y a qu'à féliciter les ouvriers de leur astucieux voyage. Cela leur refait les poumons pour l'hiver.

Un autre fait à enregistrer c'est qu'au mois de juillet 1914 les villes de Soissons, Meaux, Reims, Mezières, Nancy, Lunéville, versent des secours à de nombreux typographes allemands regagnant la frontière. C'est une preuve de plus de la non préméditation de la guerre de la part de nos voisins ennemis !

Au lendemain de la guerre le « trimardeur » se fait plus rare, surtout en ce qui concerne les éléments étrangers. Le montant des secours alloués par les sections devient si infime qu'au Congrès de 1924 le Comité fédéral propose la suppression du viaticum.

Voici en effet le total des sommes versées depuis 1881.

Années	Viaticum	Années	Viaticum	Années	Viaticum
1882	1.014,35	1895	6.263,60	1908	10.065,20
1883	8.758,75	1896	5.667,75	1909	11.685,85
1884	5.002,25	1897	8.463,75	1910	11.893,35
1885	6.570,40	1898	7.471,45	1911	10.253,40
1886	12.182,25	1899	8.194,25	1912	9.303,10
1887	10.026,55	1900	8.791,90	1913	9.591,80
1888	8.444,95	1901	8.889,85	1914	2.696,50
1889	7.446,65	1902	11.963,30	1915 à 18	Néant
1890	9.543,25	1903	11.223,10	1919	424,25
1891	8.136,80	1904	10.735,90	1920	641,00
1892	6.597,70	1905	9.879,10	1921	841,95
1893	7.867,60	1906	9.162,60	1922	913,05
1894	8.142,35	1907	9.498,70	1923	418,60

Il n'est pas accordé satisfaction au Comité fédéral grâce à l'intervention de plusieurs délégués.

En effet le proverbe populaire dit « que les voyages forment la jeunesse » ; pour former un bon ouvrier on doit l'inciter à voyager. Il apprend ainsi les différents modes de travail employés partout où il passe. Il perfectionne sa technique professionnelle. Et puis si le secours du viaticum n'est pas très élevé il est possible de l'accroître, étant donné l'augmentation de la cotisation précédemment votée.

La Fédération allemande s'est imposée de très lourds sacrifices pécuniaires à cet effet. C'est ce qui faisait de ses typographes des ouvriers remarquables et c'est aussi ce qui lui a permis de surmonter tant de difficultés qui perdirent d'autres organisations. Les camarades qui voyagent élargissent leur horizon, en voyant d'autres pays, d'autres mœurs. Non contents d'apprendre leur métier il font pour ainsi dire leur apprentissage de militants ! Par le viaticum s'établissent des relations de cordialité entre les différents pays.

Quand ils reviennent chez eux les trimardeurs sont aguerris, ils connaissent et apprécient davantage l'organisation syndicale.

Ces considérations décident les congressistes à maintenir le viaticum.

D'ailleurs le Bureau typographique international maintient dans ses statuts cette sage application.

En cela nous donnons pleinement raison aux délégués de 1924, le vrai moyen de former les militants de demain c'est de dire au jeune homme « Va t'instruire en voyageant ».

Au Congrès de Toulouse en 1929 le Comité fédéral maintient les clauses de l'art. 64 des statuts qui prévoit que : chaque voyageur reçoit pour une distance de 40 kilomètres et au-dessous un premier secours de 4 francs depuis la section ou la section la plus voisine dans la direction d'où vient le fédéré quand bien même il ne s'y serait pas arrêté...Et que toute distance au-dessus de 40 kilomètres donne droit à une

subvention de 1 franc par fraction de 20 kilomètres jusqu'à concurrence de 200 kilomètres.

L'article 66 qui vise les déplacements par chemins de fer est également maintenu. « Tout fédéré qui voyage en chemin de fer d'un point à un autre sans visiter les sections intermédiaires n'a droit au vaticum que de la section la plus proche de celle où il s'arrête. Tout voyageur ne peut en aucun cas toucher le viaticum plus de deux fois dans la même journée ».

Deux changements sont proposés par le Comité fédéral :

1) Suppression du viaticum maritime pour les sections de l'Afrique du Nord à cause des excès qui peuvent se produire. Les fédérés refusent de suivre le Comité fédéral dans cette voie.

2) Modification de l'article 71 des statuts dont l'ancien texte prévoit qu'un délai d'un an doit s'écouler avant qu'un voyageur épuise le montant total du viaticum fixé à 200 fr.

Le Comité fédéral demande que le bénéficiaire du viaticum reprenne ses droits chaque année au 1^{er} janvier. Le Congrès consulté accepte cette rectification.

Il faut remarquer que le service du viaticum coûte relativement peu. De 1923 à 1928 la moyenne annuelle des secours n'excède pas 1.300 fr. En 1929 elle s'élève à 2.477 fr. et passe du 1^{er} avril au 31 décembre 1930 à 2.285. Ceci sans doute à cause de l'ouverture prochaine de l'Exposition Coloniale qui attire les étrangers vers la capitale.

CHAPITRE VII

Les secours.

La générosité de la Fédération se manifeste de plusieurs façons. Celle qui compte le plus c'est le versement de sommes d'argent et de secours. Son activité se déploie largement. Pour mieux comprendre l'entraide qu'elle a donnée nous croyons qu'il est bon d'examiner les points principaux où son appui financier s'est exercé.

D'abord vis-à-vis des syndiqués, elle donne statutairement des secours en cas de grève, de chômage, de maladie, de décès.

Pour les groupements qui ne dépendent pas d'elle sa solidarité s'étend un peu dans tous les domaines. Quand il s'agit de l'unité d'action et aussi dans les cas de manifestation de sympathie les ouvriers du Livre donnent leur précieux concours. Ils n'envoient pas seulement des délégués éloquents et courageux mais ils délient les cordons de leur bourse et prennent part à la lutte pour la cause commune : le bien-être du prolétariat.

I — Allocations aux syndiqués.

A) SECOURS DE GRÈVE.

La cotisation de 35 centimes par mois primitivement établie en 1881 est reconnue par la suite insuffisante pour payer les indemnités aux grévistes. D'autre part en 1883 les délégués se montrent hostiles à l'augmentation de la cotisation,

en raison de la crise qui sévit à ce moment dans l'industrie.

Une commission chargée d'étudier la question présente au second congrès organique les conclusions suivantes qui sont adoptées à l'unanimité :

« Les frais de grèves doivent être supportés par la totalité des sections fédérales, au prorata du nombre de leurs adhérents, en laissant à chacune l'initiative de procéder au mieux des intérêts locaux pour le remboursement.

« Il appert de l'examen des comptes que la part afférente à chaque sociétaire s'élève, pour les exercices 1881 et 1882, au chiffre de 1 fr. 75 et nous sommes persuadés que cette somme, relativement minime, sera fournie sans regret par toutes les sections. Pour l'avenir, ce règlement sera effectué dans le trimestre qui suivra la publication du bilan des frais de grève ».

La crise économique de 1887 portant un préjudice considérable à l'industrie le Comité central recommande pendant cette période de ne provoquer des conflits avec leur maison qu'à la toute dernière extrémité. Le congrès réuni à cette date décide en outre de porter le noviciat à 6 mois (auparavant c'était 3 mois) avant qu'il soit permis aux sections d'avoir droit aux frais de grève, sauf dans le cas où elles se trouveraient en face d'une tentative d'abaissement de salaire.

Deux ans plus tard, la durée de l'indemnité aux grévistes est fixée à 13 semaines à raison de 21 francs par semaine.

Le règlement désormais définitivement établi nous donne tous renseignements au sujet de l'effort soutenu par la Fédération. L'examen du bilan permet de les compléter heureusement.

De 1905 à 1910 une somme globale de 782.168 fr. 80 a été versée. Le 2^e trimestre de l'année 1906 a coûté à lui seul 516.215 fr. 60. C'est dire avec quelle énergie et quel acharnement a été menée la campagne pour la journée de 9 h.. Alors que la moyenne trimestrielle est, de 1900 à 1904, de 6.000 fr. elle atteint dans cette période le chiffre de 39.108 fr. 40.

De 1910 à 1918 elle retombe à 25.165 fr., il faut noter qu'aucune indemnité n'a été versée de 1915 à 1918, les ser-

vices fédéraux ayant été suspendus en même temps que la cotisation était supprimée au début de la guerre.

Le mouvement entrepris pour obtenir au lendemain de l'armistice l'unification régionale des tarifs conformément aux décisions du Congrès de Nancy fait hausser considérablement la moyenne trimestrielle qui est égale à 88.847 fr. 30.

L'indemnité étant de 5 francs par jour on peut se rendre compte de l'effort fourni.

En 1924 les congressistes de Lille décident de porter l'indemnité de grève à 7 francs par jour (dimanche compris), étant entendu que les trois premiers jours ne sont indemnisés que si la grève dure au moins 4 jours.

Il est ainsi versé en :

1924.....	29.576,95	1927.....	62.665,50
1925.....	198.853,50	1928.....	315.800,50
1926.....	304.224,50	1929.....	78.287,25

L'indemnité journalière est fixée à 13 francs par jour par le Congrès de Toulouse en 1929. Malgré cela les sommes dépensées par la Fédération pour secourir les grévistes ne sont pas considérables.

Le premier trimestre de l'année 1930 marque une brusque hausse : 265.301 qui correspond au mouvement de la première région pour la revision général du tarif.

Les neuf mois suivants il n'a été dépensé que 18.774 francs.

B) CHOMAGE. MALADIE, DÉCÈS.

En 1895, le secours pour le chômage est fixé à 5 semaines à raison de 9 francs par semaine. Celui qui a touché une fois le maximum n'y a droit qu'après un intervalle d'un an. A la même date le Congrès de Marseille essaie de constituer une caisse corporative de secours en cas de maladie. Ce projet échoue car la plupart des syndiqués font partie d'une société de secours mutuels et ne sont pas disposés à s'en retirer

pour devenir adhérents d'une nouvelle société à l'avenir incertain.

Plus tard les statuts sont modifiés.

La cotisation est portée à 2 francs par mois et sur cette somme 0 fr. 40 centimes sont affectés au service du chômage, maladie, décès.

En 1910, nouveau changement, la cotisation est de 0 fr. 50 par semaine, 0 fr. 10 sont affectés spécialement au chômage.

Tout chômeur, (la maladie étant assimilée au chômage), à condition de faire partie de la Fédération depuis un an et d'être en règle, reçoit alors 12 francs par semaine. Cependant un maximum est fixé suivant l'ancienneté du fédéré.

Celui qui a :

10 ans	de sociétariat ininterrompus peut recevoir.	72 fr.
10 à 15 ans	— —	84 fr.
15 à 20 ans	— —	96 fr.
20 ans et au-dessus	— —	108 fr.

En 1919 la cotisation étant portée à 0 fr. 75, il s'ensuit une augmentation sensible du montant des versements.

Le Congrès de Lille décide d'accorder à tout chômeur ou malade 4 francs d'indemnité journalière. De ce fait le fédéré qui a :

10 ans	de sociétariat ininterrompus peut recevoir..	168 fr.
10 à 15 ans	— —	196 fr.
15 à 20 ans	— —	224 fr.
20 ans et au delà	— —	252 fr.

A Toulouse en 1929 le Congrès porte l'indemnité journalière à 7 francs par jour : ainsi le chômeur ou malade qui a de :

1 an à 10 ans	de sociétariat ininterrompus peut recevoir..	252 fr.
10 à 15 ans	— —	294 fr.
15 à 20 ans	— —	336 fr.
20 ans et au delà	— —	378 fr.

Après avoir subi elle aussi des élévations successives l'indemnité de décès toujours basée sur le même principe est actuellement fixée depuis 1929 ainsi qu'il suit : Lorsque le défunt a de :

2 à 10 ans	de présence	ses ayant-droit touchent..	100 fr.
10 à 20 ans	—	—	.. 150 fr.
20 ans et au delà	—	—	.. 300 fr.

Antérieurement à cette date l'indemnité était respective-
de 50 francs, 100 francs, 150 francs.

En consultant les bilans présentés par le trésorier de la Fédération on peut voir le total des secours versés.

Nous ferons porter l'examen sur la période comprise entre 1905 et 1923, car le montant de la cotisation a varié à plusieurs reprises au cours de ces années.

De 1905 à 1909, la cotisation étant fixée à 2 fr. par mois :

L'indemnité de chômage	s'élève à la moy. trim. de..	14.808 fr. 66
— maladie	— — ..	15.546 fr. 06
— décès	— — ..	1.553 fr. 02

De 1910 à 1914, la cotisation étant fixée à 0 fr. 50 par semaine :

L'indemnité de chômage	s'élève à la moy. trim. de..	14.109 fr. 02
— maladie	— — ..	18.690 fr. 59
— décès	— — ..	2.040 fr. 78

Pendant l'année 1919 il n'est pas possible d'établir une moyenne car les indemnités sont groupées dans les documents financiers de la Fédération.

De 1920 à 1923, la cotisation étant fixée à 0 fr. 75 par semaine :

L'indemnité de chômage	s'élève à la moy. trim. de..	32.463 fr.
— maladie	— — ..	41.690 fr.
— décès	— — ..	4 065 fr.

En 1924 les secours de chômage sont de.....	147.505 fr. 80
— 1925 — — —	184.810 fr.
— 1926 — — —	235.712 fr.
— 1927 — — —	279.179 fr.
— 1928 — — —	248.569 fr.
— 1929 — — —	220.973 fr.

Pour les trois derniers trimestres de l'année 1930 le chômage a frappé lourdement l'industrie du Livre qui a versé de ce chef : 204.591 fr.

Les malades ont touché en :

1924.....	165.609	1928.....	460.224
1925.....	258.157	1929.....	506 574
1926.....	274.464	En 1930 (trois derniers	
1927.....	285.064	trimestres)	390.321

Il ne faut pas voir dans l'augmentation du taux des secours versés, ni dans le nombre des bénéficiaires, une aggravation de la situation du travail ou sanitaire des fédérés, sur les années précédentes, mais tenir compte du fait que l'augmentation de l'effectif fédéral amènera obligatoirement un plus grand nombre de fédérés à toucher des secours.

Les sommes versées comme indemnités de décès sont :

En 1924.....	17.100	En 1928.....	39.950
En 1925.....	19 875	En 1929.....	40.600
En 1926.....	18.550	En 1930 (trois derniers	
En 1927.....	22.675	trimestres)	32.750

c) CAISSE D'INVALIDITÉ-VIEILLESSE.

Le Congrès de Lille accepta en principe la création d'une caisse d'invalidité et remit au Comité central le soin d'en élaborer la constitution.

Après avoir consulté les sections, la Fédération put établir d'une façon approximative, il est vrai, que les bénéficiaires de cette pension d'invalidité n'étaient pas supérieurs pour l'an-

née 1926 à 170 ouvriers. C'était une charge nouvelle de 280.000 fr. par an.

Or, en augmentant la cotisation syndicale de 0 fr. 30 par semaine on obtenait cette somme.

On s'en remit donc au referendum. Un bulletin de vote ainsi conçu fut envoyé par l'intermédiaire des bureaux à chaque syndiqué :

Etes-vous partisan de créer le service fédéral de l'Invalidité comme il est exposé ci-contre ?

Oui.

Non.

Etes-vous décidé à augmenter la cotisation fédérale de 30 centimes par semaine pour assurer le service de l'Invalidité ?

Oui.

Non.

167 sections prirent part au vote.

Sur le principe du service de l'invalidité, 8.364 fédérés ont voté pour, 2.139 ont voté contre.

En conséquence, les statuts fédératifs ont reçu la modification suivante :

ART. 84 *bis*. — Les fédérés invalides ayant cotisé sans interruption pendant vingt ans ont droit à une pension de 1.200 francs par an.

a) Au moment de l'attribution de la pension, elle sera majorée de 30 francs pour chaque année de présence dans un syndicat fédéré en plus du minimum de vingt ans exigé pour avoir droit à la pension initiale d'invalidité, sans que la majoration dépasse la somme de 600 francs par an, soit un maximum de pension de 1.800 francs par an.

Toutes les causes d'invalidité sont admises sans précision d'âge lorsque l'invalidité est fédérée depuis au moins vingt années.

b) Sera reconnu invalide, le fédéré qui aura été dans l'impossibilité de travailler depuis une année au moins.

Le fédéré invalide, dont l'arrêt du travail est certifié par la section dont il est membre, doit adresser au Comité fédéral une demande de pension par l'intermédiaire de la section. Dès que cette demande est formulée, la section doit être consultée en assemblée générale. A titre provisoire, en attendant une assemblée, le Comité de la section peut donner un avis.

c) La demande de pension d'invalidité doit être accompagnée d'une double attestation médicale : l'une du médecin traitant choisi par l'invalidé, l'autre d'un médecin désigné par la section. Les deux médecins devront être d'accord pour affirmer que le demandeur est incapable de travailler pendant un temps indéterminé.

Le postulant et sa section devront fournir la preuve du temps de présence exigé dans la Fédération.

d) Au cas où le fédéré pensionné reprendrait le travail, il devra en aviser la section qui suspendra provisoirement la pension d'invalidité. Si l'intéressé néglige de faire cette déclaration, la section en avisera le Comité fédéral qui pourra annuler la décision octroyant la pension d'invalidité ;

e) Le fédéré non invalide, âgé de 70 ans, ayant cotisé pendant trente ans et plus, aura droit à la pension d'invalidité comme à ses majorations d'ancienneté, s'il n'occupe pas un emploi permanent lui assurant un salaire égal au tarif syndical.

La demande sera comme pour le fédéré reconnu invalide par les médecins, soumise à l'appréciation de la section avant d'être transmise au Comité fédéral. Elle devra être accompagnée d'un bulletin de naissance sur papier libre ; si le demandeur a un emploi, il devra fournir une attestation que son salaire n'atteint pas le tarif syndical ;

f) Les bénéficiaires de la pension doivent rester membres de la section fédérée ; ils doivent leurs cotisations qui sont retenues par le trésorier qui leur verse le montant de la pension chaque mois complet ;

g) Les femmes brocheuses et papetières, qui payent la demi-cotisation fédérale, auront droit à la moitié de la pension et des majorations d'ancienneté ;

h) La pension remplace, pour ses bénéficiaires, les indemnités de chômage et de maladie ;

i) La cotisation supplémentaire et spéciale assurant le service de l'invalidité est fixée, pour la première année, à 30 centimes par semaine pour les adultes ; à 15 centimes par semaine pour les pupilles et les femmes payant la demi-cotisation.

A chaque fin d'année, elle sera fixée par le Comité fédéral qui se basera sur le nombre des fédérés pensionnés et le montant total de leurs pensions.

Au Congrès de Toulouse diverses modifications, sur l'ini-

tiative du Comité fédéral, sont apportées au texte en vigueur.

Parmi celles-ci figurent des précisions nouvelles sur les formalités administratives à remplir de la part des postulants et des sections.

La date de départ ainsi que celle de l'arrêt de l'allocation sont fixées de la façon suivante :

Pour les invalides ; l'allocation partira du jour anniversaire de l'arrêt du travail et prendra fin la veille de leur décès.

Pour le vieillard âgé de 70 ans : la pension partira du jour où il aura atteint ses 70 ans et prendra fin la veille de son décès.

Dans les deux cas, les fractions de mois seront payables par trentièmes.

Plusieurs Congressistes présentent des motions tendant soit à ramener à 60 l'âge requis pour bénéficier de la pension vieillesse ; soit à augmenter la cotisation afin de permettre ainsi d'accroître le montant de la rente versée aux ayant droit.

Journeau, secrétaire adjoint du Comité central, répond victorieusement aux diverses objections présentées en démontrant le danger qu'il y aurait à augmenter les charges de la Fédération.

La progression croissante des dépenses du service invalidité-vieillesse illustre avec netteté son argumentation.

L'examen des comptes nous révèle en effet que du troisième trimestre 1926 au 4^e trimestre 1928 il a été versé : 568.060 francs.

Au 1^{er} janvier 1929 il reste en caisse un excédent de recettes de 132.669 fr. 10. Dans le même temps 187 fédérés touchent l'allocation (115 au titre *invalidité*, 72 vieillards).

Au 31 décembre 1930 le nombre des invalides est passé à 182, celui des vieillards à 90. Il reste seulement en caisse 77.470 fr.

Journeau avait donc raison de faire sentir aux congressistes de Toulouse combien il aurait été dangereux d'apporter de brusques changements.

D'ailleurs inévitablement étant donné le nombre sans cesse

accru des bénéficiaires, la Fédération sera amenée à augmenter la cotisation pour éviter d'être en déficit.

Ce nouveau service n'en reste pas moins un exemple du rôle magnifique de la solidarité syndicale. Les ouvriers valides permettent ainsi aux fédérés incapables de travailler d'avoir une pension qui n'est pas un droit acquis mais dépend exclusivement du principe même de leur organisation : « l'entraide entre camarades de la même profession ».

II. — Allocations aux Fédérations étrangères et aux autres groupements professionnels.

Les ouvriers du Livre ont un sens profond de la solidarité. C'est peut-être leur genre de travail nécessitant l'accord parfait entre les différents services qui est la cause primordiale de cette excellente moralité. Il n'en reste pas moins vrai que toute organisation qui fait appel à eux n'a pas lieu de s'en plaindre. Quand la revendication est juste, quand le but visé est le mieux être du travailleur, ils donnent libre cours à leur générosité. Parfois même ils sont fort mal récompensés de leur bon mouvement.

Nous voyons déjà qu'en 1885 il est envoyé 300 tr. aux typographes en grève de Budapest, et 200 fr. à ceux de Naples. En 1885 des envois d'argent sont faits à Vienne et à Bucarest.

En 1893 la Fédération donne des subsides pour faire acte de solidarité avec eux : aux horlogers de Paris, aux bucheurons de Mareuil, aux fileuses de Nantes, aux tisseurs d'Amiens, etc., etc... Elle envoie même des fonds aux fleuristes de Paris pour les soutenir dans une grève qui ne se réalise pas.

Elle continue à donner son appui à des nombreuses corporations de longues années durant,

De 1905 à 1909 tant pour les fédérations étrangères que pour les autres syndicats elle dépense près de 2.000 fr.

De 1914 à 1918 elle prend une large part aux différentes

œuvres de guerre et verse de nombreux secours dont le total s'élève à 101.533 fr. 75.

De 1919 à 1923, elle envoie de l'argent aux fédérés belges, aux typos grévistes de Stockholm, aux travailleurs de Vienne, aux grévistes de Madrid, de Belgrade.

Elle fournit des fonds pour les affamés russes, pour les grèves du Nord et du Havre, pour celle des inscrits maritimes, soit au total 75.077 fr. 35.

Du 1^{er} janvier 1924 au 31 décembre 1928 elle accorde des secours aux :

Fédération du Livre de Belgique.....	49.200
— — Yougoslavie.....	1.000
— — d'Esthonie.....	109.088
Grévistes de la Banque.....	1.000
— du Textile de Bombay.....	1.000
— — de Sainte-Marie aux Mines.....	300
Dockers de Dunkerque.....	534
Mineurs anglais.....	100
Dockers de Bordeaux.....	100

Ces chiffres sont suffisamment éloquentes et prouvent l'influence heureuse de Keufer dont la grande pensée était « Vivre pour autrui ».

CHAPITRE VIII

Les assurances sociales.

Le Comité fédéral s'est toujours montré partisan de la loi des assurances sociales. D'accord en cela avec la C. G. T., il a envoyé de nombreuses circulaires à ses adhérents pour leur exposer le système d'application de la loi, la constitution de caisses primaires, etc., etc.

Loin d'être hostile au principe du paiement de la cotisation ouvrière *par l'ouvrier* il a toujours désapprouvé la tendance de ceux qui pensaient vouloir faire supporter au patronat toutes les charges nouvelles de la loi. Ainsi les assurés auront le droit absolu de participer à la gérance et au contrôle du fonctionnement administratif et financier.

Toutefois plusieurs points ont attiré l'attention du Comité fédéral et incité le Secrétaire Général Liochon à présenter des requêtes au ministre du Travail.

D'abord quelle sera la situation de l'assuré susceptible d'être engagé dans un conflit collectif (grève ou lock-out). Il s'agit de la garantie chômage prévue par les articles 21 à 25 de la loi des assurances sociales. Elle consiste au paiement de la double cotisation des assurés chômeurs pendant une période de 4 mois par an. Elle exige que les assurés chômeurs se fassent inscrire comme tels à l'Office départemental de placement.

Mais l'ouvrier gréviste peut-il être considéré comme chômeur par l'Office départemental ? N'est-il pas à la recherche de travail ? On peut admettre au surplus qu'il a quitté son

patron pour mauvaises conditions de travail sans intention de retour.

L'Office peut-il obliger un chômeur à accepter du travail dans un établissement en conflit ?

Des contestations sont possibles. Des fédérés peuvent être injustement radiés de la liste des chômeurs et perdre le bénéfice du paiement de leurs cotisations. C'est ce qui explique l'article 61 des statuts de la Fédération ainsi conçu :

« ART. 61. — Les fédérés engagés dans un conflit sont tenus de se « déclarer chômeurs, sans délai, à l'Office départemental de placement « pour bénéficier, conformément à la loi, de l'assurance-chômage.

« Au cas où l'Office refuserait le paiement de leurs cotisations aux « assurances sociales ils devront demander notification motivée de ce « refus qu'ils remettront à la section. Si le refus de l'Office de place- « ment n'est pas motivé par la mauvaise volonté personnelle des fédérés, « la section devra effectuer aux assurances le versement des cotisa- « tions. »

Des difficultés peuvent se produire aussi pour les chômeurs non grévistes. L'article 75 des statuts contient pour les chômeurs les mêmes prescriptions que pour les grévistes.

De plus, l'article 22 de la loi stipule que la garantie chômage ne joue qu'après une année entière d'affiliation aux assurances.

Le Comité fédéral décide donc que la cotisation des fédérés privés de leur salaire sera payée pendant les douze premiers mois du fonctionnement de la loi au cours desquels la garantie chômage n'est pas en vigueur.

Il est prévu en outre que si les chômeurs et grévistes doivent faire jouer la garantie chômage des assurances sociales la section devra assurer le paiement du minimum pour 60 journées de travail pour le trimestre précédent (comme prévu dans la loi).

Certes il n'échappe pas au Comité fédéral que la loi des assurances sociales a des insuffisances et des imperfections. Il voudrait voir disparaître le salaire limite qui écarte du bénéfice de la loi un grand nombre de travailleurs de l'impri-

merie. Il désirerait aussi aboutir à la simplification du mécanisme d'application. Et puis il réclame l'assurance-chômage.

Néanmoins il estime que cette loi est logique et opportune et qu'en tous cas en ce qui touche la revision des salaires elle ne doit rien changer à l'attitude des syndicats.

CONCLUSIONS

Le label de la Fédération des travailleurs du Livre est ainsi fait : sur un écusson représentant le globe terrestre, deux mains s'étreignent. En exergue sont écrits ces quatre mots : « Travail, Solidarité, Bien-être, Liberté. »

Cette marque syndicale nous paraît résumer toute la raison d'être de la Fédération.

Le mot « travail » synthétise les avantages professionnels obtenus : tarif-type, diminution de la journée de travail, réglementation de l'apprentissage, travail des femmes, etc. Nous avons vu les résultats acquis. Mais l'idéal n'est pas atteint. Le système de travail préconisé par les typos c'est la commandite. Ce qu'ils voudraient c'est la suppression du salariat et son remplacement par le mode de labeur employé à l'Imprimerie Nationale. Association égalitaire des travailleurs, dont les chefs sont élus par eux. Répartition entre tous, des bénéfices réalisés par l'entreprise.

La solidarité figurée sur le dessin par les deux mains qui s'étreignent est un des buts visés par la Fédération. Elle ne veut pas entendre parler de haine et de révolte.

Comme bien d'autres groupements professionnels elle a connu la discorde, les dissensions intestines. Cela ne l'a pas empêché de tendre une main secourable aux camarades dissidents qui demandaient à revenir dans son sein. Mais ce qu'elle voudrait, ce n'est pas seulement l'union de tous les ouvriers du Livre, c'est l'entente de tous les syndicats.

Au point de vue social ce n'est que par l'union, l'entente

et la camaraderie que pourra être endigué le flot bourbeux du désordre et de l'anarchie.

Keufer répétait dans ses discours cette phrase qui revenait sur ses lèvres comme un leit-motif « vivre pour autrui ». Il ne faut plus de l'égoïsme corporatif, plus de prérogatives jalousement gardées, tout cela doit disparaître et faire place à un bel élan de générosité, d'accord entre tous les ouvriers (non seulement ceux du Livre, mais ceux de toutes les professions) quelle que soit leur tendance, quelles que soient leurs idées politiques.

Le moment est en effet mal choisi de se contenter de discourir et de palabrer. Plus que jamais nous devons nous souvenir comme les ouvriers du Livre que « l'union fait la force ».

Sur le terrain économique ce que demandent les typographes c'est le bien-être. Ils savent que la crise économique que nous traversons est préjudiciable à tous. Néanmoins ils poursuivent leurs revendications. La vie est chère pour tout le monde. Il n'est que juste que les « typos » gagnent suffisamment pour vivre et pour élever leur famille.

Mais avec le déséquilibre de la société actuelle, on peut se demander avec angoisse à quel moment nous retrouverons l'équilibre et la stabilité.

Le dernier mot inscrit sur le label est celui de « liberté ». De même que pour tout homme la liberté est le plus précieux des biens, de même au point de vue professionnel on ne peut que louer une telle tendance. Cependant liberté équivaut plutôt là à tolérance. Certes les typographes sont tolérants. Chez eux, chacun est libre, au point de vue religieux et moral toute latitude est laissée aux membres fédérés. L'indépendance complète est de règle ; à condition toutefois que les doctrines et les idées ne tendent pas à l'anarchie.

Si ces quatre sentiments résument bien l'idéal des typographes, nous avons pu voir et constater que sa réalisation n'est pas complète. Ils voudraient cependant qu'à l'avenir, ainsi que le dit Georges Valois dans *l'Economie nouvelle* « l'homme « qui travaille ne se présente plus devant son patron dans

« l'attitude humble de celui qui est devant son protecteur .
 « il viendra la tête haute, le regard droit, comme le soldat
 « devant son chef. Le même sentiment de l'honneur le meut.
 « S'il est là, c'est parce qu'il veut vivre en travaillant comme
 « il était prêt (pendant la guerre) à mourir en combattant ».

Vu : le Président de la thèse,
 WILLIAM OUALID.

Vu : le Doyen,
 BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :
 le Recteur de l'Académie de Paris,
 S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- I. — Les associations professionnelles ouvrières typographiques (Imprimerie Nationale).
 - II. — Statuts de la Fédération française des travailleurs du Livre.
 - III. — Règlement de la commandite de l'Imprimerie Nationale.
 - IV. — Réformisme et action directe.
 - V. — L'usage du label dans l'industrie du Livre (Keufer).
 - VI. — L'éducation syndicale (Keufer).
 - VII. — Notes historiques.
 - VIII. — Rapports des Congrès notamment des :
 - 10^e Congrès National de la Fédération (Bordeaux, 1910).
 - 11^e Congrès National de la Fédération (Nancy, 1919).
 - 12^e Congrès National de la Fédération (Lille, 1924).
 - 13^e Congrès National de la Fédération (Toulouse, 1929).
 - IX. — Rapport sur la gestion du Comité fédéral.
 - a) Juin 1929, juillet 1930.
 - b) Août 1930, juin 1931.
 - X. — Le journal *La Typographie française*.
 - XI. — Le journal *L'Imprimerie française*.
-

TABLE DES MATIÈRES

I. — INTRODUCTION.....	Pages 5
------------------------	------------

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — <i>Histoire de l'organisation ouvrière</i>	9
a) du ^{xvi} e siècle à 1881.....	9
b) de 1881 à nos jours.....	13
CHAPITRE II. — <i>La C. G. T.</i>	31
a) son influence jusqu'en 1920.....	31
b) la scission entre « Fédérés » et « Unitaires ».....	36
c) essais de retour à l'unité.....	38
d) relations entre la Fédération et la « Vieille » C. G. T. depuis 1920	45

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — <i>Organisation intérieure de la Fédération</i> ...	51
CHAPITRE II. — <i>Moyens d'action préconisés</i>	56
CHAPITRE III. — <i>La Doctrine syndicale</i>	67
A. — Méthodes médiatrices : commissions mixtes....	68
B. — Méthodes directes.....	71
a) label.....	71
b) mise à l'index.....	76
c) boycottage.....	82
d) grève.....	84

TROISIÈME PARTIE

L'action syndicale.

CHAPITRE I. — <i>Salaire</i>	91
A. — Divers modes de salaire.....	91
B. — Elaboration d'un tarif type.....	95
C. — Limitation de la journée de travail.....	103
a) journée anglaise.....	108
b) congé payé.....	109
c) jours fériés payés.....	109
CHAPITRE II. — <i>Machine à composer</i>	111
CHAPITRE III. — <i>Apprentissage</i>	122
CHAPITRE IV. — <i>Travail des femmes</i>	132
CHAPITRE V. — <i>Hygiène à l'atelier</i>	145
CHAPITRE VI. — <i>Placement et viaticum</i>	151
CHAPITRE VII. — <i>Secours</i>	156
A. — Intérieurs :	
a) grève.....	156
b) chômage.....	158
c) maladie.....	158
d) décès.....	158
e) caisse d'invalidité vieillesse.....	161
B. — Extérieur :	
Solidarité:	
a) pour l'unité d'action.....	165
b) par manifestation de sympathie.....	165
CHAPITRE VIII. — <i>Assurances sociales</i>	167
CONCLUSION.....	170
BIBLIOGRAPHIE.....	173

